



Assemblée générale

Distr. générale
13 mai 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session
Point 139 de la liste préliminaire*
Projet de budget-programme pour 2025

Projet de budget-programme pour 2025

Titre II **Affaires politiques**

Chapitre 3 **Affaires politiques**

Missions politiques spéciales

Groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général

Résumé

On trouvera dans le présent rapport un exposé des ressources demandées pour 2025 pour les 10 missions politiques spéciales classées dans le groupe thématique « Envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général ».

Le montant des ressources à prévoir pour 2025 au titre des missions politiques spéciales relevant de ce groupe thématique s'élève à 47 674 700 dollars (déduction faite des contributions du personnel).

* A/79/50.



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Aperçu des ressources	4
II. Informations transversales	6
III. Missions politiques spéciales	8
1. Bureau du (de la) Conseiller(ère) spécial(e) du Secrétaire général pour Chypre	8
A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023**	8
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025***	12
2. Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide	14
A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023**	14
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025***	20
3. Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental	24
A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023**	24
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025***	27
4. Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	29
A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023**	29
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025***	32
5. Bureau de la Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève	34
A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023**	34
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025***	38
6. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	40
A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023**	40
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025***	45
7. Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	48
A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023**	48
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025***	53
8. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	55
A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023**	55
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025***	62
9. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	64
A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023**	64
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025***	70

** La partie consacrée au projet de plan-programme pour 2025 est soumise à l'Assemblée générale pour examen, conformément aux procédures et pratiques budgétaires établies et dans le respect des dispositions du paragraphe 7 de la résolution [77/267](#).

*** Comme demandé au paragraphe 10 de la résolution [77/267](#), la partie consacrée aux postes et aux objets de dépense autres que les postes (partie III) est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

10. Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar	72
A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023**	72
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025***	77

Annexes

I. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale ainsi qu'aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée	80
II. Organigramme et répartition des postes pour 2025	84

I. Aperçu des ressources

1. Le montant des ressources à prévoir pour 2025 au titre des 10 missions politiques spéciales relevant du groupe thématique I s'élève à 47 674 700 dollars (déduction faite des contributions du personnel). On trouvera dans les tableaux 1 et 2 une comparaison des ressources financières et humaines demandées pour 2025 et des crédits approuvés pour 2024 par l'Assemblée générale dans sa résolution 78/253.

Tableau 1

Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

Mission	2023		2024	2025	Variation
	Crédits ouverts	Dépenses effectives	Crédits ouverts	Prévision	2025-2024 Augmentation/ (diminution)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (4) - (3)
Bureau du (de la) Conseiller(ère) spécial(e) du Secrétaire général pour Chypre	3 036,3	2 840,4	3 056,5	2 998,4	(58,1)
Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide	2 816,4	2 888,7	2 815,7	3 257,4	441,7
Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental	475,2	264,2	561,8	509,6	(52,2)
Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	372,2	299,2	414,2	363,6	(50,6)
Bureau de la Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève	1 950,0	1 770,4	2 032,1	1 931,6	(100,5)
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	15 001,6	12 817,6	13 660,7	14 194,8	534,1
Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	1 754,5	1 805,6	1 638,1	2 154,3	516,2
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	5 737,9	4 672,9	4 977,8	4 953,8	(24,0)
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	17 051,3	16 087,0	16 570,8	16 341,0	(229,8)
Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar	1 408,6	1 084,7	1 365,3	970,2	(395,1)
Total	49 604,0	44 530,7	47 093,0	47 674,7	581,7

Tableau 2
Ressources humaines

	<i>Observateurs/ conseillers militaires</i>	<i>Contingents</i>	<i>Police des Nations Unies</i>	<i>Personnel fourni par des gouvernements</i>	<i>Personnel recruté sur le plan international^a</i>	<i>Personnel recruté sur le plan national^b</i>	<i>Volontaires des Nations Unies^c</i>	<i>Total</i>
Bureau du (de la) Conseiller(ère) spécial(e) du Secrétaire général pour Chypre								
Effectif approuvé pour 2024	—	—	—	—	16	5	—	21
Effectif proposé pour 2025	—	—	—	—	16	5	—	21
Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide								
Effectif approuvé pour 2024	—	—	—	—	13	—	2	15
Effectif proposé pour 2025	—	—	—	—	15	—	5	20
Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental								
Effectif approuvé pour 2024	—	—	—	—	2	—	—	2
Effectif proposé pour 2025	—	—	—	—	2	—	—	2
Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité								
Effectif approuvé pour 2024	—	—	—	—	3	—	—	3
Effectif proposé pour 2025	—	—	—	—	3	—	—	3
Bureau de la Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève								
Effectif approuvé pour 2024	—	—	—	—	7	—	—	7
Effectif proposé pour 2025	—	—	—	—	7	—	—	7
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie								
Effectif approuvé pour 2024	—	—	—	—	52	34	—	86
Effectif proposé pour 2025	—	—	—	—	51	35	—	86
Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique								
Effectif approuvé pour 2024	—	—	—	—	5	4	—	9
Effectif proposé pour 2025	—	—	—	—	6	4	—	10
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs								
Effectif approuvé pour 2024	—	—	—	—	22	8	—	30
Effectif proposé pour 2025	—	—	—	—	22	8	—	30
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen								
Effectif approuvé pour 2024	—	—	—	—	59	42	—	101

	Observateurs/ conseillers militaires	Contingents	Police des Nations Unies	Personnel fourni par des gouvernements	Personnel recruté sur le plan international ^a	Personnel recruté sur le plan national ^b	Volontaires des Nations Unies ^c	Total
Effectif proposé pour 2025	—	—	—	—	59	42	—	101
Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar								
Effectif approuvé pour 2024	—	—	—	—	4	1	—	5
Effectif proposé pour 2025	—	—	—	—	4	1	—	5
Total								
Effectif approuvé pour 2024	—	—	—	—	183	94	2	279
Effectif proposé pour 2025	—	—	—	—	185	95	5	285
Variation nette	—	—	—	—	2	1	3	6

^a Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, agents du Service mobile et agents des services généraux.

^b Administrateurs recrutés sur le plan national et agents locaux.

^c Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international et sur le plan national.

- Les taux de vacance proposés sont fondés sur les taux enregistrés à ce jour. Ils ont été calculés en tenant compte du taux de vacance moyen sur 12 mois enregistré en 2023 et du taux de vacance effectif au 31 mars 2024, le plus bas des deux ayant servi à l'établissement du budget. Cette méthode est conforme aux orientations générales visant à améliorer l'exactitude et la cohérence des taux de vacance retenus aux fins de l'établissement des projets de budget pour l'exercice 2025 et à garantir que les taux proposés sont fondés, dans toute la mesure possible, sur les taux effectifs. Un taux de vacance de 50 % a été retenu aux fins du calcul des coûts relatifs aux postes et emplois qu'il est proposé de créer, de réaffecter ou de transformer.
- Par souci de concision, le présent document ne comprendra une section sur les ressources extrabudgétaires que pour les missions qui ont prévu de telles ressources en 2024 ou 2025.

II. Informations transversales

Prise en compte des questions de genre

- Les missions politiques spéciales sont guidées par les résolutions [1325 \(2000\)](#), [1820 \(2008\)](#), [1888 \(2009\)](#), [1889 \(2009\)](#), [1960 \(2010\)](#), [2106 \(2013\)](#), [2122 \(2013\)](#), [2242 \(2015\)](#), [2467 \(2019\)](#) et [2493 \(2019\)](#) du Conseil de sécurité, qui, prises ensemble, constituent le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, et dans lesquelles le Conseil demande que les questions de genre soient prises en compte dans les activités politiques de l'ONU, y compris celles menées par les missions politiques spéciales. Elles sont également guidées par la résolution [75/100](#) de l'Assemblée générale relative à l'étude d'ensemble des missions politiques spéciales, dans laquelle l'Assemblée a réaffirmé le rôle important que jouaient les femmes dans la prévention et le règlement des conflits et dans la consolidation de la paix, et considéré qu'il importait d'obtenir leur participation effective sur un pied d'égalité et de les associer pleinement au règlement pacifique des différends ainsi qu'à la prévention et au règlement des conflits sous tous leurs aspects, à tous les niveaux et à tous les stades.

Note : Les abréviations ci-après sont utilisées dans les tableaux : AL = agent(e) local(e) ; AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; G = agent(e) des services généraux ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e) ; SM = agent(e) du Service mobile ; SSG = sous-secrétaire général(e).

5. On trouvera dans le présent rapport des exemples précis de la manière dont les questions de genre ont été prises en compte dans les activités opérationnelles, les produits et les résultats de chacune des missions politiques spéciales.

Inclusion du handicap

6. Conformément à la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, les missions politiques spéciales s'emploient à faire progresser l'inclusion des personnes handicapées, grâce à des messages d'ouverture, à des campagnes de sensibilisation et à la promotion de la Stratégie dans le cadre de leurs activités, notamment dans les processus politiques et de paix. Les missions soutiennent également la mise en place de mesures d'atténuation visant à résoudre les problèmes d'accessibilité, ainsi que les efforts déployés par les entités compétentes des Nations Unies pour assurer l'accessibilité des installations, des plateformes, des infrastructures de sécurité et d'autres équipements, le but étant de permettre aux personnes handicapées d'y accéder plus facilement et de les utiliser.

Activités d'évaluation

7. Le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix du Secrétariat apportera son concours à l'évaluation biennale du Bureau des services de contrôle interne sur le renforcement du rôle de l'évaluation et la meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale. Les activités d'évaluation menées par les différentes missions sont décrites, le cas échéant, dans les parties du présent rapport qui leur sont consacrées.

III. Missions politiques spéciales

1. Bureau du (de la) Conseiller(ère) spécial(e) du Secrétaire général pour Chypre

(2 998 400 dollars)

A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023

Orientations générales

Mandats et considérations générales

8. Le mandat de la mission découle des priorités arrêtées par le Conseil de sécurité dans ses résolutions et décisions pertinentes et dans un échange de lettres entre le Secrétaire général et le Président du Conseil de sécurité (S/2008/456 et S/2008/457). Dans sa résolution 1818 (2008), le Conseil a salué l'intention du Secrétaire général de nommer en temps opportun un conseiller spécial. Dans une lettre adressée au Président du Conseil de sécurité (S/2008/456), le Secrétaire général a annoncé son intention de nommer son conseiller spécial pour Chypre, qui prendrait ses fonctions le 14 juillet 2008. Les résolutions du Conseil dont découle le mandat sont la résolution 186 (1964) et diverses résolutions ultérieures du Conseil, la dernière en date étant la résolution 2723 (2024).
9. Dans son dernier rapport (S/2024/13), le Secrétaire général a encouragé les deux dirigeants à s'ouvrir à des modalités de dialogue mutuellement acceptables à leur niveau et souligné que des initiatives ou des gestes significatifs étaient également essentiels pour créer une dynamique de dialogue et instaurer la confiance. Il a souligné qu'il était primordial que des progrès réels soient faits en vue de définir un point de départ consensuel dans la perspective de négociations constructives, axées sur les résultats et propres à aboutir à un règlement mutuellement acceptable.
10. Dans sa résolution 2723 (2024), le Conseil de sécurité a noté qu'il importait de progresser davantage pour ce qui était de relancer des négociations officielles, appuyé pleinement le dialogue mené par le Secrétaire général avec les parties et encouragé les nouveaux cycles de pourparlers informels. Il a exhorté les parties à dialoguer activement et sans plus tarder avec le Secrétaire général et son équipe.

Programme de travail

Objectif

11. L'objectif auquel la mission contribue est de parvenir à un règlement global de la question de Chypre.

Stratégie et facteurs externes pour 2025

12. Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, la mission :
 - a) fera tout son possible pour promouvoir un règlement pacifique auprès des deux dirigeants et des puissances garantes et les aider à mener de véritables négociations s'ils le décident d'un commun accord ;
 - b) tiendra régulièrement des réunions bilatérales et facilitera la tenue régulière de réunions conjointes entre les dirigeants, les négociateurs ou représentants et leurs équipes et les groupes de travail et experts ;

- c) intensifiera son appui à la mise en œuvre de mesures de confiance et aux travaux des comités techniques afin d'aider les deux parties à progresser dans la promotion de sociétés justes, pacifiques et inclusives.
13. Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :
- a) la poursuite du dialogue en vue d'un règlement durable, global et juste de la question de Chypre. Si des progrès notables sont accomplis, l'ONU pourrait avoir à apporter un appui renforcé, ce qui supposera peut-être de réunir les parties prenantes pour régler les questions de fond ;
 - b) la mise en œuvre de mesures de confiance ;
 - c) la fourniture aux comités techniques des moyens de mener leurs travaux et d'un soutien à cet égard.
14. En ce qui concerne la coopération avec d'autres entités, la mission continuera de coordonner, sur les instances des deux parties, les activités menées par les institutions financières internationales, en particulier la Banque centrale européenne, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, à l'appui du processus de paix. Elle coopèrera avec la Commission européenne et coordonnera ses activités avec elle pour les besoins de l'appui au processus de paix.
15. En ce qui concerne la coordination et la liaison interorganisations, la mission, la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) et l'équipe de pays des Nations Unies continueront de maximiser les synergies et d'apporter un appui cohérent et efficace aux efforts de paix des Nations Unies.
16. En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2025 :
- a) Les parties s'engagent de façon continue et constante en faveur du processus politique et de la mise en œuvre de mesures de confiance ;
 - b) Le processus de paix continue de jouir d'un appui international constant.
17. La mission prend en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient. Elle appuie les activités menées par les deux parties, ainsi que celles menées par le Comité technique de l'égalité des genres et les associations de femmes des deux communautés afin de promouvoir les questions de genre et contribue à la mobilisation d'un plus grand engagement civique en faveur d'un processus de paix plus inclusif. Conformément aux meilleures pratiques, la mission facilitera la participation des groupes sous-représentés (femmes, minorités, jeunes et personnes handicapées) aux discussions concernant la question de Chypre et au processus de paix.
18. Conformément à la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, la mission s'emploiera à faire progresser l'inclusion des personnes handicapées en interne en créant un espace permettant aux candidats qualifiés d'accéder à des possibilités d'emploi. Au niveau politique, elle continuera de plaider pour que les opinions des personnes handicapées, agentes de changement pour la paix, la sécurité et le développement durable, soient prises en compte dans les instances de prise de décision, notamment les comités techniques. Afin d'intégrer la question du handicap dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de leurs activités, ainsi que dans l'élaboration de mesures ciblées, le cas échéant, l'UNFICYP et le Bureau du (de la) Conseiller(ère) spécial(e) du Secrétaire général pour Chypre collaborent à l'élaboration d'un plan d'action commun pour la mise en œuvre de la Stratégie.

Exécution du programme en 2023

Dialogue constant, prévention des conflits et mesures visant à trouver un terrain d'entente sur la voie à suivre sur la question de Chypre

19. En 2023, le Secrétaire général a rencontré séparément les deux dirigeants et tenu des réunions avec les puissances garantes. La Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix s'est rendue à Chypre en mars, puis des fonctionnaires de l'ONU ayant rang de sous-secrétaire général(e) se sont rendus sur l'île et ont également rendu visite aux puissances garantes en août et septembre. Les dirigeants se sont rencontrés à trois reprises en 2023, en février, juillet et décembre, ce qui a envoyé des signaux politiques importants. La mission a poursuivi ses échanges avec les parties, notamment en facilitant les réunions hebdomadaires et les travaux des comités techniques et en collaborant avec un vaste réseau d'interlocuteurs. Si la dynamique régionale est restée complexe en 2023, le rapprochement entre la Türkiye et la Grèce s'est poursuivi, ce qui a contribué à créer un environnement plus favorable entre les deux puissances garantes.
20. Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 3).

Tableau 3
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
Poursuite du dialogue avec les deux dirigeants et leurs équipes et fourniture de l'appui voulu aux efforts déployés par de hauts fonctionnaires, notamment une réunion informelle rassemblant les cinq parties et l'ONU convoquée par le Secrétaire général à Genève et un déjeuner informel avec les dirigeants chypriote grec et chypriote turc organisé par le Secrétaire général à New York	Dialogue avec les deux dirigeants et leurs équipes et fourniture d'un appui aux efforts déployés par de hauts fonctionnaires, notamment les réunions séparées tenues entre les dirigeants chypriote grec et chypriote turc et le Secrétaire général, trois visites du Sous-Secrétaire général pour l'Europe, l'Asie centrale et les Amériques à Chypre et une visite auprès de chacune des puissances garantes, et deux réunions avec les dirigeants à Chypre	Dialogue avec les deux dirigeants et leurs équipes, notamment les réunions séparées tenues entre les dirigeants chypriote grec et chypriote turc, ainsi qu'entre les puissances garantes et le Secrétaire général, la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix et le Sous-Secrétaire général pour l'Europe, l'Asie centrale et les Amériques, respectivement, et trois réunions avec les dirigeants à Chypre

Résultat escompté pour 2025

Poursuite du dialogue à la recherche d'un terrain d'entente

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

21. En 2023, le travail effectué par la mission a contribué à la tenue de 98 réunions bilatérales et réunions conjointes avec les dirigeants et leurs représentants et de 416 réunions des comités techniques et des groupes de travail, ce qui a permis d'atteindre partiellement la cible fixée concernant les réunions bilatérales, à savoir 140 réunions, et de faire mieux que la cible fixée concernant les réunions des comités techniques et des groupes de travail, à savoir 410 réunions. L'écart constaté s'explique principalement par l'absence de négociations actives. En 2025, la mission continuera d'appuyer les initiatives visant à trouver un terrain d'entente sur la voie à suivre. Elle continuera également d'apporter son concours à la mise en œuvre de mesures de confiance et aux travaux des 12 comités techniques et s'attachera à mobiliser un plus grand engagement civique, notamment auprès des

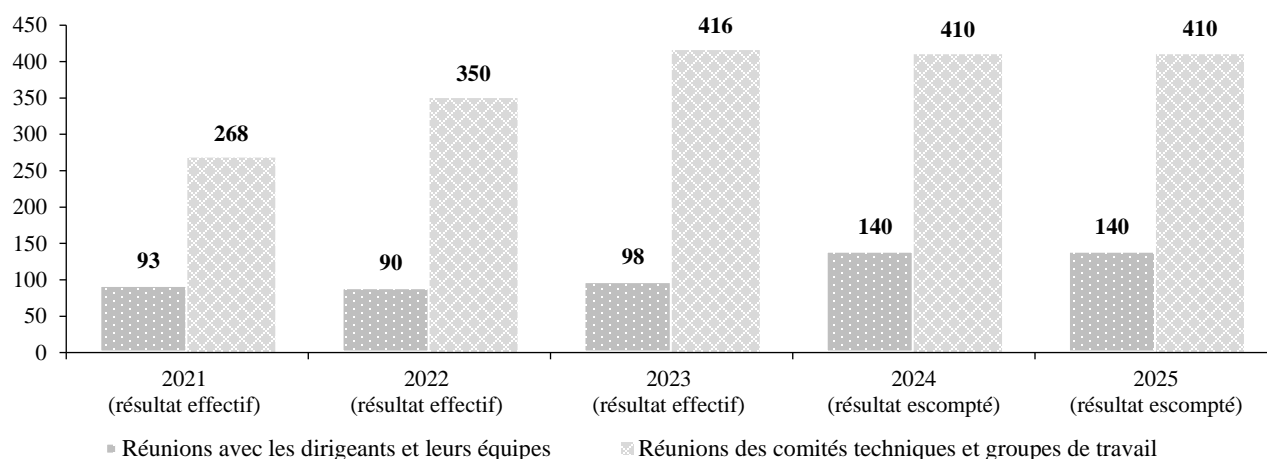
femmes, des minorités, des jeunes et des personnes handicapées, en faveur d'un processus de paix plus inclusif.

Enseignements tirés et changements prévus

22. Les enseignements tirés sont les suivants : le processus de paix nécessite un engagement politique constant et un appui international durable, ainsi qu'une collaboration continue avec les parties et les puissances garantes. Les mesures de confiance adoptées d'un commun accord et les travaux des comités techniques restent essentiels pour instaurer la confiance et réduire les tensions sur l'ensemble de l'île. Il est essentiel de mobiliser les représentants de la société civile, notamment les groupes de femmes et de jeunes, pour faire en sorte que le processus de paix soit ouvert à tous, comme l'a demandé le Conseil de sécurité. Compte tenu de ces enseignements, la mission continuera de tenir des réunions de coordination hebdomadaires avec les parties afin de faciliter les travaux des comités techniques, et organisera des manifestations pour élargir la participation des acteurs de la société civile.
23. Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure I).

Figure I

Mesure des résultats : nombre de réunions bilatérales et de réunions conjointes avec les dirigeants et leurs équipes de négociation et nombre de réunions des groupes de travail et des comités techniques



Produits

24. On trouvera dans le tableau 4 les produits retenus pour la mission.

Tableau 4

Produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	2	2	2	2
1. Rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité	2	2	2	2

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	2	2	2	2
2. Séances du Conseil de sécurité	2	2	2	2

C. Activités de fond

Bons offices : missions de bons offices consistant à établir un dialogue et à faciliter la tenue de réunions bilatérales et de réunions conjointes avec le dirigeant chypriote grec, le dirigeant chypriote turc et d'autres parties prenantes des deux communautés, ainsi qu'avec les trois puissances garantes, en vue d'un règlement de la question de Chypre. Conduite et facilitation de réunions bilatérales et de réunions conjointes avec les dirigeants et leurs équipes et facilitation des travaux des comités techniques et des groupes de travail.

Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : conseils sur des questions de procédure, des questions juridiques et techniques et des questions de fond dans l'optique d'un règlement de la question de Chypre ; coordination, gestion et facilitation de réunions consultatives sur les questions relatives au processus de paix ; sensibilisation à l'égalité des genres et action visant à promouvoir la participation des femmes, des jeunes et des personnes handicapées au processus de paix, et à mobiliser le soutien du public à cet égard.

D. Activités de communication

Relations extérieures et relations avec les médias : interviews et communiqués de presse destinés à informer le public au sujet du processus de paix.

B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025

Ressources nécessaires (budget ordinaire)

Tableau 5

Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>2023</i>		<i>2024</i>		<i>2025</i>	<i>Variation</i>
	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Dépenses effectives</i>	<i>Crédits ouverts</i>		<i>Montant nécessaire</i>	<i>2025-2024 Augmentation/ (diminution)</i>
	<i>(1)</i>	<i>(2)</i>	<i>(3)</i>		<i>(4)</i>	<i>(5) = (4) - (3)</i>
Militaires et personnel de police	—	—	—		—	—
Personnel civil	2 608,1	2 511,1	2 650,9		2 654,8	3,9
Dépenses opérationnelles	428,2	329,3	405,6		343,6	(62,0)
Total (déduction faite des contributions du personnel)	3 036,3	2 840,4	3 056,5		2 998,4	(58,1)

Tableau 6

Ressources humaines

	<i>Personnel recruté sur le plan international</i>										<i>Personnel recruté sur le plan national</i>			<i>Volontaires des Nations Unies</i>			<i>Total</i>	
	<i>SGA</i>	<i>SSG</i>	<i>D-2</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>SM</i>	<i>Total G partiel</i>	<i>AN</i>	<i>AL</i>	<i>Total partiel</i>	<i>Volontaires recrutés sur le plan international</i>	<i>Volontaires recrutés sur le plan national</i>			
														<i>partiel</i>				
Effectif approuvé pour 2024	1 ^a	—	—	1	3	5	1	—	4	1 ^b	16	—	5	5	—	—	—	21

	Personnel recruté sur le plan international										Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	Total partiel	AN	AL	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total	
Effectif proposé pour 2025	1 ^a	–	–	1	3	5	1	–	4	1 ^b	16	–	5	5	–	–	–	21
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

^a Le (la) Secrétaire général(e) adjoint(e) a été engagé(e) en vertu d'un contrat-cadre.

^b Autres classes, sauf indication contraire.

25. Le montant des ressources demandées pour 2025 pour le Bureau du (de la) Conseiller(ère) spécial(e) du Secrétaire général pour Chypre s'élève à 2 998 400 dollars (déduction faite des contributions du personnel) et permettrait de couvrir les traitements et les dépenses communes de personnel (2 654 800 dollars) correspondant aux 21 postes qu'il est proposé de maintenir (1 SGA, 1 D-1, 3 P-5, 5 P-4, 1 P-3, 4 SM, 1 G(AC) et 5 AL), ainsi que les dépenses opérationnelles (343 600 dollars), qui se répartissent comme suit : consultants et services de consultants (24 200 dollars), voyages officiels (70 000 dollars), installations et infrastructures (96 000 dollars), transports terrestres (47 800 dollars), communications et informatique (75 200 dollars), santé (300 dollars) et fournitures, services et matériel divers (30 100 dollars).
26. Pour 2025, aucun changement n'est proposé quant aux effectifs et quant à leur classe.
27. Un taux de vacance de 12,5 % a été appliqué aux prévisions relatives aux postes soumis à recrutement international, sur la base du taux de vacance enregistré en mars 2024. Un taux de vacance de 20,0 % a été appliqué aux postes d'agent(e) local(e) pour 2025, sur la base du taux de vacance enregistré en mars 2024.
28. La diminution des ressources demandées pour 2025 par rapport aux crédits ouverts pour 2024 est due à la baisse des dépenses prévues au titre des voyages et des fournitures, services et matériel divers ; cette diminution est contrebalancée en partie par l'augmentation des ressources demandées au titre du personnel civil du fait de la hausse des coûts salariaux.

2. Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide

(3 257 400 dollars)

A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023

Orientations générales

Mandats et considérations générales

29. La mission a pour mandat de recueillir des informations concernant les violations graves et massives des droits humains et du droit international humanitaire fondées sur l'origine ethnique et la race qui, si rien n'est fait pour les prévenir ou les faire cesser, comportent un risque de génocide ; de faire office de mécanisme d'alerte rapide pour le Secrétaire général et, par l'intermédiaire de celui-ci, pour le Conseil de sécurité, en portant à leur attention toute situation présentant un risque de génocide ; de formuler des recommandations au Conseil, par l'intermédiaire du Secrétaire général, sur les mesures visant à prévenir ou à faire cesser tout génocide ; d'assurer la liaison avec le système des Nations Unies concernant les activités de prévention des génocides et celles visant à améliorer la capacité de l'Organisation des Nations Unies d'analyser et de gérer toute information relative à des crimes de génocide ou à des crimes connexes.
30. Le mandat découle de l'application de la résolution [1366 \(2001\)](#), dans laquelle le Conseil de sécurité invite le Secrétaire général à lui communiquer des informations et analyses provenant d'organismes des Nations Unies concernant les cas de violations graves du droit international, notamment du droit international humanitaire et des droits humains. Par un échange de lettres ([S/2004/567](#) et [S/2004/568](#)), le Secrétaire général et le Président du Conseil de sécurité ont nommé le premier Conseiller spécial pour la prévention du génocide. Les fonctions du Conseiller spécial ont été énumérées dans la lettre adressée par le Secrétaire général ([S/2004/567](#)). Ce mandat a été réaffirmé par le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale et le Conseil des droits de l'homme dans plusieurs résolutions, le plus récemment dans la résolution [77/318](#) de l'Assemblée, dans laquelle celle-ci a noté le rôle joué par la Conseillère spéciale dans le cadre des efforts visant à s'attaquer aux discours de haine et à lutter contre eux.
31. S'agissant de la responsabilité de protéger, l'Assemblée générale a établi aux paragraphes 138 et 139 de sa résolution [60/1](#) sur le Document final du Sommet mondial de 2005 qu'il incombait à la fois aux États Membres et à la communauté internationale de protéger les populations. Le Conseil de sécurité a réaffirmé les dispositions des paragraphes 138 et 139 dans ses résolutions [1674 \(2006\)](#) et [1706 \(2006\)](#). Par un échange de lettres ([S/2007/721](#) et [S/2007/722](#)), le premier Conseiller spécial du Secrétaire général pour la responsabilité de protéger a été nommé et chargé d'éclairer les aspects conceptuels, institutionnels et opérationnels de la responsabilité de protéger et de poursuivre la concertation engagée avec les États Membres quant à sa mise en œuvre. Dans sa résolution [75/277](#), l'Assemblée a inscrit à son ordre du jour une question relative à la responsabilité de protéger et prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport annuel sur ce point.
32. Dans ses résolutions [2150 \(2014\)](#) et [2171 \(2014\)](#), le Conseil de sécurité a rappelé le rôle important joué par les conseillers spéciaux pour la prévention du génocide et la responsabilité de protéger et noté que ceux-ci accomplissaient notamment une mission d'alerte rapide pour prévenir toutes situations susceptibles de déboucher sur un génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre ou un nettoyage ethnique. La prévention du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité ainsi que la réalisation des objectifs de développement durable demeurent des éléments clés de la stratégie plus générale de prévention du Secrétaire général ainsi que de l'appel à l'action en faveur des droits humains qu'il a lancé le 24 février 2020.

Programme de travail

Objectif

33. L'objectif auquel la mission contribue est de faire progresser l'action menée aux niveaux national, régional et international pour protéger les populations contre le génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité et contre l'incitation à commettre ce type de crimes.

Stratégie et facteurs externes pour 2025

34. Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, la mission :
- a) fera mieux connaître les causes et la dynamique du génocide au moyen d'une analyse prévisionnelle et orientée vers l'action, renforcée par la collecte et l'échange d'informations provenant des missions et des bureaux régionaux conformément au mandat d'alerte rapide ;
 - b) alertera les acteurs concernés quant au risque de génocide, en mettant en œuvre la Stratégie et le Plan d'action des Nations Unies pour la lutte contre les discours de haine, en renforçant les capacités et en menant des campagnes de sensibilisation. Il s'agit notamment de mettre en œuvre d'autres documents d'orientation clés, dont le plan d'action à l'intention des responsables et des acteurs religieux en vue de prévenir l'incitation à la violence pouvant conduire au génocide, à des crimes de guerre, au nettoyage ethnique et à des crimes contre l'humanité, le document d'orientation intitulé « Combating Holocaust and genocide denial: protecting survivors, preserving memory and promoting prevention », le plan d'action en faveur des femmes dans les communautés, qui vise à permettre de lutter contre les discours de haine et de prévenir l'incitation à la violence pouvant conduire au génocide et à des atrocités criminelles connexes, le « Game Plan » (plan de jeu), qui porte sur le rôle des ligues sportives dans la lutte contre les discours de haine, et le guide intitulé « Countering and addressing online hate speech: a guide for policy makers and practitioners » ;
 - c) mobilisera les énergies en faveur de l'adoption des mesures nécessaires pour prévenir le risque de génocide dans le cadre d'une collaboration avec les entités des Nations Unies et avec des partenaires extérieurs ;
 - d) renforcera l'action menée au niveau local en matière de prévention, notamment en soutenant les initiatives locales visant à rapprocher les communautés ;
 - e) exploitera la technologie pour renforcer la prévention et luttera contre les effets négatifs mis en lumière par le Conseil des droits de l'homme dans sa résolution 49/9 ;
 - f) renforcera la participation des femmes à la prise de décision et soutiendra la mise en œuvre du plan d'action en faveur des femmes dans les communautés, qui vise à permettre de lutter contre les discours de haine et de prévenir l'incitation à la violence pouvant conduire au génocide et à des atrocités criminelles connexes ;
 - g) s'emploiera à titre prioritaire à combattre la négation de l'Holocauste et des génocides et la glorification des crimes de guerre et des criminels de guerre ;
 - h) soutiendra la ratification universelle de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide ainsi que les efforts déployés pour la mettre en œuvre au niveau national au moyen de lois et de mécanismes de mise en œuvre.
35. Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir le résultat suivant : l'instauration de conditions favorables à l'adoption d'un plus grand nombre de mesures par les organes intergouvernementaux de l'ONU, les États Membres et les organisations régionales et sous-régionales pour ce qui est de prévenir et d'atténuer les risques de génocide, de crimes de guerre, de nettoyage ethnique et de crimes contre l'humanité, y compris l'incitation à commettre de tels crimes.

36. En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2025 :
 - a) Les États Membres ainsi que le Conseil de sécurité et d'autres instances intergouvernementales sont décidés à poursuivre leur collaboration avec la mission en vue d'œuvrer à la prévention du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité et de renforcer l'action menée pour conceptualiser le principe de la responsabilité de protéger ;
 - b) Les États Membres ainsi que les organisations régionales et autres participent activement au renforcement des moyens de prévention et prennent les mesures qui s'imposent pour prévenir le génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité, y compris l'incitation à commettre de tels crimes.
37. En ce qui concerne la coopération avec d'autres entités, la mission continuera de travailler et d'établir des partenariats avec des organisations régionales, notamment l'Union africaine, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), l'Organisation des États américains et l'Union européenne, ainsi qu'avec la société civile, y compris les chefs religieux, les chefs coutumiers, le monde universitaire et les médias traditionnels.
38. Pour ce qui est de la coordination et de la liaison interorganisations, la mission travaille avec le Département des opérations de paix, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), le Bureau des affaires juridiques, le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants et le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés, ainsi qu'avec les mécanismes pertinents du Conseil des droits de l'homme. Par ailleurs, elle soutient les équipes de pays des Nations Unies et collabore étroitement avec elles pour ce qui est d'appliquer la Stratégie et le Plan d'action des Nations Unies pour la lutte contre les discours de haine. Elle travaille également en étroite collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) pour ce qui est de la collecte d'informations à des fins d'alerte rapide, de l'élaboration de politiques et de la mise en œuvre d'activités visant à prévenir les génocides et les crimes connexes.
39. La mission prend en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient. Elle en tient notamment compte dans ses activités de surveillance et d'analyse et veille à ce que les femmes participent à ses activités et ateliers de renforcement des capacités sur un pied d'égalité avec les hommes. En 2023, la mission a lancé un plan d'action spécifique en faveur des femmes dans les communautés, qui vise à permettre de lutter contre les discours de haine et de prévenir l'incitation à la violence pouvant conduire au génocide et à des atrocités criminelles connexes. Ce plan d'action a également pour objectif de renforcer le rôle joué par les femmes en tant qu'agentes de changement dans la prévention du génocide et des crimes connexes.
40. Conformément à la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, la mission a élaboré une note d'orientation interne sur l'inclusion du handicap dans ses programmes et activités, et établi le texte d'une note d'orientation sur les personnes en situation de handicap et la prévention du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité, ainsi que sur la lutte contre les discours de haine et la santé mentale, dont la publication est prévue pour 2024. Par ailleurs, elle continue d'examiner la Stratégie et le Plan d'action des Nations Unies pour la lutte contre les discours de haine en vue de renforcer encore l'inclusion du handicap, notamment dans ses activités relatives aux programmes et à l'élaboration de politiques.

Exécution du programme en 2023

Collecte d'informations à des fins d'alerte rapide et de prévention du risque de génocide et de crimes connexes

41. En mai 2023, à l'invitation du Gouvernement brésilien, la Conseillère spéciale a mené une mission dans le pays pour s'entretenir avec de hauts fonctionnaires, les membres de l'équipe de pays des Nations Unies, des représentants de la société civile, des responsables locaux et d'autres acteurs concernés au sujet du renforcement de la protection des peuples autochtones du Brésil, en particulier les communautés Yanomami et Guarani-Kaiowá, des Brésiliens d'ascendance africaine et d'autres groupes à risque. La mission a contribué à la décision prise par le Gouvernement du pays de renforcer la protection physique des peuples Yanomami et d'expulser les mineurs illégaux de la région. Elle a également contribué aux efforts déployés par le Gouvernement et la société civile pour réaffirmer l'inviolabilité des terres autochtones et la délimitation de ces terres, en particulier pour les peuples Guarani-Kaiowá. Les travaux de la mission ont permis en outre de sensibiliser la société civile aux facteurs de risque de génocide, de crimes connexes et de discours de haine. À cet égard, les organisations de la société civile s'emploient à élaborer un plan d'action national pour lutter contre les discours de haine.
42. La Conseillère spéciale a mené plusieurs autres missions d'établissement des faits afin d'évaluer les systèmes d'alerte rapide et de formuler des recommandations en matière de prévention, notamment une mission dans des camps de réfugiés au Tchad, qui a abouti à une évaluation des risques auxquels est exposée la population Massalit du Darfour occidental. Cette mission s'est inscrite dans le prolongement de l'action soutenue menée par la Conseillère spéciale en matière d'alerte rapide et de sensibilisation à la situation au Soudan, qui s'est notamment traduite par des déclarations successives visant à appeler l'attention de la communauté internationale sur la crise en cours.
43. Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 7).

Tableau 7
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
—	Pas d'analyse exhaustive des risques de génocide, de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de nettoyage ethnique	Des consultations sont organisées avec des représentants de la société civile, des responsables locaux, des représentants de l'État et les autres acteurs nationaux concernés, et il est procédé à une analyse du risque de génocide, de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de nettoyage ethnique, les recommandations pertinentes étant communiquées au Secrétaire général, au Gouvernement et à la société civile

Résultat escompté pour 2025

Recueillir et traiter des informations, fournir des services d'alerte rapide, mener des activités de sensibilisation, renforcer les capacités et formuler des recommandations à l'intention des États Membres et des organisations régionales et sous-régionales sur la prévention du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité, ainsi que de l'incitation à commettre de tels crimes

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

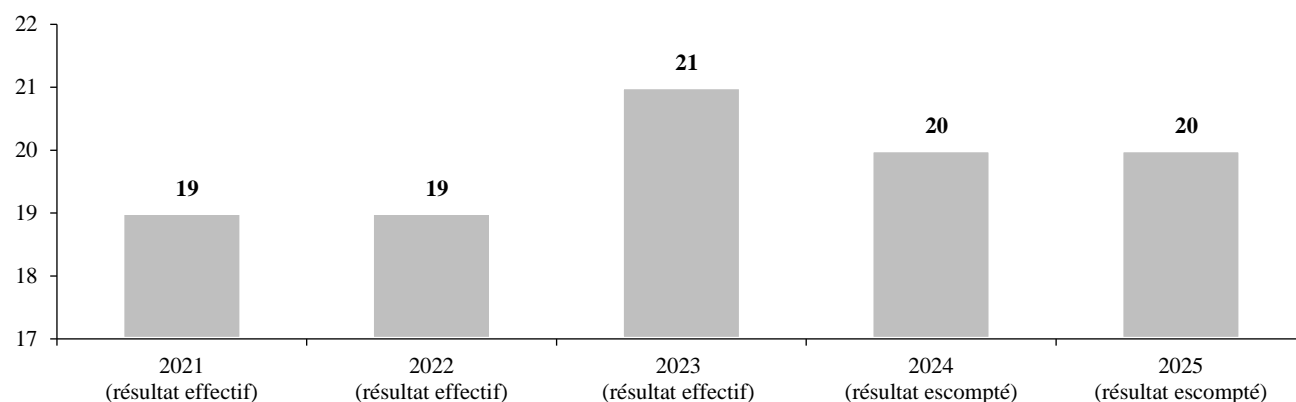
44. Le travail effectué par la mission a fait progresser l'action menée aux niveaux national, régional et international pour protéger les populations contre le génocide et les crimes connexes, ce qui a permis de faire mieux que la cible fixée, à savoir 20 mesures supplémentaires prises par les États Membres et les organisations régionales pour atténuer le risque que de tels crimes soient commis. En 2023, la Conseillère spéciale a effectué 6 visites officielles, publié 19 déclarations et envoyé 11 notes internes au Secrétaire général. Elle a également présenté des exposés au Conseil des droits de l'homme et au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. La mission a organisé 41 ateliers et 8 initiatives d'assistance technique, appuyé l'élaboration de plans d'action adaptés au contexte en matière de lutte contre les discours de haine à l'intention de cinq équipes de pays des Nations Unies et d'une sous-région, et mis des acteurs locaux sur le devant de la scène, notamment dans le cadre d'une initiative baptisée « Champions de la prévention ». En 2023, elle a également organisé des activités tout au long de l'année dans le cadre de la commémoration du soixante-quinzième anniversaire de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, notamment des consultations et des manifestations parallèles avec les États Membres, la société civile et des experts sur les retombées de la Convention, ainsi que des campagnes de sensibilisation. Le point d'orgue des célébrations a été la tenue d'une manifestation de haut niveau le 8 décembre, qui a été l'occasion de présenter des recommandations à l'appui de la mise en œuvre effective de la Convention.

Enseignements tirés et changements prévus

45. L'enseignement tiré est le suivant : on a pris conscience de l'importance des partenariats avec les entités des Nations Unies sur le terrain, les équipes de pays et les opérations de paix, qui contribuent pour beaucoup à renforcer la capacité d'évaluation et d'intervention du Bureau dans de nombreuses zones. Compte tenu de ces enseignements, la mission intensifiera l'action qu'elle mène pour renforcer les capacités des équipes de pays et des opérations de paix des Nations Unies en ce qui concerne les éléments utiles à la prévention du génocide et des crimes connexes.
46. Les progrès escomptés concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure II).

Figure II

Mesure des résultats : nombre de mesures de suivi prises par les États Membres, les organisations régionales et sous-régionales et les acteurs de la société civile pour prévenir le génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité, ainsi que l'incitation à commettre de tels crimes, du fait du déclenchement de l'alerte rapide et des recommandations formulées par le Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide



Produits

47. On trouvera dans le tableau 8 les produits retenus pour le Bureau.

Tableau 8

Produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	2	2	2	2
1. Rapport du Secrétaire général sur la responsabilité de protéger	1	1	1	1
2. Rapport du Secrétaire général au Conseil des droits de l'homme sur la prévention du génocide	1	1	1	1
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	5	6	5	5
3. Séances de l'Assemblée générale consacrées à la responsabilité de protéger	3	3	3	3
4. Séances du Conseil des droits de l'homme consacrées à la prévention du génocide	2	3	2	2
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	8	8	8	9
5. Projets relatifs à des mécanismes nationaux, y compris des lois, consacrés à la prévention du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité	8	8	8	9
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	45	41	45	48
6. Ateliers consacrés à la prévention du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité, y compris l'incitation à commettre ce type de crimes, et à la mise en place et à la révision des dispositifs nationaux et régionaux d'alerte rapide, notamment par la	45	41	45	48

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
participation, en coordination avec le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, à des conférences, à des réunions d'experts, à des manifestations commémoratives et à des rencontres avec les victimes				
Publications (nombre de publications)	2	2	2	2
7. Publication de documents consacrés à la prévention du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité, notamment dans les médias et sur des plateformes électroniques	2	2	2	2
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	4	4	4	4
8. Notes d'orientation et supports de sensibilisation sur la lutte contre les discours de haine	2	2	2	2
9. Notes d'orientation relatives à la négation des génocides et à la prévention du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité	2	2	2	2
Missions d'établissement des faits, de suivi et d'enquête (nombre de missions)	10	11	10	10
10. Missions d'évaluation de haut niveau et par pays	10	11	10	10
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : conseils sur le risque de génocide, de crimes de guerre, de nettoyage ethnique et de crimes contre l'humanité et sur les mesures de prévention ; activités de sensibilisation et consultations en matière de prévention du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité ; séances d'information portant sur la situation dans tel ou tel pays et sur des domaines touchant la prévention.				
D. Activités de communication				
Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : manifestations organisées à l'occasion de la Journée internationale de commémoration des victimes du crime de génocide, d'affirmation de leur dignité et de prévention de ce crime ; anniversaire de l'adoption de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide ; célébration de la Journée internationale de la lutte contre les discours de haine.				
Relations extérieures et relations avec les médias : déclarations publiques de la Conseillère spéciale sur les situations préoccupantes, les manifestations commémoratives et à l'issue des missions de haut niveau ; points de presse ; tribunes publiées dans la presse.				

B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025

Ressources nécessaires (budget ordinaire)

Tableau 9

Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	2023		2024		2025	Variation
	Crédits ouverts	Dépenses effectives	Crédits ouverts	Montant nécessaire	2025-2024	
					Augmentation/	(diminution)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (4) - (3)	
Militaires et personnel de police	—	—	—	—	—	
Personnel civil	2 261,9	2 346,4	2 260,8	2 713,6	452,8	
Dépenses opérationnelles	554,4	542,3	554,9	543,8	(11,1)	
Total (déduction faite des contributions du personnel)	2 816,4	2 888,7	2 815,7	3 257,4	441,7	

Tableau 10
Ressources humaines

	Personnel recruté sur le plan international										Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	G	Total partiel	AN	AL	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total
Effectif approuvé pour 2024	1	1 ^a	—	—	2	4 ^b	2	1 ^b	—	2 ^c	13	—	—	—	—	2	2	15
Effectif proposé pour 2025	1	1 ^a	—	—	2	4 ^b	2	3 ^b	—	2 ^c	15	—	—	—	—	5	5	20
Variation	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	3	3	5

^a Le (la) Sous-Secrétaire général(e) est engagé(e) au titre d'un contrat assorti d'une rémunération symbolique de 1 dollar par an.

^b Dont un emploi de la classe P-4 et un emploi de la classe P-2 approuvés au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions).

^c Autres classes, sauf indication contraire.

48. Le montant des ressources demandées pour la mission pour 2025 s'élève à 3 257 400 dollars (déduction faite des contributions du personnel) et permettrait de couvrir les traitements et les dépenses communes de personnel (2 713 600 dollars) correspondant à 15 postes et emplois [1 SGA, 1 SSG, 2 P-5, 4 P-4, 2 P-3, 3 P-2 et 2 G(AC)] et à 5 emplois de Volontaire des Nations Unies soumis à recrutement national, ainsi que les dépenses opérationnelles (543 800 dollars), qui se répartissent comme suit : consultants et services de consultants (10 000 dollars), voyages officiels (211 900 dollars), installations et infrastructures (228 000 dollars), transports terrestres (3 600 dollars), communications et informatique (41 500 dollars) et fournitures, services et matériel divers (46 800 dollars).

49. Pour 2025, il est proposé de créer les postes et emplois suivants :

- deux postes de spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 1^{re} classe) (P-2) à l'appui des activités menées par la mission en matière de sensibilisation et de renforcement des capacités. Les titulaires appuieraient les activités relatives aux programmes en contribuant à la conception et à la mise en œuvre de programmes de prévention du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité à l'appui des activités menées par les États Membres, les organisations régionales et la société civile ;
- un emploi de spécialiste des questions politiques (Volontaire des Nations Unies recruté sur le plan national) à Beyrouth, qui permettrait à la mission d'élargir et d'intensifier ses activités de renforcement des capacités et de sensibilisation à la prévention du génocide, des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et du nettoyage ethnique en collaboration avec des partenaires de la région du Moyen-Orient, notamment en ce qui concerne le rôle de l'éducation dans la prévention, et avec des États Membres, des organisations sous-régionales et d'autres parties prenantes et en appui à ceux-ci. Cet emploi permettrait également à la mission de développer et de renforcer sa coopération avec les organisations régionales concernées, notamment la Ligue des États arabes ;
- un emploi de spécialiste des questions politiques (Volontaire des Nations Unies recruté sur le plan national) à Santiago, qui permettrait à la mission d'élargir et d'intensifier ses activités de renforcement des capacités et de sensibilisation à la prévention du génocide, des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et du nettoyage ethnique en collaboration avec des partenaires de la région des Amériques, notamment en ce qui concerne le rôle de l'éducation dans la prévention, et avec des États Membres, des organisations sous-régionales et d'autres parties prenantes et en appui à ceux-ci. Cet emploi permettrait également à la mission de

développer et de renforcer sa coopération avec l'Organisation des États américains et les autres organisations régionales concernées ;

- d) un emploi de spécialiste des questions politiques (Volontaire des Nations Unies recruté sur le plan national) à Dakar, qui permettrait à la mission d'élargir et d'intensifier ses activités de renforcement des capacités et de sensibilisation à la prévention du génocide, des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et du nettoyage ethnique en collaboration avec des partenaires de la région de l'Afrique de l'Ouest, notamment en ce qui concerne le rôle de l'éducation dans la prévention, et avec des États Membres, des organisations sous-régionales et d'autres parties prenantes et en appui à ceux-ci. Cet emploi permettrait également à la mission de développer et de renforcer sa coopération avec les organisations régionales concernées, en particulier la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.
50. Il est également proposé de maintenir en 2025 les deux emplois de temporaire (autre que pour les réunions) suivants :
- a) un emploi de spécialiste des questions politiques (P-4) pour permettre à la mission de continuer de soutenir la mise en œuvre de la Stratégie et du Plan d'action des Nations Unies pour la lutte contre les discours de haine dans un contexte où la montée et la propagation des discours de haine à l'échelle mondiale continuent de poser un défi dans le monde entier. Le maintien de cet emploi permettrait au Bureau de continuer de fournir une assistance soutenue en réponse aux demandes des États Membres, des organisations régionales et des présences des Nations Unies sur le terrain en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités aux fins de l'élaboration et de la mise en œuvre de plans d'action contre les discours de haine adaptés au contexte ;
 - b) un emploi de spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 1^{re} classe) (P-2) pour renforcer les capacités d'analyse de la mission et soutenir les campagnes du Bureau sur la négation de la Shoah, la lutte contre les discours de haine et la ratification de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Le ou la titulaire de cet emploi continuera d'axer son action sur l'analyse des données et d'utiliser les nouvelles technologies pour rechercher et recueillir des informations, notamment sur les tendances en ligne en matière de discours de haine en tant qu'indicateur clé du risque de génocide, de crimes de guerre, de nettoyage ethnique et de crimes contre l'humanité et de leur déclenchement potentiel, ce qui permettra au Bureau de faire face à ces nouveaux défis et tendances dans le cadre de la prévention de ces crimes.
51. Un taux de vacance de 10,9 % a été retenu pour les postes soumis à recrutement international sur la base du taux de vacance effectif moyen enregistré en 2023. Un taux de vacance de 50 % a été retenu pour les deux postes de spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 1^{re} classe) (P-2) et les trois emplois de Volontaire des Nations Unies soumis à recrutement national qu'il est proposé de créer.
52. L'augmentation des ressources demandées pour 2025 par rapport aux crédits ouverts pour 2024 s'explique principalement par l'augmentation des dépenses prévues au titre du personnel civil, compte tenu des nouveaux postes et emplois qu'il est proposé de créer, ainsi que par l'application d'un coefficient d'ajustement plus élevé. Elle est en partie compensée par une réduction des crédits demandés au titre des voyages officiels.

Ressources extrabudgétaires

- 53. En 2024, le montant des ressources extrabudgétaires (environ 750 500 dollars) servira essentiellement à financer les dépenses de personnel correspondant à deux postes [1 P-5 et 1 P-3] ainsi que le programme de renforcement des capacités et d'assistance technique et l'élaboration du rapport du Secrétaire général de 2024 sur la responsabilité de protéger.
- 54. Pour 2025, le montant des ressources extrabudgétaires devrait s'élever à 251 400 dollars, ce qui permettra de financer un poste P-3 et le programme de renforcement des capacités et d'assistance technique.

55. La diminution du montant estimatif des ressources extrabudgétaires prévu pour 2025 par rapport à 2024 tient principalement à l'achèvement de projets relatifs au renforcement des capacités et au travail d'assistance technique, ainsi qu'à la diminution des contributions non préaffectées.

3. Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental

(509 600 dollars)

A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023

Orientations générales

Mandats et considérations générales

56. L'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental est chargé d'aider les parties, à savoir le Maroc et le Front populaire pour la libération de la Saguía el-Hamra et du Río de Oro (Front POLISARIO), à parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, qui permette au peuple du Sahara occidental de disposer de lui-même dans le cadre d'arrangements conformes aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.
57. Le mandat de l'Envoyé personnel découle des communications entre le Secrétaire général et le Président du Conseil de sécurité en date du 17 mars 1997 ([S/1997/236](#)), du 1^{er} octobre 2021 ([S/2021/851](#)) et du 5 octobre 2021 ([S/2021/852](#)), ainsi que des priorités arrêtées dans plusieurs résolutions du Conseil. Plus récemment, dans sa résolution [2703 \(2023\)](#), le Conseil a exprimé son plein soutien à l'Envoyé personnel et à ses efforts pour faire avancer le processus politique. Il a demandé aux parties de reprendre les négociations sous les auspices du Secrétaire général, sans conditions préalables et de bonne foi, et de faire preuve de volonté politique et de travailler dans une atmosphère propice au dialogue. Il a réaffirmé sa volonté d'aider les parties à parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, basée sur le compromis, qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental dans le cadre d'arrangements conformes aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

Programme de travail

Objectif

58. L'objectif auquel la mission contribue est de faire progresser les efforts que les parties déploient en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental.

Stratégie et facteurs externes pour 2025

59. Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, la mission :
 - a) encouragera les parties à poursuivre les discussions sur la question du Sahara occidental afin de dégager des éléments de convergence, dans le cadre de consultations bilatérales, notamment avec les pays voisins, l'Algérie et la Mauritanie, effectuera des visites dans la région pour rencontrer les principaux interlocuteurs et entreprendra un va-et-vient diplomatique et d'autres activités jugées utiles à cet égard ;
 - b) consultera les membres du Conseil de sécurité et le Groupe des Amis pour le Sahara occidental, dans leurs capitales respectives et à New York, ainsi que des organisations régionales, afin de parvenir à une solution ;
 - c) s'emploiera à organiser deux réunions internationales sur le Sahara occidental.

60. Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :
- a) le renforcement de la confiance et de la participation des parties au processus politique ;
 - b) le maintien du soutien apporté par la communauté internationale au processus politique.
61. En ce qui concerne la coopération avec d'autres entités, la mission rencontre régulièrement des représentants d'organisations régionales et d'autres parties prenantes concernées pour procéder à des échanges de vues sur le processus politique dirigé par l'ONU.
62. Pour ce qui est de la coordination et la liaison interorganisations, la mission reçoit de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental un appui pour ses visites au Sahara occidental et des informations sur l'évolution de la situation dans le territoire. Elle se coordonne et coopère en outre avec le HCR en ce qui concerne les visites dans les camps de réfugiés et les mesures de confiance, et entretient des contacts étroits avec le HCDH à Genève sur des questions liées à la situation des droits humains dans sa zone de responsabilité.
63. En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2025 :
- a) Toutes les parties concernées restent disposées à se rencontrer pour des négociations directes ;
 - b) La situation en matière de sécurité reste propice à la réalisation de l'objectif de la mission dans la région.

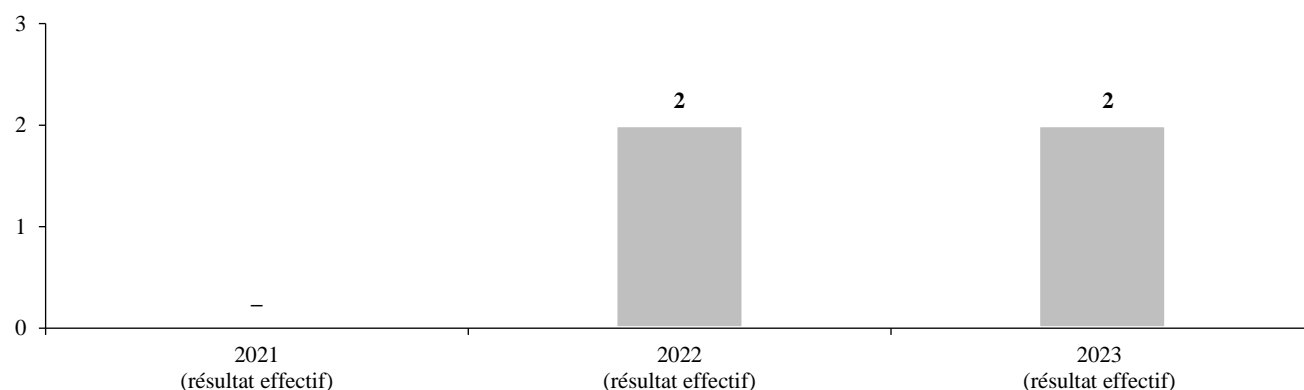
Exécution du programme en 2023

Reprise des échanges avec toutes les parties concernées

64. En 2023, l'Envoyé personnel a poursuivi ses efforts pour dialoguer avec toutes les parties prenantes concernées. Il a invité les hauts représentants des parties prenantes, ainsi que les membres du Groupe des Amis pour le Sahara occidental, à participer à des consultations bilatérales informelles à New York du 27 au 30 mars. En septembre, il s'est rendu dans la région pour rencontrer le Président mauritanien ainsi que les Ministres des affaires étrangères marocain, algérien et mauritanien. Il s'est également entretenu avec le Secrétaire général du Front POLISARIO à New York. Du 5 au 7 septembre, il a effectué sa première visite dans le territoire du Sahara occidental, où il a tenu des consultations avec des responsables marocains et des représentantes et représentants d'organisations de femmes et de la société civile.
65. Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure III).

Figure III

Mesure des résultats : nombre de cycles d'échanges avec toutes les parties concernées



Résultat escompté pour 2025

Faire progresser le processus relatif au Sahara occidental

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

66. En 2023, le travail effectué par la mission, notamment dans le cadre des consultations bilatérales informelles et du dialogue de haut niveau menés par l'Envoyé personnel, a contribué à la réalisation de l'objectif prévu, à savoir un dialogue continu entre les parties et leurs voisins en vue de faire progresser le processus politique.
67. En 2025, la mission continuera de faire avancer le processus politique au moyen de consultations avec toutes les parties concernées, de visites dans la région visant à rencontrer des interlocuteurs clés, notamment des représentantes et représentants de la société civile et des organisations de femmes, et d'autres mesures jugées utiles à cet égard. Elle continuera également de tenir des consultations avec les États Membres dans leurs capitales et à New York, le cas échéant. Elle continuera en outre d'assurer la liaison avec les entités compétentes des Nations Unies à Genève et ailleurs pour s'entretenir des différents aspects du conflit. Elle rencontrera régulièrement des représentants des organisations régionales concernées pour procéder à des échanges de vues sur le processus politique dirigé par l'ONU.

Enseignements tirés et changements prévus

68. L'enseignement tiré est le suivant : il importe de maintenir la dynamique du processus politique. Compte tenu de cet enseignement, la mission continuera d'entretenir le dialogue avec toutes les parties concernées pour reprendre les discussions sur la question du Sahara occidental afin de dégager des éléments de convergence dans le but de parvenir à une solution politique mutuellement acceptable sur cette question.
69. Les progrès escomptés concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 11).

Tableau 11
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Reprise du dialogue entre les parties et leurs voisins	Poursuite du dialogue entre les parties et leurs voisins	Poursuite du dialogue entre les parties et leurs voisins	Deux réunions internationales	Deux réunions internationales

Produits

70. On trouvera dans le tableau 12 les produits retenus pour la mission.

Tableau 12
Produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	2	2	2	2

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
1. Rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité	1	1	1	1
2. Rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale	1	1	1	1
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	2	2	2	2
3. Séances du Conseil de sécurité	2	2	2	2
B. Création et transfert de connaissances				
Missions d'établissement des faits, de suivi et d'enquête (nombre de missions)	2	2	2	2
4. Missions effectuées dans la région pour mieux comprendre la situation sur le terrain et améliorer la coordination avec les partenaires des Nations Unies et les autres parties prenantes	2	2	2	2
C. Activités de fond				
Bons offices : missions de bons offices aux fins d'un dialogue de haut niveau entre les parties prenantes concernées ; missions de bons offices aux fins des négociations informelles entre les parties prenantes concernées dans le cadre du processus politique sur le Sahara occidental.				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : consultations sous la forme d'échanges bilatéraux sur le processus politique concernant le Sahara occidental ; dialogue avec des groupes de femmes et des groupes de la société civile.				

B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025

Ressources nécessaires (budget ordinaire)

Tableau 13

Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>2023</i>		<i>2024</i>		<i>2025</i>	<i>Variation</i>
	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Dépenses effectives</i>	<i>Crédits ouverts</i>		<i>Montant nécessaire</i>	<i>Augmentation/ (diminution)</i>
	<i>(1)</i>	<i>(2)</i>	<i>(3)</i>		<i>(4)</i>	<i>(5) = (4) - (3)</i>
Militaires et personnel de police	—	—	—		—	—
Personnel civil	285,6	143,4	379,6		340,5	(39,1)
Dépenses opérationnelles	189,6	120,8	182,2		169,1	(13,1)
Total (déduction faite des contributions du personnel)	475,2	264,2	561,8		509,6	(52,2)

Tableau 14

Ressources humaines

	<i>Personnel recruté sur le plan international</i>										<i>Personnel recruté sur le plan national</i>				<i>Volontaires des Nations Unies</i>			
	<i>SGA</i>	<i>SSG</i>	<i>D-2</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>SM</i>	<i>G</i>	<i>Total partiel</i>	<i>AN</i>	<i>AL</i>	<i>Total partiel</i>	<i>Volontaires recrutés sur le plan international</i>	<i>Volontaires recrutés sur le plan national</i>	<i>Total partiel</i>	<i>Total</i>
Effectif approuvé pour 2024	1 ^a	—	—	—	—	—	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2

	<i>Personnel recruté sur le plan international</i>										<i>Personnel recruté sur le plan national</i>			<i>Volontaires des Nations Unies</i>			<i>Total</i>	
	<i>SGA</i>	<i>SSG</i>	<i>D-2</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>SM</i>	<i>G</i>	<i>partiel</i>	<i>AN</i>	<i>AL</i>	<i>Total partiel</i>	<i>Volontaires recrutés sur le plan international</i>	<i>Volontaires recrutés sur le plan national</i>		<i>Total partiel</i>
Effectif proposé pour 2025	1 ^a	–	–	–	–	–	1	–	–	–	2	–	–	–	–	–	–	2
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

^a Le (la) Secrétaire général(e) adjoint(e) est engagé(e) en vertu d'un contrat-cadre.

71. Le montant des ressources demandées pour financer les activités de l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental pour 2025 s'élève à 509 600 dollars (déduction faite des contributions du personnel) et permettrait de couvrir les traitements et les dépenses communes de personnel (340 500 dollars) correspondant aux deux postes qu'il est proposé de maintenir (1 SGA (dont le (la) titulaire est engagé(e) en vertu d'un contrat-cadre) et 1 P-3), ainsi que les dépenses opérationnelles (169 100 dollars), qui se répartissent comme suit : consultants et services de consultants (8 700 dollars), voyages officiels (74 700 dollars), installations et infrastructures (51 000 dollars), communications et informatique (11 100 dollars) et fournitures, services et matériel divers (23 600 dollars).
72. Pour 2025, aucun changement n'est proposé quant aux effectifs et quant à leur classe. Un taux de vacance de 12,5 % a été retenu sur la base du taux de vacance effectif enregistré en 2023.
73. La diminution des ressources demandées pour 2025 par rapport aux crédits ouverts pour 2024 s'explique principalement par la baisse des dépenses prévues au titre du personnel civil, du fait de l'application d'un taux de vacance de 12,5 % (contre un taux de 0 % en 2024), et au titre des consultants et des services de consultants et des fournitures, services et matériel divers.

4. Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité

(363 600 dollars)

A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023

Orientations générales

Mandats et considérations générales

74. Le 14 décembre 2004, le Secrétaire général a nommé son envoyé spécial pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité, qu'il a chargé de rendre compte au Conseil tous les six mois de l'application de ladite résolution, comme ce dernier l'avait demandé dans la déclaration de son président en date du 19 octobre 2004 (S/PRST/2004/36). Dans l'exécution de ce mandat, la mission consulte ses interlocuteurs politiques au Liban, le Conseil et d'autres États Membres pour établir les rapports semestriels du Secrétaire général. Le mandat découle des priorités arrêtées dans les résolutions et décisions pertinentes du Conseil, notamment la résolution 1559 (2004) et la déclaration du Président en date du 19 octobre 2004 (S/PRST/2004/36).
75. Dans sa résolution 1680 (2006), le Conseil de sécurité a demandé à nouveau que soient intégralement appliquées toutes les dispositions de la résolution 1559 (2004) et encouragé vivement le Gouvernement de la République arabe syrienne à donner suite à la demande faite par le Gouvernement libanais, conformément aux accords issus du dialogue national libanais, de délimiter leur frontière commune, surtout dans les secteurs où celle-ci était incertaine ou contestée.
76. Dans sa résolution 1701 (2006), le Conseil de sécurité a souligné qu'il importait que le Gouvernement libanais étende son autorité à l'ensemble du territoire libanais, conformément aux dispositions des résolutions 1559 (2004) et 1680 (2006), et aux dispositions pertinentes des Accords de Taëf. Il a prié le Secrétaire général de mettre au point, en liaison avec les acteurs internationaux clés et les parties intéressées, des propositions pour mettre en œuvre les dispositions pertinentes des Accords de Taëf et des résolutions 1559 (2004) et 1680 (2006), notamment celles relatives au désarmement, et pour délimiter les frontières internationales du Liban. Il a également prié le Secrétaire général de lui rendre compte à intervalles réguliers de l'application de la résolution 1701 (2006).
77. Dans ses résolutions ultérieures sur le Liban, y compris, le plus récemment, dans sa résolution 2650 (2022), le Conseil de sécurité a continué de prier instamment toutes les parties de réaliser des progrès tangibles vers le règlement de toutes les questions laissées en suspens dans l'application de ses résolutions 1701 (2006), 1680 (2006) et 1559 (2004) et de ses autres résolutions sur le sujet. Dans une déclaration à la presse publiée le 25 mai 2022, le Conseil a réaffirmé son ferme soutien à la stabilité, à la sécurité, à l'intégrité territoriale, à la souveraineté et à l'indépendance politique du Liban. En 2016, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a été chargé par le Secrétaire général d'assumer la responsabilité de faire rapport sur l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité, un arrangement qui est encore valide à ce jour.
78. L'éclatement des hostilités entre Israël et le Hamas et d'autres groupes à Gaza en octobre 2023 a exacerbé les tensions dans la région. Les échanges de tirs quotidiens entre le Hezbollah, d'autres groupes armés non étatiques et Israël de part et d'autre de la Ligne bleue depuis octobre 2023, y compris dans des zones civiles, ont fait des victimes et provoqué des déplacements et des dégâts matériels. Les échanges de tirs entre milices libanaises et non libanaises de part et d'autre de la Ligne ont mis en évidence la présence continue d'armes échappant au contrôle de l'État libanais et ont porté atteinte à la sécurité et à la stabilité. La situation socioéconomique précaire du pays a été

aggravée par la crise politique prolongée, notamment la vacance présidentielle et les carences du gouvernement intérimaire depuis mai 2022.

Programme de travail

Objectif

79. L'objectif auquel la mission contribue est d'assurer l'application intégrale de la résolution [1559 \(2004\)](#) du Conseil de sécurité et de toutes les résolutions que celui-ci a adoptées ultérieurement sur la question.

Stratégie et facteurs externes pour 2025

80. Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, la mission :
- a) étudiera les moyens de favoriser un consensus au sujet d'un dialogue national dirigé et contrôlé par les Libanais, qui devrait permettre de progresser sur la question des armes échappant à l'autorité de l'État ;
 - b) préparera deux rapports semestriels du Secrétaire général au Conseil de sécurité sur les faits nouveaux intéressant l'application de la résolution [1559 \(2004\)](#) du Conseil. Différentes questions clés y seront abordées, telles que la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'unité et l'indépendance politique du Liban, l'extension de l'autorité de l'État à l'ensemble du territoire libanais et la dissolution et le désarmement des milices libanaises et non libanaises. Faisant rapport sur ces questions, le Secrétaire général informera le Conseil de sécurité de l'évolution de la situation politique et de la situation en matière de sécurité au cours de la période considérée, des violations de la souveraineté libanaise et de la présence d'armes aux mains des milices libanaises et non libanaises.
81. Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir le résultat suivant : l'organisation de délibérations éclairées au Conseil de sécurité sur les possibilités qui s'offrent au Liban de progresser dans la mise en œuvre des dispositions de la résolution [1559 \(2004\)](#) du Conseil qui n'ont toujours pas été appliquées.
82. En ce qui concerne la coordination et la liaison interinstitutions, la mission collabore étroitement avec le Bureau de la Coordinatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban, en particulier pour l'élaboration des rapports du Secrétaire général avant et pendant les visites au Liban du personnel de la mission.
83. En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2025 :
- a) Les tensions et l'instabilité régionales pèsent sur la stabilité et la sécurité du Liban ;
 - b) Des obstacles doivent encore être surmontés sur la voie de l'élection présidentielle et de la formation du gouvernement, et la crise économique et financière actuelle demeure une source d'instabilité et de troubles sociaux ;
 - c) Les parties concernées sont peu disposées à aborder la question de la dissolution et du désarmement des milices libanaises et non libanaises ;
 - d) La bonne volonté politique des États Membres a une influence limitée sur les parties concernées ;
 - e) Les tensions entre le Liban et les autres États de la région se sont quelque peu apaisées.

Exécution du programme en 2023

Les membres du Conseil de sécurité comprennent mieux les faits nouveaux intéressant l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil

84. La mission s'est rendue une fois au Liban, en mars 2023, visite qui a contribué à la préparation du rapport du Secrétaire général d'avril 2023 concernant la mise en œuvre de la résolution 1559 (2004). Un voyage prévu pour septembre 2023 n'a pas eu lieu car un poste est devenu vacant parmi les effectifs de base de la mission.
85. Le travail susmentionné a contribué à faire en sorte que les membres du Conseil de sécurité comprennent mieux les faits nouveaux intéressant la mise en œuvre des dispositions de la résolution 1559 (2004) du Conseil qui n'ont toujours pas été appliquées.

Résultat escompté pour 2025

Les délibérations du Conseil de sécurité sont éclairées grâce aux rapports analytiques du Secrétaire général

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

86. Le travail effectué par la mission a contribué à éclairer les délibérations du Conseil de sécurité sur les faits nouveaux intéressant la mise en œuvre des dispositions de la résolution 1559 (2004) du Conseil qui n'ont toujours pas été appliquées, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée, à savoir deux rapports semestriels reflétant les résultats des consultations menées sur les positions des acteurs libanais concernant l'existence d'armes échappant à l'autorité de l'État.
87. En 2025, la mission continuera de faire rapport au Conseil de sécurité deux fois par an sur les progrès accomplis dans l'application de la résolution, en particulier concernant la dissolution et le désarmement des milices libanaises et non libanaises.

Enseignements tirés et changements prévus

88. L'enseignement est le suivant : il faut tenir des consultations en présentiel afin de contribuer à l'obtention de résultats. Compte tenu de cet enseignement, la mission s'efforcera d'accroître ses échanges avec des entités des Nations Unies au Siège et l'équipe de pays des Nations Unies au Liban, tout en conservant son réseau d'interlocuteurs dans le pays.
89. Les progrès escomptés concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 15).

Tableau 15
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Débats sur les deux rapports semestriels devant refléter les résultats des consultations menées sur les positions des acteurs libanais, qui n'ont été que partiellement formulées, concernant	Débats sur les deux rapports semestriels, qui reflètent les résultats des consultations systématiques menées sur les positions des acteurs libanais concernant l'existence d'armes	Débats sur les deux rapports semestriels, qui reflètent les résultats des consultations systématiques menées sur les positions des acteurs libanais concernant l'existence d'armes	Débats sur les deux rapports semestriels, qui reflètent les résultats des consultations menées sur les positions des acteurs libanais concernant l'existence d'armes	Débats sur les deux rapports semestriels, qui reflètent les résultats des consultations menées sur les positions des acteurs libanais concernant l'existence d'armes en dehors de l'autorité de l'État

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
l'existence d'armes en dehors de l'autorité de l'État	en dehors de l'autorité de l'État	en dehors de l'autorité de l'État	en dehors de l'autorité de l'État	

Produits

90. On trouvera dans le tableau 16 les produits retenus pour la mission.

Tableau 16

Produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	2	2	2	2
1. Rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité	2	2	2	2
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de consultations)	2	2	2	2
2. Séances du Conseil de sécurité sur la résolution 1559 (2004)	2	2	2	2
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : consultations visant à comprendre la situation politique, socioéconomique et humanitaire au Liban et à mieux cerner l'environnement régional, ces facteurs pouvant influencer la mise en œuvre de la résolution 1559 (2004) ; consultations portant sur les positions des acteurs libanais au sujet de l'existence d'armes échappant à l'autorité de l'État.				

B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025

Ressources nécessaires (budget ordinaire)

Tableau 17

Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	2023		2024		2025	Variation
	Crédits ouverts	Dépenses effectives	Crédits ouverts	Montant nécessaire		2025-2024 Augmentation/ (diminution)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(5) = (4) - (3)
Militaires et personnel de police	—	—	—	—	—	—
Personnel civil	287,1	249,5	337,4	299,1		(38,3)
Dépenses opérationnelles	85,1	49,6	76,8	64,5		(12,3)
Total (déduction faite des contributions du personnel)	372,2	299,2	414,2	363,6		(50,6)

Tableau 18
Ressources humaines

	Personnel recruté sur le plan international										Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	Total partiel	AN	AL	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total	
Effectif approuvé pour 2024	1 ^a	—	—	—	—	1	—	—	—	1 ^b	3	—	—	—	—	—	—	3
Effectif proposé pour 2025	1 ^a	—	—	—	—	1	—	—	—	1 ^b	3	—	—	—	—	—	—	3
Variation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

^a Le (la) Secrétaire général(e) adjoint(e) est engagé(e) au titre d'un contrat assorti d'une rémunération symbolique de 1 dollar par an.

^b Autres classes, sauf indication contraire.

91. Le montant des ressources demandées pour la mission pour 2025 s'élève à 363 600 dollars (déduction faite des contributions du personnel) et permettrait de couvrir les traitements et les dépenses communes de personnel correspondant aux trois postes qu'il est proposé de maintenir [1 SGA, 1 P-4 et 1 G(AC)] (299 100 dollars), ainsi que les dépenses opérationnelles (64 500 dollars), qui se répartissent comme suit : voyages officiels (26 600 dollars), installations et infrastructures (30 500 dollars) et communications et informatique (7 400 dollars).
92. Pour 2025, aucun changement n'est proposé quant aux effectifs et quant à leur classe. Un taux de vacance de 16,7 % a été retenu sur la base du taux de vacance effectif moyen enregistré en 2023.
93. La diminution des ressources demandées pour 2025 par rapport aux crédits ouverts pour 2024 s'explique principalement par l'application d'un taux de vacance de postes plus élevé (16,7 %), alors que le taux de vacance budgétisé était de 0 % en 2024, ainsi que par la baisse des dépenses prévues au titre des voyages officiels, des transports terrestres et des fournitures, services et matériel divers.

5. Bureau de la Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève

(1 931 600 dollars)

A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023

Orientations générales

Mandats et considérations générales

94. La mission a pour mandat d'appuyer les discussions internationales de Genève et le Mécanisme de prévention des incidents et d'intervention placé sous les auspices de l'ONU à Gali (Géorgie), en facilitant la participation de l'Organisation à ces deux instances et en assurant la coordination et la coopération avec les acteurs concernés. Elle est également chargée de préparer, de convoquer et de faciliter, en consultation avec les autres coprésidents, à savoir l'Union européenne et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), les sessions des discussions internationales de Genève ainsi que les réunions périodiques du Mécanisme de prévention des incidents et d'intervention de Gali.
95. L'ONU a continué d'apporter un appui aux discussions internationales de Genève sur les questions touchant la sécurité et la stabilité et le retour des déplacés et des réfugiés ; ces discussions avaient débuté à Genève le 15 octobre 2008, conformément à l'accord en six points du 12 août 2008 et aux mesures d'application du 8 septembre 2008, à la suite des hostilités survenues en août 2008 (S/2009/254). Dans sa résolution 1866 (2009), le Conseil de sécurité s'est félicité de l'ouverture des pourparlers et a prié le Secrétaire général de continuer à appuyer pleinement ce processus par l'entremise de son représentant spécial.
96. À la suite de l'approbation à Genève, le 18 février 2009, des propositions concernant des mécanismes conjoints de prévention des incidents et d'intervention, le Secrétaire général a adressé au Président du Conseil de sécurité, le 28 septembre 2009, une lettre dans laquelle il déclarait que l'ONU avait décidé de continuer à participer aux discussions internationales de Genève et au Mécanisme et désigné à cette fin un petit nombre de fonctionnaires chargés de lui faciliter la tâche et de coopérer et d'assurer la coordination avec les acteurs compétents.
97. Dans une lettre datée du 28 décembre 2009 adressée au Président du Conseil de sécurité, le Secrétaire général a noté que l'ONU continuerait d'appuyer les discussions internationales de Genève et les travaux du Mécanisme. Dans une lettre datée du 25 février 2010 adressée au Président du Conseil (S/2010/103), le Secrétaire général a indiqué qu'il avait décidé de nommer un(e) représentant(e) chargé(e) d'organiser l'appui de l'ONU aux discussions internationales de Genève et au Mécanisme. En 2010, 2011 et 2018, il y a eu d'autres échanges de lettres entre le Secrétaire général et la présidence du Conseil concernant ces projets de nomination.

Programme de travail

Objectif

98. L'objectif auquel la mission contribue est de faire avancer l'examen des principales questions inscrites à l'ordre du jour des discussions internationales de Genève, notamment le non-recours à la force/les mesures internationales de sécurité et la question des déplacés et des réfugiés, dans le cadre des discussions et des travaux du Mécanisme de prévention des incidents et d'intervention de Gali.

Stratégie et facteurs externes pour 2025

99. Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, en étroite collaboration avec les équipes des autres coprésidents, la mission continuera de redoubler d'efforts pour maintenir les discussions internationales de Genève et leur donner un nouveau souffle, et pour permettre la reprise des réunions régulières du Mécanisme, ces deux instances étant conçues comme des plateformes axées sur les résultats ayant vocation à promouvoir le dialogue et à prévenir les conflits.
100. Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :
 - a) contribution à la réalisation de l'objectif visant à transformer les discussions, qui sont actuellement un mécanisme de gestion des conflits, en un mécanisme de transformation et de règlement des conflits ;
 - b) prise en compte des questions centrales, notamment le non-recours à la force/les mesures internationales relatives à la sécurité et la situation des personnes déplacées et des réfugiés, et réalisation de progrès à cet égard.
101. En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2025 :
 - a) Toutes les parties prenantes continuent d'appuyer les discussions internationales de Genève et le Mécanisme de prévention des incidents et d'intervention de Gali, ainsi que la poursuite de la participation de l'ONU ;
 - b) Toutes les parties prenantes et tous les participants aux discussions internationales de Genève continuent d'appuyer les efforts qui visent à revitaliser les discussions et à les rendre plus efficaces ;
 - c) Les trois organisations qui coprésident les discussions continuent de collaborer étroitement pour parvenir aux objectifs fixés.
102. En ce qui concerne la coopération avec d'autres entités, la mission adopte une démarche axée sur le volontarisme et l'anticipation pour assurer une coordination étroite et régulière et l'échange d'informations avec les autres coprésidents – l'Union européenne et l'OSCE – et leurs équipes. En outre, elle reste en contact étroit avec la Mission de surveillance de l'Union européenne en Géorgie et l'OSCE, qui facilitent conjointement les travaux du Mécanisme de prévention des incidents et d'intervention d'Ergneti. Elle s'efforce par ailleurs de nouer des contacts avec des organisations non gouvernementales internationales et des groupes de réflexion spécialistes du règlement des conflits, de la médiation et de la question des femmes et de la paix et de la sécurité.
103. En ce qui concerne la coordination et la liaison interorganisations, la mission coopère étroitement avec des entités des Nations Unies telles que le Bureau du Coordonnateur résident en Géorgie, le HCR, le PNUD, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), le HCDH et l'Organisation mondiale de la Santé, ainsi qu'avec d'autres acteurs, pour coordonner et renforcer le rôle et la contribution des Nations Unies dans le cadre des discussions internationales de Genève et du Mécanisme de prévention des incidents et d'intervention de Gali.
104. Le Bureau prend en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient, notamment en plaidant en faveur de l'égalité des genres, de la participation des femmes au processus de paix et de leur association directe aux programmes de développement. Œuvrant de concert avec les autres coprésidents et les personnes référentes que ceux-ci ont nommées concernant les femmes et la paix et la sécurité, la mission continue de promouvoir le rôle des femmes dans le règlement des conflits et la consolidation de la paix, notamment dans le cadre de la stratégie et du plan d'action conjoints concernant les femmes et la paix et la sécurité adoptés en 2019.

Exécution du programme en 2023

Poursuite des efforts visant à obtenir des résultats concrets sur les principales questions inscrites à l'ordre du jour des discussions internationales de Genève

105. Trois cycles des discussions internationales de Genève, coprésidés par des représentants de l'ONU, de l'Union européenne et de l'OSCE, et auxquels tous les participants ont assisté, ont été organisés en 2023, les 4 et 5 avril, les 11 et 12 juillet et les 5 et 6 décembre. En 2023 également, les coprésidents se sont rendus à trois reprises à Tbilissi et à deux reprises à Moscou, à Sokhumi et à Tskhinvali, et ont organisé une réunion virtuelle pour mener des consultations préalables. En mai 2023, ils ont effectué une visite à Washington et se sont entretenus avec des représentants des États-Unis d'Amérique. À New York, ils ont également rencontré des fonctionnaires des Nations Unies et d'autres parties prenantes. Ils ont fait leur présentation annuelle au Conseil permanent de l'OSCE à Vienne le 16 novembre 2023. Tout au long de l'année, la mission s'est rendue à Tbilissi, à Zougdid, à Gali et à Sokhumi pour rencontrer les autorités compétentes, des acteurs de la société civile et des organisations non gouvernementales internationales. Aucune réunion du Mécanisme de prévention des incidents et d'intervention de Gali n'a été organisée en 2023.
106. Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19).

Tableau 19
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
Quatre cycles des discussions internationales de Genève ont eu lieu en présentiel	Un cycle des discussions internationales de Genève s'est tenu	Trois cycles des discussions internationales de Genève ont eu lieu en présentiel
Deux sessions d'information sur les dimensions générales et humaines de la sécurité et une réunion technique d'experts de la santé sur la COVID-19 ont été organisées, et un sous-groupe de travail s'est réuni sur le thème de la liberté de circulation et d'autres questions connexes	Aucune session d'information n'a eu lieu	Aucune session d'information n'a eu lieu

Résultat escompté pour 2025

Revitaliser les discussions internationales de Genève pour obtenir des résultats concrets

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

107. En 2023, le travail effectué conjointement par la mission et les coprésidents de l'Union européenne et de l'OSCE a contribué à garantir la détermination de tous les participants à poursuivre les discussions internationales de Genève et à aider à prévenir la reprise des hostilités. Cela n'a cependant pas permis d'atteindre la cible fixée, à savoir la réalisation par les parties prenantes de progrès sur les questions de fond inscrites à l'ordre du jour des discussions internationales de Genève, ce qui s'explique par un contexte géopolitique complexe et des divergences persistantes entre les participants.
108. En 2025, la mission, en coopération avec les autres coprésidents, organisera les cycles habituels des discussions internationales de Genève et poursuivra ses efforts pour avancer sur les questions de

fond inscrites à l'ordre du jour. Elle poursuivra également ses démarches en vue de collaborer avec tous les participants et de permettre la reprise des réunions du Mécanisme de prévention des incidents et d'intervention de Gali sur la base des principes et pratiques existants.

Enseignements tirés et changements prévus

109. L'enseignement tiré est le suivant : la mission a pris conscience qu'il fallait adopter de nouveaux modes de communication avec les participants aux discussions internationales de Genève et les participants au Mécanisme de prévention des incidents et d'intervention de Gali. Compte tenu de cet enseignement, elle continuera de recourir à de nouvelles méthodes, y compris virtuelles, selon qu'il conviendra.
110. Les progrès escomptés concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 20).

Tableau 20
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Quatre cycles des discussions internationales de Genève se sont tenus. Aucun progrès n'a été réalisé sur les questions de fond inscrites à l'ordre du jour des discussions	Un cycle des discussions internationales de Genève s'est tenu. Aucun progrès n'a été réalisé sur les questions de fond inscrites à l'ordre du jour des discussions	Trois cycles des discussions internationales de Genève se sont tenus Les parties prenantes n'ont pas progressé sur les questions de fond inscrites à l'ordre du jour des discussions	Réalisation par les parties prenantes de progrès sur les questions de fond inscrites à l'ordre du jour des discussions internationales de Genève et au programme de travail du Mécanisme de prévention des incidents et d'intervention de Gali en ce qui concerne la promotion de la paix et de la stabilité sur le terrain	Réalisation par les parties prenantes de progrès sur les questions de fond inscrites à l'ordre du jour des discussions internationales de Genève et au programme de travail du Mécanisme de prévention des incidents et d'intervention de Gali en ce qui concerne la promotion de la paix et de la stabilité sur le terrain
Aucune réunion du Mécanisme de prévention des incidents et d'intervention de Gali n'a été organisée	Aucune réunion du Mécanisme de prévention des incidents et d'intervention de Gali n'a été organisée	Aucune réunion du Mécanisme de prévention des incidents et d'intervention de Gali n'a été organisée		

Produits

111. On trouvera dans le tableau 21 les produits retenus pour le Bureau.

Tableau 21

Produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	10	3	10	9
1. Cycles des discussions internationales de Genève	4	3	4	3
2. Réunions du Mécanisme de prévention des incidents et d'intervention de Gali	6	—	6	6
B. Création et transfert de connaissances				
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	2	—	2	2
3. Documents thématiques non officiels préparés par les coprésidents sur le non-recours à la force, la liberté de circulation, les personnes déplacées à l'intérieur du pays et d'autres questions liées à l'ordre du jour des discussions internationales de Genève	2	—	2	2
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : consultations sur des questions thématiques inscrites à l'ordre du jour des discussions internationales de Genève concernant la paix et la sécurité et les questions humanitaires ; fourniture de conseils aux participants aux discussions internationales de Genève dans le cadre de sessions d'information portant sur des questions thématiques spécifiques inscrites à l'ordre du jour ; organisation de sessions d'information portant sur des domaines intéressant les participants et liés à l'ordre du jour des discussions internationales de Genève.				
D. Activités de communication				
Relations extérieures et relations avec les médias : trois communiqués de presse des coprésidents publiés à l'issue des trois cycles de discussions internationales de Genève et six communiqués de presse publiés à l'issue de chaque réunion du Mécanisme de prévention des incidents et d'intervention de Gali.				

B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025**Ressources nécessaires (budget ordinaire)**

Tableau 22

Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>2023</i>		<i>2024</i>	<i>2025</i>	<i>Variation</i>
	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Dépenses effectives</i>	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Montant nécessaire</i>	<i>2025-2024 Augmentation/ (diminution)</i>
<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>(1)</i>	<i>(2)</i>	<i>(3)</i>	<i>(4)</i>	<i>(5) = (4) - (3)</i>
Militaires et personnel de police	—	—	—	—	—
Personnel civil	1 488,4	1 519,1	1 589,7	1 605,9	16,2
Dépenses opérationnelles	461,6	251,3	442,4	325,7	(116,7)
Total (déduction faite des contributions du personnel)	1 950,0	1 770,4	2 032,1	1 931,6	(100,5)

Tableau 23
Ressources humaines

	Personnel recruté sur le plan international										Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	G	Total partiel	AN	AL	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total
Effectif approuvé pour 2024	–	1	–	–	1	2	2	–	–	1 ^a	7	–	–	–	–	–	–	7
Effectif proposé pour 2025	–	1	–	–	1	2	2	–	–	1 ^a	7	–	–	–	–	–	–	7
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

^a Autres classes, sauf indication contraire.

112. Le montant des ressources demandées pour la mission pour 2025 s'élève à 1 931 600 dollars (déduction faite des contributions du personnel) et permettrait de couvrir les traitements et les dépenses communes de personnel correspondant aux six postes [1 SSG, 1 P-5, 2 P-4, 1 P-3 et 1 G(AC)] basés à Genève et au poste P-3 basé à Zougddidi (Géorgie) qu'il est proposé de maintenir (1 605 900 dollars), ainsi que les dépenses opérationnelles (325 700 dollars), qui se répartissent comme suit : consultants et services de consultants (4 400 dollars), voyages officiels (125 400 dollars), installations et infrastructures (134 700 dollars), transports terrestres (23 400 dollars), communications et informatique (21 300 dollars) et fournitures, services et matériel divers (16 500 dollars).
113. Pour 2025, aucun changement n'est proposé quant aux effectifs et quant à leur classe. Un taux de vacance de 3,6 % a été retenu sur la base du taux de vacance effectif moyen enregistré en 2023.
114. La diminution des ressources demandées pour 2025 par rapport aux crédits ouverts pour 2024 s'explique par la baisse des dépenses prévues au titre des voyages officiels, des communications et de l'informatique, et des fournitures, services et matériel divers. La diminution des dépenses opérationnelles est en partie contrebalancée par la hausse des dépenses prévues au titre du personnel civil, qui résulte de l'augmentation des dépenses communes de personnel compte tenu de l'évolution récente des dépenses.

6. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie

(14 194 800 dollars)

A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023

Orientations générales

Mandats et considérations générales

115. Le 16 février 2012, dans sa résolution [66/253 A](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général et tous les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies d'apporter leur concours aux efforts de la Ligue des États arabes visant à promouvoir le règlement pacifique du conflit en République arabe syrienne, y compris en nommant un envoyé spécial.
116. La mission est chargée de faciliter la recherche d'une solution politique au conflit qui soit inclusive, globale et crédible, qui soit dirigée et contrôlée par les Syriens et qui associe toutes les parties, de manière à répondre aux aspirations légitimes du peuple syrien à la dignité, à la liberté et à la justice, sur la base des principes de l'égalité et de la non-discrimination. Le mandat du Bureau découle des priorités arrêtées par le Conseil de sécurité dans ses résolutions [2118 \(2013\)](#), [2254 \(2015\)](#), [2268 \(2016\)](#) et [2336 \(2016\)](#), ainsi que de celles fixées par l'Assemblée générale dans sa résolution [66/253 A](#).
117. Le conflit qui fait rage depuis maintenant 14 ans en République arabe syrienne est source de grandes souffrances humanitaires et a fait un nombre record de réfugiés et de déplacés et entraîné des destructions considérables dans le pays. Exacerbé par la présence persistante en République arabe syrienne d'armées étrangères et de groupes terroristes inscrits sur les listes du Conseil de sécurité, ce conflit continue de poser des risques importants pour la sécurité régionale et internationale. C'est pourquoi il est impératif de continuer d'œuvrer en faveur d'une solution politique inclusive, crédible et globale au conflit et d'appliquer pleinement la résolution [2254 \(2015\)](#) du Conseil.

Programme de travail

Objectif

118. L'objectif auquel la mission contribue est de promouvoir l'application intégrale de toutes les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité en faveur d'une solution politique au conflit syrien qui soit inclusive, crédible, globale et dirigée et contrôlée par les Syriens et qui réponde aux aspirations légitimes du peuple syrien à la dignité, à la liberté et à la justice, sur la base des principes de l'égalité et de la non-discrimination et avec la participation pleine et entière des femmes.

Stratégie et facteurs externes pour 2025

119. Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, la mission :
 - a) dialoguera avec le Gouvernement syrien et la Commission syrienne de négociation (opposition), ainsi qu'avec toutes les principales parties prenantes régionales et internationales, sur tous les aspects du processus politique ;
 - b) poursuivra les efforts déployés en vue de reprendre au plus vite les réunions de la Commission constitutionnelle dirigée et contrôlée par les Syriens sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et collaborera avec les parties pour améliorer les activités de fond et les

méthodes de travail de la Commission et donner un élan positif plus large au processus politique, notamment en s'efforçant de créer des conditions propices à la tenue d'élections libres, régulières et ouvertes à tous, qui auront lieu sous la supervision de l'ONU, avec tous les Syriens, y compris les membres de la diaspora pouvant y participer ;

- c) poursuivra les initiatives visant à renforcer progressivement la confiance par des mesures coordonnées, réciproques et vérifiables, sur la base des propositions déjà formulées et de toute autre idée présentée à cet égard ; cherchera à maximiser la cohérence, la coordination et la complémentarité des démarches diplomatiques en cours et jettera les bases d'une approche multilatérale réaliste et globale qui inclue tous les acteurs et toutes les questions intéressant les parties concernées ;
- d) plaidera en faveur d'une meilleure prise en compte des préoccupations actuelles en matière de protection et de la création d'un environnement sûr, calme, neutre et propice à un règlement politique inclusif, global et crédible, en cherchant avant tout à faire avancer les dossiers des personnes détenues, enlevées ou disparues et en veillant à ce que les moyens mobilisés soient à la hauteur du problème ;
- e) collaborera avec les membres du Groupe de travail sur le cessez-le-feu du Groupe international de soutien à la Syrie pour tenter de faire avancer l'objectif poursuivi de longue date d'un cessez-le-feu à l'échelle nationale et entreprendre une démarche concertée en vue de lutter contre les groupes terroristes inscrits sur les listes du Conseil de sécurité, conformément au droit international ;
- f) collaborera avec les membres du Groupe de travail sur l'accès humanitaire afin de répondre aux priorités humanitaires urgentes dans l'ensemble du pays ;
- g) favorisera un dialogue inclusif intersyrien ainsi que l'échange de connaissances, de compétences et d'idées en s'entretenant régulièrement avec l'éventail le plus large possible de représentants de la société civile syrienne et de femmes syriennes, notamment par l'entremise du Bureau d'aide à la société civile syrienne et du Comité consultatif des femmes syriennes.

120. Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :

- a) la tenue de négociations et de débats de fond réguliers et s'inscrivant dans la durée entre les parties concernées sur tous les points soulevés dans la résolution [2254 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité ;
- b) un renforcement de la confiance entre les parties syriennes, ainsi qu'entre les parties prenantes régionales et internationales ;
- c) un consensus international renforcé permettant de faire avancer le processus politique concernant l'ensemble des éléments de la résolution [2254 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité, notamment la mise en place d'une gouvernance crédible, inclusive et non sectaire et l'établissement d'un calendrier et de procédures pour la rédaction d'une nouvelle constitution, ainsi que la tenue d'élections libres et régulières, conformément à la nouvelle constitution, qui auront lieu sous la supervision de l'ONU, avec tous les Syriens, y compris les membres de la diaspora pouvant y participer, dans le respect des normes internationales les plus strictes en matière de transparence et de responsabilité.

121. En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2025 :

- a) Toutes les parties prenantes nationales, régionales et internationales coopèrent avec l'Envoyé spécial ;
- b) Il demeure difficile de dégager et de maintenir un consensus international concernant la République arabe syrienne ;
- c) La situation en matière de sécurité reste instable en 2025, ce qui constitue une menace pour la paix et la sécurité régionales et internationales ;

- d) Le conflit continue d'avoir de graves conséquences pour les civils, en particulier les femmes et les enfants, et risque d'entraîner une augmentation du nombre de victimes civiles ainsi que de nouvelles destructions d'infrastructures civiles et de nouvelles violations des droits humains. L'impunité dont jouissent les auteurs de violations graves des droits humains est un obstacle à une véritable réconciliation entre les parties.
122. En ce qui concerne la coopération avec d'autres entités, conformément à son mandat, la mission travaille en partenariat avec la communauté internationale et les organisations non gouvernementales internationales afin de faciliter et de soutenir les travaux du Bureau d'aide à la société civile syrienne et du Comité consultatif des femmes syriennes. Dans le cadre de ses travaux sur les personnes détenues, enlevées ou disparues, la mission est en contact avec des organisations et des institutions internationales spécialisées, telles que le Comité international de la Croix-Rouge et l'Institution indépendante chargée de la question des personnes disparues en République arabe syrienne.
123. En ce qui concerne la coordination et la liaison interinstitutions, la mission coopère avec les coordonnateurs résidents et les organismes, fonds et programmes des Nations Unies opérant en République arabe syrienne et dans la région. En outre, les entités des Nations Unies travaillant en République arabe syrienne sont représentées dans l'Équipe spéciale interorganisations pour la crise syrienne, qui assure la coordination et la cohérence de l'action menée dans le pays par le système des Nations Unies, notamment sur les plans politique et humanitaire et dans le domaine des droits humains.
124. La mission prend en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient, notamment en consultant régulièrement le Comité consultatif des femmes syriennes et diverses représentantes de la société civile pour recueillir leurs vues au sujet d'une solution politique durable et inclusive.

Exécution du programme en 2023

Promotion de la mise en œuvre d'un processus politique crédible, inclusif et global conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité

125. L'Envoyé spécial a continué d'exercer les bons offices du Secrétaire général en accordant la priorité au dialogue avec le Gouvernement syrien et la Commission syrienne de négociation (opposition) sur divers aspects du processus politique, notamment sur des propositions de mesures visant à renforcer progressivement la confiance et sur les moyens de débloquent les travaux de la Commission constitutionnelle. Il a également continué de consulter largement les parties prenantes régionales et internationales en vue de maximiser la cohérence, la coordination et la complémentarité des initiatives diplomatiques en cours et de favoriser une approche multilatérale constructive permettant de parvenir à une solution politique conforme à la résolution 2254 (2015).
126. En 2023, la mission a convoqué 11 réunions plénières du Groupe de travail sur l'accès humanitaire du Groupe international de soutien pour la Syrie et une réunion spéciale visant à remédier à des problèmes humanitaires urgents, notamment à la suite des tremblements de terre dévastateurs qui ont secoué le nord de la République arabe syrienne le 6 février 2023. En outre, une réunion plénière du Groupe de travail sur le cessez-le-feu et cinq réunions spéciales ont été organisées pour examiner l'évolution inquiétante de la situation en matière de sécurité sur le terrain, y compris les retombées d'événements survenus ailleurs dans la région.
127. Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 24).

Tableau 24
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
La Commission constitutionnelle a entamé des discussions, sur la base de son mandat, pour parvenir à un accord sur des principes constitutionnels fondamentaux, et le dialogue international mené conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité pour examiner d'autres aspects du processus politique a été approfondi	La Commission constitutionnelle a examiné des projets de textes constitutionnels. Le Bureau a échangé des idées avec les coprésidents de la Commission sur les moyens d'accélérer les travaux, d'obtenir des résultats et de continuer à progresser. Les possibilités de renforcer progressivement la confiance, conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité, ont été étudiées avec les parties prenantes nationales, régionales et internationales	Aucun consensus n'a été trouvé en ce qui concerne le lieu de reprise des travaux de la Commission constitutionnelle ou les moyens de résoudre les problèmes de fond qu'elle rencontre. Des propositions de mesures visant à renforcer progressivement la confiance, conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité, ont été avancées, et les consultations avec les parties prenantes nationales, régionales et internationales se sont poursuivies

Résultat escompté pour 2025

Promotion d'une approche multilatérale constructive, cohérente et globale et de progrès continus sur la voie d'une solution politique inclusive et durable, conformément à la résolution [2254 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

128. La mission a continué de s'employer à faire tomber les obstacles à l'organisation d'une neuvième session de l'organe restreint de la Commission constitutionnelle, notamment en recherchant d'autres possibilités au niveau régional. En l'absence de consensus sur le lieu de reprise des travaux, l'Envoyé spécial a appelé toutes les parties prenantes à trouver une solution pragmatique. Dans ce contexte, l'objectif pour 2025 est de faire en sorte que la Commission se réunisse régulièrement, qu'elle améliore ses méthodes de travail, qu'elle produise des résultats et qu'elle accomplisse des progrès notables de façon continue. Il s'agit aussi, plus largement, de coopérer sur un ensemble complet de questions qui intéressent les parties concernées et de jeter les bases d'une approche multilatérale réaliste et globale qui associe tous les acteurs et tienne compte de toutes les questions pertinentes.

Enseignements tirés et changements prévus

129. L'enseignement tiré est le suivant : la mission a pris conscience qu'il fallait continuer d'élargir le dialogue au-delà des interlocuteurs traditionnels, parties prenantes internationales comprises, d'abord pour faire en sorte que le pays s'approprie plus largement le processus politique, ensuite pour étendre le champ des questions abordées dans ledit processus. Compte tenu de cet enseignement, elle collaborera avec un plus grand nombre de parties prenantes pour que l'application de la résolution [2254 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité soit envisagée de manière plus globale.
130. Les progrès escomptés concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 25).

Tableau 25
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
La Commission constitutionnelle a progressé dans ses discussions, sur la base de son mandat et, parallèlement, des progrès ont été faits en ce qui concerne le processus politique au sens large, conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité	La Commission constitutionnelle a examiné des projets de textes constitutionnels. Le Bureau a échangé des idées avec les coprésidents de la Commission sur les moyens d'accélérer les travaux pour continuer à progresser. Les possibilités de renforcer progressivement la confiance, conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité, ont été étudiées avec les parties prenantes nationales, régionales et internationales	Aucun consensus n'a été trouvé en ce qui concerne le lieu de reprise des travaux de la Commission constitutionnelle ou les moyens de résoudre les problèmes de fond qu'elle rencontre. Des propositions visant à renforcer progressivement la confiance, conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité, ont été avancées, et les consultations avec les parties prenantes nationales, régionales et internationales se sont poursuivies	La Commission constitutionnelle reprend ses réunions, obtient des résultats et continue d'accomplir des progrès, parallèlement aux nouveaux progrès réalisés concernant le processus politique au sens large, conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité	La Commission constitutionnelle se réunit régulièrement, obtient des résultats et continue d'accomplir des progrès, parallèlement à la mise en œuvre de mesures visant à renforcer progressivement la confiance, et à la coopération constructive de toutes les parties prenantes sur un ensemble complet de questions qui intéressent les parties concernées, conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité

Produits

131. On trouvera dans le tableau 26 les produits retenus pour la mission.

Tableau 26
Produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	144	30	140	142
1. Séances du Conseil de sécurité	12	12	12	12
2. Réunions du Groupe de travail sur le cessez-le-feu du Groupe international de soutien pour la Syrie	—	6	4	6
3. Réunions du Groupe de travail sur l'accès humanitaire du Groupe international de soutien pour la Syrie	20	12	12	12
4. Réunions de l'organe élargi de la Commission constitutionnelle	12	—	12	12

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
5. Réunions de l'organe restreint de la Commission constitutionnelle	100	—	100	100
B. Création et transfert de connaissances				
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	8	27	8	28
6. Ateliers pour toutes les parties prenantes syriennes sur des sujets liés aux pourparlers de paix, tels que la gouvernance, la constitution, les élections, la gouvernance en matière de sécurité et la lutte contre le terrorisme, et les mesures de confiance	8	27	8	28
C. Activités de fond				
Bons offices : exercice de bons offices visant à faciliter une solution politique inclusive dirigée et contrôlée par les Syriens, conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité, de manière à répondre aux aspirations légitimes du peuple syrien à la dignité, à la liberté et à la justice, sur la base des principes de l'égalité et de la non-discrimination.				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : activités de consultation et de conseil et action en faveur du processus politique menées auprès des États Membres et des organisations régionales et internationales ; consultations et conseils à l'appui de l'exécution des activités de l'Institution indépendante chargée de la question des personnes disparues en République arabe syrienne, une fois que celle-ci aura été créée, et en tant que membre du Groupe de travail sur la libération de personnes détenues ou enlevées, la restitution des dépouilles et l'identification des personnes disparues ; consultations menées à l'appui du processus politique qui associent des représentants d'organisations de la société civile ; consultations à l'appui du processus politique qui associent des représentantes des femmes et des organisations de femmes.				
D. Activités de communication				
Relations extérieures et relations avec les médias : déclarations à la presse, entretiens, messages vidéo et exposés mettant l'accent sur l'importance du dialogue politique, la fin de la violence et des violations des droits humains, l'accès humanitaire et le rôle des femmes dans le processus de paix.				

B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025

Ressources nécessaires (budget ordinaire)

Tableau 27

Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>2023</i>		<i>2024</i>		<i>2025</i>	<i>Variation</i>
	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Dépenses effectives</i>	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Montant nécessaire</i>	<i>2025-2024</i>	<i>Augmentation/ (diminution)</i>
	<i>(1)</i>	<i>(2)</i>	<i>(3)</i>	<i>(4)</i>	<i>(5)</i>	<i>(5) = (4) - (3)</i>
Militaires et personnel de police	—	—	—	—	—	—
Personnel civil	8 327,1	8 781,7	8 249,6	8 783,7	534,1	534,1
Dépenses opérationnelles	6 674,5	4 035,9	5 411,1	5 411,1	—	—
Total (déduction faite des contributions du personnel)	15 001,6	12 817,6	13 660,7	14 194,8	534,1	534,1

Tableau 28
Ressources humaines

	Personnel recruté sur le plan international											Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies			
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	Total G partiel	AN	AL	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total	
Effectif approuvé pour 2024	1	1	1	3	7	13	10	–	8	8 ^a	52	1	33	34	–	–	–	86
Effectif proposé pour 2025	1	1	1	3	7	13	9	–	8	8 ^a	51	2	33	35	–	–	–	86
Variation	–	–	–	–	–	–	(1)	–	–	–	(1)	1	–	1	–	–	–	–

^a Autres classes, sauf indication contraire.

132. Le montant des ressources demandées pour la mission pour 2025 s'élève à 14 194 800 dollars (déduction faite des contributions du personnel) et permettrait de couvrir les traitements et les dépenses communes de personnel (8 783 700 dollars) correspondant à 86 postes (1 SGA, 1 SSG, 1 D-2, 3 D-1, 7 P-5, 13 P-4, 9 P-3, 8 SM, 8 G(AC), 2 AN et 33 AL), compte étant tenu de la proposition tendant à transformer un poste soumis à recrutement international en poste soumis à recrutement national (voir par. 133 ci-après), ainsi que les dépenses opérationnelles (5 411 100 dollars), qui se répartissent comme suit : consultants et services de consultants (109 000 dollars), voyages officiels (824 400 dollars), installations et infrastructures (2 542 000 dollars), transports terrestres (268 200 dollars), transports aériens (356 000 dollars), communications et informatique (396 400 dollars), santé (18 000 dollars) et fournitures, services et matériel divers (897 100 dollars).
133. Pour 2025, il est proposé de transformer un poste de spécialiste des questions politiques (P-3) en un poste de spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 1^{re} classe) recruté(e) sur le plan national au Bureau de Damas, l'objectif étant de renforcer davantage les liens et la communication avec l'ensemble des parties prenantes nationales en République arabe syrienne et de faire en sorte que le Bureau comprenne mieux la dynamique du conflit, ce que sera mieux à même de faire un(e) administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national.
134. Un taux de vacance de 32,7 % a été appliqué aux prévisions relatives aux postes soumis à recrutement international, sur la base du taux de vacance effectif enregistré en mars 2024. Un taux de vacance de 50 % a été appliqué au poste qu'il est proposé de transformer. Un taux de vacance de 4 % a été appliqué aux prévisions relatives aux postes d'agent(e) local(e) sur la base du taux de vacance moyen effectif enregistré en 2023.
135. L'augmentation des ressources demandées pour 2025 par rapport aux crédits ouverts pour 2024 s'explique principalement par une hausse des dépenses prévues au titre du personnel civil, laquelle tient à l'augmentation du montant des traitements et des dépenses communes de personnel, compte tenu de l'évolution récente des dépenses.

Ressources extrabudgétaires

136. En 2024, il est prévu que des ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 279 000 dollars financent un emploi de spécialiste hors classe des droits humains (P-5) et aident la mission à faciliter les travaux de la Commission constitutionnelle, notamment en lui apportant un appui technique et logistique et un appui dans le domaine de la sécurité ou dans d'autres domaines, y compris en faisant la liaison avec les interlocuteurs du Gouvernement de la République arabe syrienne et de l'opposition, la société civile, notamment les groupes de femmes, et les parties prenantes régionales et internationales, entre autres activités.

137. En 2025, des ressources extrabudgétaires d'un montant de 279 000 dollars devraient être mises à disposition pour financer un emploi de spécialiste hors classe des droits humains (P-5) et continuer d'aider la mission à faciliter les travaux de la Commission constitutionnelle.

7. Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique

(2 154 300 dollars)

A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023

Orientations générales

Mandats et considérations générales

138. Le mandat de la mission découle d'un échange de lettres entre le Secrétaire général et le Président du Conseil de sécurité ([S/2018/955](#) et [S/2018/979](#)), au moment où les attributions de l'ancien Envoyé spécial pour le Soudan et le Soudan du Sud ont été étendues à toute la région de la Corne de l'Afrique, à la suite d'échanges de lettres précédents ([S/2016/258](#) et [S/2016/259](#)). Dans le prolongement des lettres de 2018, la mission continue également de s'acquitter des fonctions précédemment exercées par l'Envoyé spécial pour le Soudan et le Soudan du Sud en ce qui concerne le maintien de relations de bon voisinage et de paix entre le Soudan et le Soudan du Sud, établies conformément à l'échange de lettres de 2011 entre le Secrétaire général et le Président du Conseil ([S/2011/474](#) et [S/2011/475](#)). Le mandat de la mission consiste notamment à coopérer avec le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine dans le cadre des efforts visant à mettre en œuvre la résolution [2046 \(2012\)](#), dans laquelle le Conseil a demandé au Soudan et au Soudan du Sud de parvenir à un accord sur des questions cruciales, comme suit : a) le règlement complet et de façon urgente de toutes les questions en suspens de l'Accord de paix global ; b) l'apaisement des tensions, la reprise des négociations sur les relations après la sécession et la normalisation de leurs relations.
139. La mission coopère étroitement avec les États membres de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et les aide, compte tenu du cadre conjoint de coopération sur lequel l'ONU et l'IGAD se sont entendues à Djibouti le 17 novembre 2015, ainsi que d'autres organisations régionales, à agir en faveur de la paix et de la sécurité dans toute la Corne de l'Afrique. La région fait face à des difficultés majeures, notamment des conflits et des troubles civils existant de longue date, la pauvreté et une vulnérabilité aux changements climatiques. Il existe cependant d'importantes occasions à saisir dans la région : une croissance économique rapide dans plusieurs pays, une population jeune et dynamique et un nouvel élan pour la coopération régionale. Pour que l'extraordinaire potentiel de la région se réalise, il faut une approche collective qui permette de relever les défis communs de manière coordonnée. La mission a pour tâche d'accompagner la région à ce moment clé et de veiller à ce qu'elle bénéficie de toute la gamme des compétences et des capacités des entités des Nations Unies.

Programme de travail

Objectif

140. L'objectif auquel la mission contribue est d'établir et d'entretenir des relations de bon voisinage et de paix entre les pays de la région de la Corne de l'Afrique, qui comprend Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda, la Somalie, le Soudan et le Soudan du Sud, en vue de consolider et de maintenir les acquis obtenus en matière de paix et de sécurité et de renforcer la prévention des conflits régionaux.

Stratégie et facteurs externes pour 2025

141. Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, la mission :
- a) s'emploiera à promouvoir la paix et la sécurité régionale, le développement et l'intégration socioéconomiques, une gouvernance inclusive et réactive, et la prise de conscience des liens qui existent entre le climat, la paix et la sécurité. Pour ce faire, elle assurera la direction politique de l'engagement des Nations Unies dans ces domaines et veillera à ce qu'une action commune soit menée et à ce que l'ensemble du système s'approprie les résultats au moyen de la stratégie régionale des Nations Unies pour la prévention et l'intégration dans la Corne de l'Afrique ;
 - b) aidera l'IGAD à renforcer le lien entre alerte précoce et réponse rapide, à accroître sa capacité de réagir face aux conflits et de les régler, y compris en faisant appel à la médiation, et à améliorer l'échange d'informations et la gestion des connaissances, en tirant les leçons des bonnes pratiques suivies dans la région et ailleurs. Pour ce faire, elle fera appel aux bons offices du Secrétaire général et mettra à profit l'influence collective des États membres de l'IGAD pour appuyer le dialogue et les initiatives conjointes entre les pays ;
 - c) travaillera en étroite collaboration avec l'Union africaine et d'autres organisations régionales compétentes qu'elle aidera à faire face aux menaces récentes et émergentes pour la sécurité. Pour ce faire, elle communiquera des informations, organisera des réunions régulières avec les partenaires concernés et d'autres envoyés spéciaux de la région de la Corne de l'Afrique et élaborera des messages et des approches appropriés pour soutenir la paix et la sécurité régionales. La mission travaillera également en coopération avec l'Union africaine, l'IGAD et d'autres partenaires pour soutenir les initiatives visant à remédier aux problèmes liés au conflit au Soudan et appuyer le processus de paix en Éthiopie, en particulier la mise en œuvre de l'accord de cessation des hostilités.
142. Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :
- a) un renforcement des capacités sous-régionales ainsi que des relations et de la confiance mutuelle entre les pays de la région, ce qui devrait permettre à ces derniers de s'attaquer aux causes profondes des conflits ;
 - b) un renforcement des synergies entre les partenaires de la région et l'alignement des interventions et des réponses sur les cadres stratégiques établis respectivement par le système des Nations Unies, l'IGAD et l'Union africaine ;
 - c) l'examen et la concrétisation du plan de mise en œuvre de la stratégie régionale de prévention et d'intégration.
143. En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2025 :
- a) Il existe des possibilités de remédier aux sources de tension existant de longue date, notamment par la navette diplomatique ;
 - b) L'IGAD et l'Union africaine continuent de s'investir pleinement dans le maintien de la paix et de la sécurité dans la région, en accordant une attention particulière à l'Éthiopie, à la Somalie, au Soudan et au Soudan du Sud ;
 - c) Les États de la région continuent de coopérer de manière constructive avec l'Envoyée spéciale et de travailler avec les entités des Nations Unies aux fins du renforcement des capacités, en particulier dans les domaines de la médiation ainsi que de la prévention et du règlement des conflits ;
 - d) Les parties sud-soudanaises, appuyées par la région, s'engagent progressivement à mettre en œuvre l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud et sont disposées à consolider les acquis ;

- e) Les relations entre le Soudan et le Soudan du Sud restent constructives, en dépit de la guerre au Soudan, ce qui permet des négociations directes entre les deux pays au sujet des questions bilatérales en suspens, notamment la question concernant Abyei et son statut définitif.
144. En ce qui concerne la coopération avec d'autres entités, la mission travaille en étroite collaboration avec l'IGAD et ses États membres ainsi que d'autres organisations, comme l'Union africaine et l'Union européenne, pour traiter les dimensions régionales des crises et des conflits dans la Corne de l'Afrique, en mettant l'accent sur leurs conséquences transfrontières et régionales. Elle collabore avec le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine afin d'appuyer les négociations bilatérales entre le Soudan et le Soudan du Sud qui visent à régler des questions en suspens, notamment la question du statut définitif d'Abyei. Elle travaille en étroite collaboration avec l'Union africaine, l'IGAD, la troïka et d'autres États Membres soutenant la coopération politique et l'intégration régionale. Elle collabore également avec d'autres entités des Nations Unies afin de fournir un appui technique et consultatif au secrétariat de l'IGAD.
145. En ce qui concerne la coordination et la liaison interorganisations, la mission travaille avec les représentants spéciaux du Secrétaire général, les coordonnateurs résidents et les conseillers pour la paix et le développement de tous les pays de la région, ainsi qu'avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies actifs dans les domaines que le système des Nations Unies a recensés comme priorités collectives.
146. La mission prend en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient, dans le cadre de ses bons offices et des missions qu'elle planifie, notamment les séminaires et les ateliers, au moyen d'activités ciblées tenant compte des questions de genre. Le potentiel de la région de la Corne de l'Afrique repose en grande partie sur la participation réelle des femmes et des jeunes aux initiatives en faveur de la stabilité et de la prospérité. La mission travaille avec les parties concernées pour promouvoir des messages inclusifs destinés à accroître la participation des femmes à la vie politique et aux processus de paix, et participe activement à des réunions régionales et mondiales pour faire pression en faveur d'une mise en œuvre accélérée du programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

Exécution du programme en 2023

Une action collective renforcée pour l'exécution du programme de prévention dans la Corne de l'Afrique et des partenariats renforcés dans la région à travers la collaboration avec l'Autorité intergouvernementale pour le développement

147. En 2023, afin de renforcer la prévention dans la région, la mission a dirigé l'examen de la stratégie régionale globale pour la prévention, qui a débouché sur une nouvelle stratégie pour la prévention et l'intégration tenant compte des priorités de l'IGAD et reflétant les difficultés actuelles. La mission a continué de coordonner la mise en œuvre de la stratégie au moyen d'activités conjointes, notamment la publication de trois rapports d'analyse régionaux conjoints, la création d'un pôle pour le climat, la paix et la sécurité et l'élaboration de la version finale d'une politique de lutte contre les discours de haine. L'Envoyée spéciale a exercé ses bons offices, notamment en continuant de se consacrer en priorité au processus de paix en Éthiopie, en dialoguant avec les parties prenantes sur la crise au Soudan et en s'entretenant avec les responsables concernés sur les relations entre le Soudan et le Soudan du Sud, y compris sur la question d'Abyei.
148. Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 29).

Tableau 29
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
La capacité de l'IGAD de traiter les questions transfrontalières et transversales a été renforcée, ce qui a permis à ses États membres de prendre des mesures communes concernant la prévention des conflits et les initiatives régionales visant à réduire les risques et à s'attaquer aux causes profondes des crises	Le partenariat IGAD-ONU a été renforcé, tout comme la capacité de l'IGAD à traiter les questions liées au climat, à la paix et à la sécurité, ainsi qu'aux femmes et à la paix et à la sécurité, grâce à l'élaboration d'un plan d'action régional pour les femmes et la paix et la sécurité et d'un mécanisme régional de coordination de la sécurité climatique	La révision de la stratégie régionale pour la prévention et l'intégration a été achevée et approuvée, ce qui a permis de mieux cibler les priorités de l'action menée par le système des Nations Unies dans la Corne de l'Afrique, en tenant compte des priorités de l'IGAD, et de renforcer la collaboration et la coopération entre les entités des Nations Unies

Résultat escompté pour 2025

Une action collective renforcée pour l'exécution du programme de prévention dans la Corne de l'Afrique

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

149. En 2023, le travail effectué par la mission a contribué à l'approfondissement de la collaboration entre l'IGAD, l'Union africaine et l'ONU sur les questions de paix et de sécurité, notamment grâce à la révision de la stratégie régionale pour la prévention et l'intégration, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
150. En 2025, la mission continuera d'exercer ses bons offices, notamment en soutenant les processus de paix et les transitions politiques en cours dans la région de la Corne de l'Afrique, en travaillant avec l'Union africaine, l'IGAD et leurs États membres respectifs, ainsi qu'avec d'autres acteurs régionaux. Cela permettra d'améliorer les approches régionales de la prévention des crises et des conflits en renforçant le soutien apporté à l'IGAD et la capacité de l'Autorité de faire face aux nouvelles menaces qui pèsent sur la sécurité. La mission continuera de coordonner la mise en œuvre de la version révisée de la stratégie régionale pour la prévention et l'intégration.

Enseignements tirés et changements prévus

151. L'enseignement tiré est le suivant : la mission a pris conscience qu'il fallait revoir et ajuster les plans d'action afin de prendre en compte les menaces émergentes et de renforcer la mise en œuvre. Compte tenu de cet enseignement, la mission continuera de collaborer avec l'IGAD, l'Union africaine et les organismes, fonds et programmes des Nations Unies pour veiller à ce que les priorités soient toujours pertinentes dans le contexte actuel et que la stratégie régionale globale pour la prévention et l'intégration traduise la démarche intégrée des Nations Unies.
152. Les progrès escomptés concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 30).

Tableau 30
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Les capacités régionales permettant de combattre et de prévenir les conflits et les crises dans la région sont renforcées	Le plan d'action est mis en œuvre grâce aux collaborations et partenariats noués avec d'autres entités des Nations Unies ainsi qu'avec l'IGAD et l'Union africaine	La stratégie pour la prévention et l'intégration est révisée et mise en œuvre grâce aux collaborations et aux partenariats noués avec d'autres entités des Nations Unies ainsi qu'avec l'IGAD et l'Union africaine	La stratégie pour la prévention est mise en œuvre grâce aux collaborations et aux partenariats renforcés avec d'autres entités des Nations Unies ainsi qu'avec l'IGAD et l'Union africaine, conformément au cadre révisé	La coordination de la stratégie pour la prévention, axée sur les résultats et l'incidence sur le terrain, est assurée grâce à une collaboration plus étroite avec les entités des Nations Unies, l'IGAD et d'autres parties prenantes

Produits

153. On trouvera dans le tableau 31 les produits retenus pour la mission.

Tableau 31
Produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	2	2	2	2
Séances du Conseil de sécurité	2	2	2	2
C. Activités de fond				
Bons offices : offre de bons offices consistant à établir un dialogue sur des questions liées à la consolidation de la paix et à la prévention des conflits, y compris l'application d'accords bilatéraux et les négociations sur les questions bilatérales en suspens ; dialogue avec les autorités du Soudan et du Soudan du Sud concernant les relations bilatérales entre les deux parties, ainsi qu'avec d'autres dirigeants, fonctionnaires et parties prenantes de la région sur les questions liées à la paix et à la sécurité régionales.				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : consultations et conseils sur la consolidation des acquis obtenus récemment en matière de paix et de sécurité dans la région de la Corne de l'Afrique ; conseils sur le renforcement des capacités sous-régionales pour ce qui est des questions transfrontalières et transversales.				
D. Activités de communication				
Relations extérieures et relations avec les médias : activités de communication et de sensibilisation sur les médias sociaux visant à diffuser des informations sur l'évolution de la situation dans la région et à mobiliser l'appui nécessaire pour surmonter les obstacles à la paix et à la sécurité.				

B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025

Ressources nécessaires (budget ordinaire)

Tableau 32

Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	2023		2024	2025	Variation
	Crédits ouverts	Dépenses effectives	Crédits ouverts	Montant nécessaire	2025-2024 Augmentation/ (diminution)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (4) - (3)
Militaires et personnel de police	—	—	—	—	—
Personnel civil	1 583,7	1 639,4	1 444,7	1 960,9	516,2
Dépenses opérationnelles	170,8	166,2	193,4	193,4	—
Total (déduction faite des contributions du personnel)	1 754,5	1 805,6	1 638,1	2 154,3	516,2

Tableau 33

Ressources humaines

	Personnel recruté sur le plan international											Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies			
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	G	Total partiel	AN	AL	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total
Effectif approuvé pour 2024	1	—	—	1	—	2	1	—	—	—	5	2	2	4	—	—	—	9
Effectif proposé pour 2025	1	—	—	1	—	3	1	—	—	—	6	2	2	4	—	—	—	10
Variation	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1

154. Le montant des ressources demandées pour la mission pour 2025 s'élève à 2 154 300 dollars (déduction faite des contributions du personnel) et permettrait de couvrir les traitements et les dépenses communes de personnel (1 960 900 dollars) correspondant aux neuf postes qu'il est proposé de maintenir [1 SGA, 1 D-1, 2 P-4, 1 P-3, 2 AN et 2 AL] et au nouveau poste P-4 qu'il est proposé de créer, ainsi que les dépenses opérationnelles (193 400 dollars), qui se répartissent comme suit : voyages officiels (92 400 dollars), installations et infrastructures (32 000 dollars), transports terrestres (9 700 dollars), communications et informatique (40 100 dollars), santé (3 800 dollars), et fournitures, services et matériel divers (15 400 dollars).
155. Pour 2025, il est proposé de créer un poste de conseiller(ère) pour le climat, la paix et la sécurité (P-4). Les questions liées au climat, à la paix et à la sécurité constituent l'un des piliers de la stratégie régionale globale pour la prévention et l'intégration dans la Corne de l'Afrique pour la période 2024-2029. En conséquence, et en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, la mission a créé le premier pôle régional des Nations Unies pour le climat, la paix et la sécurité dans la Corne de l'Afrique. Afin de maximiser les possibilités offertes par le pôle régional, il est proposé de créer un poste de conseiller(ère) pour le climat, la paix et la sécurité (P-4) pour 2025, dont le (la) titulaire serait spécifiquement chargé(e) de la mise en œuvre des activités entreprises dans ce domaine.

156. Un taux de vacance de 0 % a été appliqué aux prévisions relatives aux postes soumis à recrutement international qu'il est proposé de maintenir, sur la base du taux de vacance effectif enregistré en mars 2024. Un taux de vacance de 50 % a été appliqué au poste P-4 qu'il est proposé de créer. Pour les postes d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national et d'agent(e) local(e), un taux de vacance de 0 % a été retenu sur la base du taux de vacance effectif enregistré en mars 2024.
157. L'augmentation des ressources demandées pour 2025 par rapport aux crédits ouverts en 2024 s'explique principalement par l'application d'un taux de vacance de 0 % pour le personnel recruté sur le plan international, alors que le taux de vacance prévu au budget en 2024 était de 20,0 %, et par la hausse des coûts liés au poste qu'il est proposé de créer.

Ressources extrabudgétaires

158. En 2024, des ressources extrabudgétaires d'un montant d'environ 1 284 200 dollars sont engagées pour financer cinq postes (1 P-5, 1 P-4, 1 P-3, 1 P-2 et 1 AL), et les dépenses opérationnelles.
159. En 2025, des ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 1 284 200 dollars devraient permettre de financer le maintien de cinq postes (1 P-5, 1 P-4, 1 P-3, 1 P-2 et 1 AL), et d'un emploi de Volontaire des Nations Unies, ainsi que les dépenses opérationnelles.

8. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs

(4 953 800 dollars)

A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023

Orientations générales

Mandats et considérations générales

160. Le mandat de la mission est défini dans la résolution [2098 \(2013\)](#) du Conseil de sécurité et découle également de résolutions ultérieures du Conseil, dont la plus récente est la résolution [2717 \(2023\)](#). La mission a été établie en 2013 en vue d'appuyer la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région, signé le 24 février 2013 par l'Afrique du Sud, l'Angola, le Burundi, le Congo, l'Ouganda, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda, le Soudan du Sud et la Zambie, ainsi que par des représentants de l'Organisation des Nations Unies, de l'Union africaine, de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et de la Communauté de développement de l'Afrique australe, en qualité d'institutions garantes. Le 31 janvier 2014, le Kenya et le Soudan ont également signé l'Accord-cadre, qui énonce les engagements requis aux niveaux national, régional et international pour mettre fin aux cycles de violence récurrents dans l'est de la République démocratique du Congo et s'attaquer aux causes profondes du conflit dans la région.
161. Dans les déclarations à la presse faites en 2022 et 2023 sur la question, le Conseil a souligné l'importance des engagements pris par la région dans l'Accord-cadre, réaffirmé son appui aux mesures régionales prises dans le cadre du processus de Nairobi dirigé par la Communauté de l'Afrique de l'Est et du processus de Luanda mandaté par l'Union africaine, et encouragé l'Envoyé spécial du Secrétaire général à poursuivre ses interventions auprès des dirigeants de la région afin de soutenir ces initiatives de paix.
162. Mise au point par la mission à la suite de consultations approfondies, et publiée le 4 décembre 2020, la Stratégie des Nations Unies pour la consolidation de la paix et la prévention et le règlement des conflits dans la région des Grands Lacs vise à fournir un cadre politique et opérationnel à l'action des Nations Unies en vue d'appuyer l'exécution des engagements pris dans l'Accord-cadre. Elle s'articule autour des trois piliers suivants : paix, sécurité et justice ; développement durable et prospérité partagée ; résilience face aux problèmes anciens et nouveaux. Le plan d'action pour la mise en œuvre de la Stratégie, qui couvre la période à compter de 2024 (et s'inscrit dans le prolongement du plan d'action pour la période 2021-2023), est en cours d'élaboration.
163. En 2025, la mission continuera d'appuyer la mise en œuvre de la Stratégie et de son plan d'action, ainsi que les efforts déployés par la région en vue de mettre en œuvre l'Accord-cadre revitalisé pour la paix, la sécurité et la coopération, notamment en matière de sécurité, d'économie, d'entraide judiciaire et d'état de droit. Elle poursuivra ses démarches visant à appuyer les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité, ainsi qu'à promouvoir l'autonomisation économique et la participation politique des jeunes dans les domaines d'intérêt régional.
164. Le retrait progressif, responsable et durable de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), engagé conformément à la résolution [2717 \(2023\)](#) du Conseil de sécurité, devrait avoir une incidence sur l'exécution du mandat de la mission, compte tenu en particulier des initiatives menées par celle-ci qui dépendent des capacités d'exécution de la MONUSCO. La mission intensifiera donc ses échanges stratégiques avec

les partenaires régionaux et internationaux afin de maintenir la dynamique de l'action menée dans la région aux fins du renforcement de la confiance.

Programme de travail

Objectif et facteurs externes pour 2025

165. L'objectif auquel la mission contribue est de promouvoir l'application effective de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération en appuyant et en facilitant les échanges entre les pays signataires sur les questions politiques et économiques et sur les questions relatives à la sécurité, tout en veillant à ce que l'appui fourni par les organisations régionales et internationales et d'autres partenaires soit cohérent et coordonné, conformément à la Stratégie des Nations Unies pour la consolidation de la paix et la prévention et le règlement des conflits dans la région des Grands Lacs et au plan d'action correspondant.
166. Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, le Bureau :
 - a) offrira les bons offices du Secrétaire général, notamment en recourant à la diplomatie discrète et en assurant une navette diplomatique, soutiendra le dialogue régional et les efforts de paix, collaborera étroitement avec les garants de l'Accord-cadre et les autres organisations sous-régionales qui participent aux efforts diplomatiques et militaires en cours, et renforcera la coordination avec les partenaires internationaux, notamment le Groupe de contact international pour la région des Grands Lacs et les institutions financières internationales ;
 - b) appuiera les pays signataires dans leurs efforts visant à mettre en œuvre les recommandations issues du processus de revitalisation de l'Accord-cadre ;
 - c) appuiera l'adoption d'une approche régionale non militaire dans la lutte contre les groupes armés ; facilitera les consultations visant à instaurer la confiance entre les chefs des services de renseignement militaire et civil et des services de sécurité des pays concernés ; aidera à renforcer les mécanismes existants de coopération en matière de sécurité, en tenant compte des décisions prises dans le cadre des processus de paix de Nairobi et de Luanda et de l'action entreprise par les pays de la région à cet effet, le cas échéant ; encouragera le rapatriement et la réintégration des ex-combattants, conformément aux normes internationales ;
 - d) plaidera en faveur de la participation effective des organisations de la société civile, des femmes et des jeunes aux processus politiques et de paix, et fournira un soutien à cet effet ;
 - e) favorisera l'intégration économique régionale au moyen d'investissements transfrontières et de projets commerciaux responsables, notamment en poursuivant la mise en œuvre des recommandations et décisions issues de l'atelier régional de haut niveau sur les ressources naturelles tenu en 2021 à Khartoum ;
 - f) plaidera en faveur de l'état de droit, de l'entraide judiciaire régionale et de la protection des droits humains, notamment en soutenant des initiatives ciblées visant à aider les États Membres à mettre en œuvre la Déclaration de Nairobi sur la justice et la bonne gouvernance (2019) et la Déclaration de Kinshasa sur le renforcement de la coopération judiciaire dans la région des Grands Lacs (2022).
167. Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :
 - a) la mise en œuvre effective des recommandations issues du processus de revitalisation de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération, tel qu'entériné par les chefs d'État des pays signataires ;
 - b) des progrès dans le règlement de la crise de sécurité actuelle, y compris l'adoption de mesures concrètes par les parties prenantes concernées pour traiter les points de désaccord, comme indiqué dans les décisions issues des processus de paix de Luanda et de Nairobi ;

- c) le rétablissement de la confiance et l'amélioration des relations entre les pays de la région ;
 - d) le renforcement de la coopération entre les pays concernés en vue de neutraliser les groupes armés et de fournir un soutien accru aux initiatives régionales de désarmement, de démobilisation, de réintégration, de réinstallation et de rapatriement grâce aux activités du Groupe de contact et de coordination sur les mesures non militaires et de sa cellule opérationnelle ;
 - e) la réalisation d'initiatives conjointes à l'appui de la mise en œuvre à l'échelle régionale de mesures non militaires globales de lutte contre les groupes armés, concernant notamment le rôle des organisations de la société civile, des femmes et des jeunes dans les processus de consolidation de la paix ;
 - f) l'augmentation du nombre d'organisations de la société civile, de femmes et de jeunes participant ou contribuant aux processus politiques et de paix dans la région ;
 - g) le renforcement de l'entraide judiciaire régionale grâce au Réseau de coopération judiciaire de la région des Grands Lacs, comme en témoigne l'augmentation du nombre de demandes d'entraide judiciaire et d'extradition ;
 - h) le renforcement de la coopération économique bilatérale et multilatérale et de l'appui fourni à des initiatives concrètes visant à lutter contre l'exploitation illicite et le trafic de ressources naturelles, l'accent étant mis sur la production artisanale d'or ;
 - i) l'amélioration de la mobilisation et de l'harmonisation de l'appui fourni par les institutions garantes de l'Accord-cadre, les partenaires internationaux et les autres parties prenantes.
168. En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2025 :
- a) Les pays signataires de l'Accord-cadre revitalisé pour la paix, la sécurité et la coopération font preuve d'une volonté politique accrue d'honorer leurs engagements aux niveaux national et régional, y compris ceux qu'ils ont pris dans le cadre du processus de revitalisation de l'Accord-cadre et des processus régionaux en cours, afin de mieux s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité dans l'est de la République démocratique du Congo et des tensions entre les pays voisins, ainsi que pour renforcer la coopération régionale ;
 - b) Les problèmes de sécurité qui persistent dans l'est de la République démocratique du Congo demeurent liés aux activités des groupes armés locaux et étrangers ;
 - c) Les processus politiques régionaux, appuyés par l'ONU en collaboration avec les organisations régionales compétentes, contribuent à promouvoir le dialogue entre toutes les parties prenantes en vue d'un règlement politique dans l'est de la République démocratique du Congo ;
 - d) Conformément au plan de désengagement commun de la MONUSCO, lancé en décembre 2023, le retrait progressif, responsable et durable de la Mission a progressé, ce qui se traduit par le transfert progressif des principales tâches prescrites au Gouvernement de la République démocratique du Congo et par la reconfiguration de la présence des Nations Unies dans le pays, ce qui a des incidences sur l'exécution du mandat du Bureau ;
 - e) Les États Membres et les partenaires internationaux continuent d'accorder leur appui et leur attention à la région des Grands Lacs, notamment en agissant de manière coordonnée et en aidant les pays signataires.
169. En ce qui concerne la coopération avec d'autres entités, la mission collabore avec les pays signataires de l'Accord-cadre et les organisations régionales et les aide à revitaliser cet instrument et à prendre des mesures prioritaires sur les plans politique et socioéconomique ainsi que dans le domaine de la sécurité afin de leur permettre d'honorer les engagements nationaux et régionaux pris au titre de l'Accord-cadre et de promouvoir la paix dans la région. Il s'agira notamment de consolider la coordination avec la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs afin d'appuyer la complémentarité des approches adoptées au titre de l'Accord-cadre et du Pacte sur la sécurité, la

stabilité et le développement dans la région des Grands Lacs. Afin d'harmoniser davantage les approches et de renforcer les partenariats, comme indiqué dans la Stratégie des Nations Unies pour la région des Grands Lacs, l'Envoyé spécial participe au Groupe de contact international, au sein duquel il échange régulièrement avec d'autres envoyés spéciaux pour la région des Grands Lacs. Aux fins de la mise en œuvre des mesures économiques énoncées dans l'Accord-cadre, l'Envoyé spécial coopère avec les institutions financières, notamment le Groupe de la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et les autres partenaires concernés. La mission fera progresser les initiatives visant à créer un groupe d'amis parmi les États Membres afin de renforcer l'élan politique en faveur de la création d'un groupe de donateurs pour les Grands Lacs à l'appui de la mise en œuvre de la Stratégie.

170. En ce qui concerne la coordination et la coopération interinstitutions, la mission collabore étroitement avec la MONUSCO, y compris dans le cadre du plan de désengagement commun convenu entre la Mission et le Gouvernement de la République démocratique du Congo, afin d'aider le Gouvernement à honorer les engagements nationaux qu'il a pris au titre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération. Le groupe politique de haut niveau, présidé par l'Envoyé spécial, ainsi que le mécanisme connexe d'appui à la mise en œuvre, qui ont tous deux été créés pour faciliter l'application de la Stratégie des Nations Unies pour la région des Grands Lacs, continueront de veiller à l'harmonisation des activités des entités des Nations Unies dans la région, notamment le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, la MONUSCO et le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, ainsi que les coordonnateurs régionaux et les représentants du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, du HCDH, du HCR, de la Commission économique pour l'Afrique et d'autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies.
171. La mission prend en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient. En plus de réunions et missions de sensibilisation de haut niveau organisées par des dirigeantes dans toute la région, elle aide le Conseil consultatif pour les femmes, la paix et la sécurité dans la région des Grands Lacs à plaider en faveur de la participation et de la représentation des femmes dans le cadre des démarches de consolidation de la paix et des processus politiques et électoraux, l'objectif étant de renforcer les capacités de suivi et d'évaluation des mécanismes de lutte contre la violence sexuelle et fondée sur le genre de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et d'aider les populations transfrontalières à prévenir les conflits et les violences liées aux élections et à les désamorcer.

Exécution du programme en 2023

Évaluation décennale de l'incidence de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région, et recommandations en vue de sa revitalisation

172. En 2023, en réponse à la demande du Mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération, la mission a fait procéder à une évaluation approfondie, en consultation avec toutes les parties prenantes concernées, afin de faire le point sur les progrès accomplis, de recenser les principaux défis restant à relever et de formuler des recommandations visant à renforcer l'efficacité de l'Accord-cadre. En coopération avec l'Union africaine, la mission a réuni des représentants des institutions garantes, du Comité d'appui technique, de la MONUSCO et des organisations régionales de la société civile, ainsi que des experts régionaux, à Durban (Afrique du Sud), le 31 octobre et le 1^{er} novembre 2023. Le rapport d'évaluation, ainsi que les recommandations issues de la réunion, ont servi de base aux débats sur l'élaboration d'une feuille de route pour la revitalisation de l'Accord-cadre, qui sera présentée à la prochaine réunion de haut niveau du Mécanisme régional de suivi en 2024 pour approbation par les chefs d'État de la région.
173. Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 34).

Tableau 34
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
Après l'approbation de la Stratégie des Nations Unies pour la consolidation de la paix et la prévention et le règlement des conflits dans la région des Grands Lacs par le Secrétaire général en 2020, le groupe politique de haut niveau créé pour encadrer l'application de la Stratégie a adopté son plan d'action en juillet 2021	L'Envoyé spécial a manifesté son engagement politique en faveur d'un consensus renouvelé entre les pays signataires sur la pertinence de l'Accord-cadre et les moyens de faire face à la crise politique et sécuritaire dans la région	Une évaluation indépendante de l'incidence de l'Accord-cadre a été réalisée sur la base de consultations approfondies avec les parties prenantes régionales et internationales et présentée aux pays signataires et aux institutions garantes
La mission a appuyé l'organisation de l'atelier régional de haut niveau sur les ressources naturelles dans la région des Grands Lacs, à l'issue duquel ont été formulées 31 recommandations visant à rompre le lien entre la contrebande de minerais de grande valeur et le financement des groupes armés	Des activités de plaidoyer de haut niveau ont été menées conjointement par la mission et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs auprès de partenaires en Europe et aux Émirats arabes unis en vue d'accélérer la mise en œuvre des recommandations issues de l'atelier de Khartoum sur les ressources naturelles	Des recommandations ont été formulées en vue de la revitalisation de l'Accord-cadre
	Des activités de plaidoyer ont été menées pour promouvoir la prise en main de l'Initiative régionale contre l'exploitation illégale des ressources naturelles aux niveaux national et régional	Un appui a été fourni aux fins de l'organisation, en septembre 2023 à Kinshasa, du forum régional sur l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or dans la région, dans le cadre duquel les participants ont recommandé la mise en œuvre rapide de la stratégie régionale relative à l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or et la mise en service d'un système de suivi de la chaîne de contrôle dans tous les États membres de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs

Résultat escompté pour 2025

Revitalisation de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération à l'appui du règlement des crises récurrentes dans la région des Grands Lacs

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

174. En 2023, le Bureau a apporté un appui politique et technique aux processus de paix de Nairobi et de Luanda, sous l'impulsion des missions de bons offices que l'Envoyé spécial a continué de mener dans toute la région. Cette action a contribué aux initiatives visant à assurer une meilleure coordination entre les processus régionaux sous l'égide de l'Union africaine. Le Bureau a également appuyé une mission de la cellule opérationnelle du Groupe de contact et de coordination au Burundi, en Ouganda et au Rwanda visant à évaluer les exigences et les besoins relatifs à l'accueil et à la réintégration des membres des groupes armés étrangers devant être rapatriés. En outre, il a continué de coopérer avec la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs pour soutenir une gestion transparente des ressources naturelles dans la région. Il a appuyé l'organisation de réunions conjointes et de plusieurs ateliers visant à renforcer les capacités des femmes et des jeunes dans le secteur minier et les efforts de paix en cours.

Enseignements tirés et changements prévus

175. L'un des enseignements tirés par la mission est le suivant : les pays signataires et les institutions garantes doivent faire preuve d'une volonté politique soutenue pour mettre pleinement en œuvre l'Accord-cadre. Compte tenu de cet enseignement, la mission intensifiera ses échanges avec les parties prenantes de la région à tous les niveaux, y compris la société civile, les femmes et les jeunes, afin de renforcer l'action menée par l'Envoyé spécial sur le plan politique.
176. Les progrès escomptés concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 35).

Tableau 35
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Les consultations, la coordination et l'action conjointe entre les institutions garantes sont renforcées à l'appui de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération	Les consultations, la coordination et l'action conjointe entre les institutions garantes sont renforcées à l'appui de l'Accord-cadre Les organisations régionales et sous-régionales et les pays signataires de l'Accord-cadre prennent des initiatives favorisant des processus politiques et électoraux pacifiques, inclusifs et crédibles	Des initiatives relevant des deuxième et troisième phases du plan d'action de la Stratégie des Nations Unies pour la consolidation de la paix et la prévention et le règlement des conflits dans la région des Grands Lacs ont été mises en œuvre, notamment l'initiative phare 2, ce qui a permis d'évaluer l'incidence de l'Accord-cadre et sa trajectoire future	L'application du document d'orientation pour la revitalisation de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération débute Les initiatives relevant des deuxième et troisième phases du plan d'action de la Stratégie des Nations Unies pour la consolidation de la paix et la prévention et le règlement des conflits dans la région des Grands Lacs sont mises en œuvre	Le document d'orientation pour la revitalisation de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération est mis en œuvre Un Accord-cadre revitalisé permet d'appuyer efficacement un engagement politique et diplomatique régional bien coordonné en vue d'un règlement politique durable des tensions et de l'instabilité dans la région des Grands Lacs

Produits

177. On trouvera dans le tableau 36 les produits retenus pour la mission.

Tableau 36
Produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	2	2	2	2

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
1. Rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité	2	2	2	2
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	5	3	5	5
2. Séances du Conseil de sécurité et réunions du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo et de la Commission de consolidation de la paix	5	3	5	5
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	3	2	3	3
3. Projets relatifs à la coopération économique, aux terres et aux conflits	2	1	2	2
4. Projets visant à promouvoir le commerce et les investissements transfrontières	1	1	1	1
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	9	11	8	11
5. Atelier visant à mettre en commun les enseignements tirés des élections et des processus politiques	1	4	1	4
6. Atelier sur la coopération économique, les ressources naturelles et les conflits	3	2	2	2
7. Ateliers visant à examiner les moyens de surmonter les difficultés liées à l'application de l'Accord-cadre	2	3	2	2
8. Atelier sur l'emploi des jeunes et leur participation à l'action menée en faveur de la paix et de la sécurité	1	1	1	1
9. Réunions annuelles du Conseil consultatif pour les femmes, la paix et la sécurité dans la région des Grands Lacs à l'appui des initiatives nationales et régionales visant à renforcer l'autonomie des femmes et à parvenir à un taux de représentation des femmes de 30 %	2	1	2	2
Missions d'établissement des faits, de suivi et d'enquête (nombre de missions)	6	2	8	8
10. Missions de la cellule opérationnelle du Groupe de contact et de coordination sur les mesures non militaires	6	2	8	8
C. Activités de fond				
Bons offices : missions de bons offices consistant à établir un dialogue, notamment par des initiatives de navette diplomatique et de diplomatie discrète, et à faciliter les échanges directs avec les dirigeants régionaux, les hauts représentants des pays signataires et les garants de l'Accord-cadre ; appui aux efforts de paix régionaux, notamment aux processus de Nairobi et de Luanda ; missions de bons offices visant à appuyer l'action menée par le Groupe de contact et de coordination sur les mesures non militaires à l'appui du rapatriement des membres des groupes armés étrangers opérant dans l'est de la République démocratique du Congo ; missions de bons offices visant à renforcer la coordination et la coopération dans la lutte contre les groupes armés dans l'est de la République démocratique du Congo ; missions de bons offices visant à ce que la communauté internationale continue d'appuyer la mise en œuvre de la Stratégie des Nations Unies pour la consolidation de la paix et la prévention et le règlement des conflits dans la région des Grands Lacs, ainsi que son plan d'action.				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : consultations sur la situation dans la région ; consultations et conseils sur les tendances régionales en matière de droits humains et d'aide humanitaire dans la région des Grands Lacs ; consultations et conseils sur la façon de priver les groupes armés des recettes issues des ressources naturelles ; action visant à faciliter le débat politique et à favoriser un accord sur une intégration régionale fondée sur les ressources naturelles ; action en faveur de l'égalité des genres dans la région ; action en faveur d'une approche concertée concernant la voie à suivre dans la région.				

B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025

Ressources nécessaires (budget ordinaire)

Tableau 37

Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	2023		2024	2025	Variation
	Crédits ouverts	Dépenses effectives	Crédits ouverts	Montant nécessaire	2025-2024 Augmentation/ (diminution)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (4) - (3)
Militaires et personnel de police	—	—	—	—	—
Personnel civil	4 838,3	3 802,1	4 133,0	4 129,6	(3,4)
Dépenses opérationnelles	899,6	870,8	844,8	824,2	(20,6)
Total (déduction faite des contributions du personnel)	5 737,9	4 672,9	4 977,8	4 953,8	(24,0)

Tableau 38

Ressources humaines

	Personnel recruté sur le plan international											Personnel recruté sur le plan national		Volontaires des Nations Unies			
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	Total G partiel		AN	AL	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel
Effectif approuvé pour 2024	1	—	1	1	5	7	5	—	1	1 ^a	22	1	7	8	—	—	—
Effectif proposé pour 2025	1	—	1	1	5	7	5	—	1	1 ^a	22	1	7	8	—	—	—
Variation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

^a Autres classes, sauf indication contraire.

178. Le montant des ressources demandées pour la mission pour 2025 s'élève à 4 953 800 dollars (déduction faite des contributions du personnel) et permettrait de couvrir les traitements et les dépenses communes de personnel correspondant aux 30 postes qu'il est proposé de maintenir (1 SGA, 1 D-2, 1 D-1, 5 P-5, 7 P-4, 5 P-3, 1 SM, 1 G(AC), 1 AN et 7 AL) (4 129 600 dollars), ainsi que les dépenses opérationnelles (824 200 dollars), qui se répartissent comme suit : consultants et services de consultants (29 300 dollars), voyages officiels (296 000 dollars), installations et infrastructures (29 400 dollars), transports terrestres (22 700 dollars), opérations aériennes (48 400 dollars), communications et informatique (135 100 dollars), santé (19 700 dollars) et fournitures, services et matériel divers (243 600 dollars).
179. Pour 2025, il est proposé de réaffecter un poste de spécialiste des droits humains (P-4), qui deviendrait un poste de spécialiste des affaires judiciaires (P-4). Cette réaffectation permettrait à la mission de mieux appuyer l'exécution des engagements pris dans l'Accord-cadre en ce qui concerne la lutte contre l'impunité et l'entraide judiciaire par l'intermédiaire du Réseau de coopération judiciaire de la région des Grands Lacs. Elle permettrait également de faire en sorte que le profil des candidats potentiels soit mieux adapté au travail à effectuer.

180. Un taux de vacance de 19,3 % a été appliqué aux prévisions de dépenses relatives aux postes soumis à recrutement international, sur la base du taux de vacance effectif moyen enregistré en 2023. Un taux de vacance de 50,0 % a été appliqué aux prévisions concernant le poste d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national, compte tenu du calendrier de recrutement établi, et un taux de vacance de 0 % aux prévisions concernant les postes d'agent(e) local(e), sur la base du taux de vacance effectif enregistré en mars 2024.
181. La diminution des ressources demandées pour 2025 par rapport aux crédits ouverts pour 2024 s'explique essentiellement par la réduction des dépenses prévues au titre des opérations aériennes, en raison de la disponibilité accrue des avions de ligne, ainsi que par la baisse des dépenses prévues au titre du personnel civil, qui tient à la diminution des dépenses communes de personnel afférentes aux postes soumis à recrutement international et des coûts relatifs au personnel local, du fait de l'application des nouveaux barèmes des traitements.

Ressources extrabudgétaires

182. En 2024, des ressources extrabudgétaires d'un montant de 2 050 000 dollars devraient être utilisées pour mener divers projets dans différents domaines en vue d'appuyer la mise en œuvre de l'Accord-cadre.
183. En 2025, des ressources extrabudgétaires d'un montant de 1 800 000 dollars devraient être utilisées pour mener divers projets dans différents domaines en vue d'appuyer la mise en œuvre de l'Accord-cadre.
184. La diminution du montant estimatif des ressources extrabudgétaires qui devraient être utilisées en 2025 par rapport à 2024 tient au fait que le montant des contributions que l'on s'attend à recevoir est moins élevé que prévu.

9. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen

(16 341 000 dollars)

A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023

Orientations générales

Mandats et considérations générales

185. La mission est chargée d'user de ses bons offices au nom du Secrétaire général afin de permettre la reprise d'un processus de transition politique pacifique, ordonné et sans exclusive, mené par les Yéménites et répondant aux exigences et aspirations légitimes du peuple yéménite, y compris les femmes et les jeunes, en vue d'instaurer un changement pacifique et de véritables réformes politiques, économiques et sociales, comme le prévoient l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre, ainsi que les textes issus de la Conférence de dialogue national sans exclusive. Le mandat est défini dans la résolution [2014 \(2011\)](#) du Conseil de sécurité et découle également de résolutions ultérieures du Conseil, dont la plus récente est la résolution [2691 \(2023\)](#).
186. Soucieux de veiller à la pleine exécution des dispositions des résolutions [2014 \(2011\)](#) et [2051 \(2012\)](#) du Conseil de sécurité et de la transition politique convenue en novembre 2011 conformément à l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et au mécanisme de mise en œuvre correspondant, le Secrétaire général a créé le Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Yémen, par la suite intégré au Bureau de l'Envoyé spécial, comme il en avait exprimé l'intention dans un échange de lettres avec le Président du Conseil de sécurité en juin 2012 ([S/2012/469](#) et [S/2012/470](#)).
187. Conformément à la résolution [2216 \(2015\)](#) et à d'autres résolutions du Conseil de sécurité sur le Yémen, notamment les résolutions [2014 \(2011\)](#), [2051 \(2012\)](#), [2140 \(2014\)](#), [2201 \(2015\)](#), [2451 \(2018\)](#), [2452 \(2019\)](#) et [2722 \(2024\)](#), et à la lettre que le Secrétaire général a adressée au Président du Conseil ([S/2016/488](#)), l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen continuera d'assurer la médiation entre les parties en vue de mettre fin au conflit. La mission fournira des conseils techniques et facilitera la négociation et l'élaboration d'accords provisoires en matière de politique, d'économie et de sécurité, notamment en vue de la reprise d'un processus politique inclusif entre Yéménites, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, et permettra la reprise d'un processus de transition politique pacifique, ordonné et sans exclusive, mené par les Yéménites.
188. L'action menée par la mission vise à parvenir à un accord entre le Gouvernement yéménite et le mouvement houthiste qui ouvrirait la voie à un processus échelonné et à plusieurs volets (politique, économique, militaire et sécuritaire) en vue de relancer la transition politique qui a débuté en 2011 mais a été interrompue par le conflit en cours. La trêve de 2022, négociée sous l'égide de l'ONU, a marqué un tournant décisif. Pour la première fois depuis des années, la violence à grande échelle a considérablement diminué, ce qui a créé un climat propice à la tenue de discussions constructives, même après l'expiration officielle de la trêve. Les parties étant convenues d'un ensemble d'engagements en décembre 2023, l'Envoyé spécial continue de collaborer avec elles en vue d'établir, sous les auspices de l'ONU, une feuille de route qui permettra de concrétiser ces engagements et d'en faciliter la mise en œuvre.

Programme de travail

Objectif

189. L'objectif auquel la mission contribue est de parvenir à une solution politique négociée entre les parties en vue de mettre fin au conflit au Yémen et de permettre la reprise d'un processus de transition politique pacifique, ordonné et sans exclusive, mené par les Yéménites, grâce auquel ces derniers pourront s'engager sur la voie d'une paix durable.

Stratégie et facteurs externes pour 2025

190. Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, la mission :
- a) se servira de la négociation, des consultations et de la navette diplomatique pour parvenir à un accord entre les parties en vue de mettre fin au conflit au Yémen et de permettre la reprise du processus de transition politique ;
 - b) fournira un appui politique, technique et logistique, notamment en aidant les parties à définir des mesures à long terme et à recenser les priorités immédiates sur les questions politiques, économiques et de sécurité, afin de relancer le processus politique, de mettre en œuvre l'Accord de Stockholm et de désamorcer le conflit aux niveaux local, national et régional ;
 - c) mettra en place des consultations auxquelles les femmes, la société civile et les jeunes, entre autres, seront invités à participer, y compris en vue de recueillir les ressentis, les avis et les recommandations des Yéménites et de faire une place à la prise en compte des questions de genre et à la mobilisation des jeunes dans le cadre de ses activités de diplomatie à plusieurs voies, des négociations sur l'Accord de paix et des activités post-transition ;
 - d) encouragera la poursuite de l'appui régional et international en faveur du règlement du conflit au Yémen, notamment au moyen de campagnes de sensibilisation et d'activités régulières visant à assurer le dialogue et l'échange d'informations ;
 - e) continuera de faire évoluer sa posture et son positionnement afin de s'adapter à l'évolution du contexte politique et opérationnel et, ainsi, d'être mieux à même d'exécuter son mandat, en mettant l'accent sur les capacités et la représentation équilibrées du Bureau dans les territoires contrôlés par les différentes parties.
191. Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :
- a) un accord de paix entre les parties comprenant des mesures politiques, économiques et militaires ou sécuritaires qui amélioreront les conditions de vie au Yémen et ouvriront la voie à une période de transition durable, pacifique et sans exclusive ;
 - b) une participation accrue de parties yéménites venant de divers horizons politiques et sociaux, notamment les femmes et les jeunes, qui permettra d'orienter le processus politique officiel mené avec l'appui de l'ONU ;
 - c) une confiance et une mobilisation accrues des parties en ce qui concerne le processus de paix mené sous l'égide de l'ONU aux fins de la reprise des négociations politiques ;
 - d) une confiance accrue des parties en ce qui concerne la reprise des négociations politiques, notamment grâce à l'accent mis sur les aspects politiques et économiques et sur les aspects liés à la sécurité ;
 - e) de meilleures possibilités d'action en matière de gouvernance dans le domaine de la sécurité, aux niveaux national et local ;
 - f) la mise en œuvre efficace et transparente des mesures de sécurité provisoires négociées ;

- g) la mise au point d'un programme de transition inclusif qui tienne compte des vues des femmes et des questions de genre et qui prévoient la création de mécanismes et d'organes de mise en œuvre ;
 - h) la poursuite de la mise en œuvre de l'Accord de Stockholm, notamment l'importation ininterrompue de biens commerciaux, dont le carburant, dans les ports de Hodeïda, et la tenue d'autres échanges de prisonniers ;
 - i) la prise en compte des vues des femmes et des questions de genre dans tous les domaines d'activité, dans les accords, les arrangements et les mécanismes de mise en œuvre, le cas échéant.
192. En ce qui concerne la coopération avec d'autres entités, la mission rencontre régulièrement des représentants d'organisations régionales et internationales, notamment la Ligue des États arabes, le Conseil de coopération du Golfe, l'Union européenne et d'autres partenaires internationaux. De plus, elle poursuit les efforts qu'elle mène conjointement avec les institutions financières internationales en vue de faciliter l'élaboration de stratégies communes d'intervention concernant l'organisation d'activités pour lesquelles un accord a été conclu en amont, notamment celles liées au relèvement et à la consolidation de la paix.
193. En ce qui concerne la coordination et la liaison interinstitutions, la mission coopère avec le Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire et l'équipe de pays des Nations Unies au Yémen. Elle se concerte et se coordonne étroitement, selon que de besoin, avec le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et les missions politiques spéciales dans la région. Conformément à la résolution [2452 \(2019\)](#) du Conseil de sécurité, elle coopère étroitement avec la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda (MINUAAH), qui fait rapport au Secrétaire général par l'intermédiaire de l'Envoyé spécial et de la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, et partage une structure de soutien intégrée avec la MINUAAH.
194. En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2025 :
- a) Malgré une situation de médiation plus complexe en raison de la dynamique à l'œuvre dans la région, les parties au conflit continuent de s'entretenir avec l'Envoyé spécial de la voie à suivre en vue de parvenir à un règlement politique global négocié ;
 - b) La mission a davantage accès aux principales parties prenantes yéménites, sous réserve de certaines restrictions imposées par les parties et des conditions de sécurité sur le terrain ;
 - c) La mission renforce sa présence au Yémen, notamment par des consultations avec des femmes et des jeunes, et élargit ses contacts avec les groupes d'intérêt yéménites à l'intérieur et à l'extérieur du pays grâce à des outils numériques et à des missions et visites de sensibilisation spécifiques.
195. La mission prend en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient. Aux niveaux national et local, elle participe à des initiatives visant à promouvoir la participation et la représentation politiques des femmes, le plein exercice de leurs droits de citoyennes et la prise en compte de leurs droits humains, de leurs besoins et de leurs préoccupations en matière de sécurité dans la planification et la préparation des processus de transition et de relèvement rapide, de règlement des conflits et de consolidation de la paix. Elle se penche également sur le rétrécissement de l'espace de participation citoyenne et l'urgence climatique afin de garantir l'inclusion des questions environnementales dans les consultations politiques, économiques et en matière de sécurité.

Exécution du programme en 2023

Poursuite de la diminution des hostilités en l'absence de trêve officielle

196. La trêve négociée sous l'égide de l'ONU a marqué le début d'une période de baisse des hostilités qui s'est poursuivie malgré l'expiration officielle de la trêve en octobre 2022 et qui a perduré presque toute l'année 2023. Le calme relatif a permis la poursuite de l'application des accords conclus dans le cadre de la trêve, notamment la continuation de l'acheminement de carburant jusqu'au port de Hodeïda et de la liaison par avions de ligne entre Sanaa (Yémen) et Amman. La mission a profité de ce climat favorable pour intensifier les discussions avec les parties, ainsi qu'avec les acteurs régionaux et internationaux, sur la voie à suivre. En décembre 2023, ces efforts ont abouti à l'adoption par les parties d'un ensemble d'engagements visant à améliorer les conditions de vie au Yémen, à instaurer un cessez-le-feu au niveau national et à relancer le processus politique. La mission a continué d'œuvrer à l'élaboration d'une feuille de route sous les auspices de l'ONU afin de concrétiser et d'appliquer les engagements pris. Elle s'est entretenue avec le Gouvernement yéménite et les comités de coordination des opérations militaires et a organisé trois réunions du Comité de coordination des opérations militaires en 2023 afin de présenter le plan de cessez-le-feu, de favoriser le dialogue avec le Gouvernement yéménite et de planifier la mise en œuvre d'un cessez-le-feu, notamment dans le cadre de discussions techniques sur le mécanisme de cessez-le-feu.
197. Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 39).

Tableau 39
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
—	La trêve, négociée par l'ONU, a duré du 2 avril au 2 octobre 2022 et a représenté la plus longue période d'accalmie depuis que le conflit a éclaté il y a huit ans. Elle a contribué à faire diminuer sensiblement la violence et le nombre de victimes civiles. Elle a permis de commencer à venir en aide aux Yéménites grâce à la mise en place de vols commerciaux réguliers entre Amman et Sanaa et à l'augmentation des importations de carburant par le port de Hodeïda	Malgré l'expiration officielle de la trêve de 2022, les hostilités sont restées limitées. Tout au long de 2023, les vols entre Sanaa et Amman se sont poursuivis, et l'ouverture continue de l'aéroport de Sanaa a facilité la mobilité des Yéménites, notamment dans le cadre de déplacements effectués pour des raisons humanitaires ou médicales. Les livraisons de carburant et de marchandises autres que des denrées alimentaires ou des médicaments ainsi que de matériaux de construction dans les ports de Hodeïda se sont également poursuivies après l'expiration de la trêve

Résultats escomptés pour 2025

Résultat 1 : mobilisation de la communauté internationale en faveur de la mise en œuvre d'un processus de paix inclusif mené par les Yéménites

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

198. En 2023, la mission a continué de s'attacher à informer la communauté internationale de l'action qu'elle déployait sur le terrain et d'échanger avec des interlocuteurs yéménites dans la région afin de favoriser les échanges avec les États Membres sur les moyens de soutenir un processus politique dirigé par les Yéménites qui mette l'accent sur l'inclusivité et fasse intervenir un large éventail de partenaires yéménites. Elle a continué de collaborer avec diverses organisations chargées de la mise en œuvre du volet 2 (volet économique) afin d'élargir son champ d'action et d'élaborer des solutions sur différentes questions politiques, économiques, militaires et de sécurité intéressant le processus de paix.
199. Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 40).

Tableau 40
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Application des documents finals conjoints, y compris des mécanismes particuliers qui font entrer en ligne de compte les diverses vues des Yéménites	Élargissement de l'action politique de la mission et de ses consultations afin de faire en sorte que les divers points de vue des Yéménites soient mieux représentés et de donner une nouvelle impulsion au processus visant à instaurer une paix durable, sous le contrôle des Yéménites	Mobilisation de la communauté internationale aux fins de la recherche de moyens de dialoguer avec les Yéménites et de progresser vers un processus de paix durable	La communauté internationale s'attache davantage à solliciter les vues de divers groupes de Yéménites dans différentes zones du pays et au sein de la diaspora	Poursuite de l'engagement de la communauté internationale visant à faire en sorte que le processus de paix au Yémen fasse l'objet d'un appui et d'un accompagnement constants. Consultations régulières avec un large éventail de parties prenantes yéménites afin que leurs priorités soient prises en compte dans le processus de paix

Résultat 2 : élargissement de l'action politique et des consultations afin de faire en sorte que les divers points de vue des Yéménites soient mieux représentés et de donner une nouvelle impulsion au processus visant à instaurer une paix durable, sous le contrôle des Yéménites

Projet de plan-programme pour 2025

200. Le Bureau poursuivra son action visant à élargir les consultations politiques afin de tenir compte de divers points de vue, l'objectif étant d'appuyer un processus politique mené par les Yéménites devant déboucher sur un règlement pacifique. Le travail qui sera effectué par la mission devrait contribuer aux activités en faveur de l'inclusion dans le processus de paix, notamment grâce à des échanges avec des personnes plus nombreuses et d'origines plus variées lors de rencontres avec des acteurs de la société civile et de consultations avec des femmes, des jeunes et des acteurs politiques yéménites, par l'intermédiaire de ses bureaux à Aden, à Amman et à Sanaa. La mission continuera

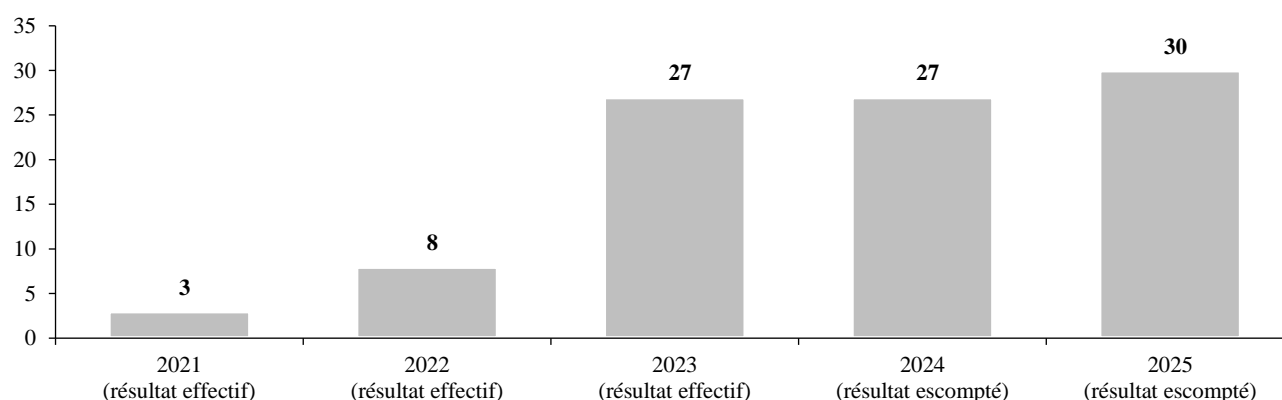
de dialoguer avec un large éventail de parties prenantes yéménites au Yémen et dans la région, notamment dans le cadre de visites sur le terrain.

Enseignements tirés et changements prévus

201. L'enseignement tiré est le suivant : la mission doit davantage tirer parti de sa présence au Yémen pour collaborer plus efficacement avec les parties prenantes à la mise en place d'un processus de paix plus inclusif. Compte tenu de cet enseignement, la mission cherchera d'autres occasions de dialoguer directement avec divers représentants yéménites. Elle continuera également de collaborer avec ses interlocuteurs yéménites et internationaux en utilisant les technologies de l'information chaque fois que nécessaire.
202. Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure IV).

Figure IV

Mesure des résultats : nombre de consultations officielles avec des interlocuteurs yéménites



Produits

203. On trouvera dans le tableau 41 les produits retenus pour la mission.

Tableau 41

Produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	12	12	12	12
Séances du Conseil de sécurité	12	12	12	12
C. Activités de fond				
Bons offices : missions de bons offices visant à mettre fin au conflit.				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : consultations et conseils sur des propositions concernant les mesures politiques et de sécurité visant à négocier un accord destiné à mettre fin au conflit et à mener à bien la transition politique.				

B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025

Ressources nécessaires (budget ordinaire)

Tableau 42

Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	2023		2024	2025	Variation
	Crédits ouverts	Dépenses effectives	Crédits ouverts	Montant nécessaire	2025-2024 Augmentation/ (diminution)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (4) - (3)
Militaires et personnel de police	—	—	—	—	—
Personnel civil	11 491,2	10 636,0	11 025,7	10 598,8	(426,9)
Dépenses opérationnelles	5 560,1	5 451,0	5 545,1	5 742,2	197,1
Total (déduction faite des contributions du personnel)	17 051,3	16 087,0	16 570,8	16 341,0	(229,8)

Tableau 43

Ressources humaines

	Personnel recruté sur le plan international											Personnel recruté sur le plan national		Volontaires des Nations Unies			
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	G	Total partiel	AN	AL	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel
Effectif approuvé pour 2024	1	—	1	1	6	15	10	—	24	1 ^a	59	14	28	42	—	—	—
Effectif proposé pour 2025	1	—	1	1	6	15	10	—	24	1 ^a	59	13	29	42	—	—	—
Variation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1)	1	—	—	—	—

^a Autres classes, sauf indication contraire.

204. Le montant des ressources demandées pour 2025 pour la mission s'élève à 16 341 000 dollars (déduction faite des contributions du personnel) et permettrait de couvrir les traitements et les dépenses communes de personnel (10 598 800 dollars) correspondant aux 101 postes qu'il est proposé de maintenir (1 SGA, 1 D-2, 1 D-1, 6 P-5, 15 P-4, 10 P-3, 24 SM, 1 G(AC), 13 AN et 29 AL), compte étant tenu des changements qu'il est proposé d'apporter aux effectifs, comme décrit ci-dessous, ainsi que les dépenses opérationnelles (5 742 200 dollars), qui se répartissent comme suit : voyages officiels (407 700 dollars), installations et infrastructures (3 084 800 dollars), transports terrestres (399 200 dollars), opérations aériennes (578 700 dollars), communications et informatique (786 000 dollars), santé (203 300 dollars) et fournitures, services et matériel divers (282 500 dollars).

205. Pour 2025, il est proposé d'apporter les changements ci-après au tableau d'effectifs :

- suppression d'un poste de spécialiste adjoint(e) des ressources humaines (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) à Sanaa, sachant que la nature des fonctions exige que le poste soit physiquement situé au bureau d'Amman afin de garantir une étroite collaboration avec le reste de l'équipe des ressources humaines et les responsables des postes à pourvoir ;

- b) création d'un poste de spécialiste adjoint(e) des ressources humaines (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) à Amman, parallèlement à la suppression de poste proposée ci-dessus. Le (la) titulaire assisterait le (la) chef de groupe dans le cadre de toutes les activités de gestion prévisionnelle des besoins en personnel. Sachant que la plupart des responsables des postes à pourvoir se trouvent au siège de la mission à Amman, cela permettrait au (à la) titulaire d'entretenir des contacts directs avec ces responsables et de leur fournir un appui ;
 - c) suppression d'un poste de fonctionnaire d'administration (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) à Aden afin de parvenir à une structure plus équilibrée au sein de l'équipe d'appui à la mission, qui compte actuellement trois administrateurs recrutés sur le plan national mais ne dispose pas de personnel d'appui. Il est donc proposé de remplacer un poste d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national par un poste de personnel d'appui afin de rendre la structure plus efficace ;
 - d) création d'un poste d'assistant(e) administratif(ive) [agent(e) local(e)], parallèlement à la suppression proposée ci-dessus. Le poste qu'il est proposé de créer permettrait à l'équipe de bénéficier de l'appui administratif, logistique et opérationnel dont elle a besoin pour répondre à des demandes croissantes, mais aussi pour améliorer la souplesse opérationnelle.
206. Des taux de vacance de 23,6 %, 42,9 % et 16,7 %, respectivement, ont été appliqués aux prévisions relatives aux postes soumis à recrutement international, aux postes d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national et aux postes d'agent(e) local(e), compte tenu des taux de vacance moyens effectifs enregistrés en 2023.
207. La diminution des ressources demandées pour 2025 par rapport aux crédits ouverts pour 2024 s'explique principalement par la réduction des dépenses prévues au titre du personnel civil, qui tient à l'application d'un taux de vacance de postes de 23,6 % pour le personnel recruté sur le plan international et de 42,9 % pour les administrateurs recrutés sur le plan national, contre des taux budgétisés de 21,3 % et 33,4 %, respectivement, en 2024. Cette diminution est en partie contrebalancée par l'augmentation des crédits demandés au titre des installations et infrastructures et des transports terrestres, en raison d'un nouveau contrat portant sur des points de stockage et de distribution pour la réserve de carburant de la mission au Yémen ; des communications et de l'informatique, en raison d'une hausse des prix contractuels des services de maintenance et d'appui ; des fournitures, services et matériel divers, en raison de l'augmentation des prévisions de dépenses afférentes aux services contractuels.

Ressources extrabudgétaires

208. En 2024, des ressources extrabudgétaires d'un montant de 94 000 dollars serviront à financer des activités d'appui et des initiatives axées sur la participation des femmes au processus politique, notamment des consultations et des ateliers de renforcement des capacités.
209. En 2025, des ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 94 000 dollars devraient permettre de poursuivre ces projets.

10. Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar

(970 200 dollars)

A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023

Orientations générales

Mandats et considérations générales

210. La mission a pour mandat d'user de ses bons offices au nom du Secrétaire général dans le cadre de débats associant toutes les parties concernées et d'apporter une aide au Myanmar. Ce mandat a été défini par l'Assemblée générale dans sa résolution [72/248](#) et renouvelé chaque année depuis lors, le plus récemment dans la résolution [78/219](#). Dans sa première résolution sur le Myanmar, la résolution [2669 \(2022\)](#), le Conseil de sécurité a réaffirmé qu'il était urgent de mettre fin aux souffrances humaines, donné des indications supplémentaires sur la portée des travaux de l'Envoyée spéciale et demandé, entre autres, qu'une étroite coordination soit instaurée entre l'Envoyée spéciale du Secrétaire général et l'Envoyé spécial de l'ASEAN sur la question du Myanmar. L'Envoyée spéciale continuera de prêter une oreille attentive à toutes les parties prenantes et communautés sur le terrain et de dialoguer avec elles afin de soutenir une paix durable et la réconciliation nationale et de renforcer la cohérence régionale et internationale en s'appuyant sur une évaluation précise de la situation.
211. La mission continue d'user de ses bons offices au nom du Secrétaire général dans un contexte de conflit en pleine expansion depuis la prise du pouvoir par les militaires le 1^{er} février 2021, qui a exacerbé les difficultés auxquelles les populations vulnérables, telles que les Rohingyas, se heurtaient déjà. Elle mettra l'accent sur la fourniture d'un soutien à un processus conduit par le Myanmar qui incarne la volonté du peuple afin de trouver une solution politique au conflit, de protéger les droits des Rohingyas et de leur permettre de faire entendre leur voix, condition préalable à un avenir inclusif et durable pour le Myanmar, et de lutter contre les inégalités systémiques qui touchent toutes les populations marginalisées. Elle continuera de s'intéresser, de façon transversale, aux mesures visant à faire en sorte que les auteurs d'atrocités de masse, de violations des droits humains et d'atteintes à ces droits aient à répondre de leurs actes, à la promotion des droits humains au sens large et à la participation véritable des femmes à tous les processus décisionnels. L'Envoyée spéciale devra donc collaborer étroitement, dans un climat de confiance, avec toutes les parties prenantes, les collectivités locales et la société civile, ainsi qu'avec les partenaires régionaux, notamment le Gouvernement bangladais, l'ASEAN et les pays voisins, tout en continuant d'informer les États Membres de l'Organisation de l'avancée de ses travaux et des résultats obtenus.

Programme de travail

Objectif

212. L'objectif auquel la mission contribue est d'appuyer un processus démocratique et pacifique d'édification d'une nation sous la direction du Myanmar ainsi que la création des conditions nécessaires au retour et à la réintégration volontaires, sûrs, dignes et durables des Rohingyas au Myanmar.

Stratégie et facteurs externes pour 2025

213. Pour contribuer à la réalisation de l'objectif et faire face à la détérioration de la situation au Myanmar, la mission :
- a) mettra en œuvre une approche à plusieurs niveaux, notamment en renforçant la coopération entre l'ONU et l'ASEAN afin de répondre aux besoins humanitaires et autres besoins critiques sur le terrain, sans discrimination. En partenariat étroit avec l'Envoyé spécial de l'ASEAN, l'Envoyée spéciale, en étroite coordination avec les partenaires intéressés des Nations Unies, s'efforcera de faciliter la fourniture d'une assistance aux communautés touchées par tous les canaux existants et de répondre aux multiples besoins prioritaires de la population à travers le pays, notamment la protection des civils, la sécurité alimentaire, la résilience socioéconomique et l'aide humanitaire. L'Envoyée spéciale complétera les efforts régionaux visant à soutenir la mise en œuvre effective du consensus en cinq points issu de la réunion des dirigeants de l'ASEAN, conformément à la volonté du peuple du Myanmar, et coordonnera un appui cohérent fourni à l'échelle du système afin de renforcer l'application des normes et des valeurs de l'ONU dans le cadre de ce processus ;
 - b) plaidera en faveur d'un processus conduit par le Myanmar en vue de parvenir à un avenir pacifique, démocratique et inclusif. À cette fin, l'Envoyée spéciale contribuera à promouvoir une approche internationale cohérente fondée sur l'unité régionale. La mission facilitera les initiatives visant à soutenir un processus conduit par le Myanmar pour mettre fin à la violence et reprendre la voie de la démocratie. Elle continuera de mettre en place des approches inclusives et participatives associant les minorités, les jeunes et les femmes, dont les voix et l'autonomisation sont essentielles pour favoriser la cohésion sociale et trouver une issue viable à la crise politique actuelle, conformément à la volonté de la population ;
 - c) poursuivra les efforts visant à créer les conditions nécessaires pour permettre aux Rohingyas déplacés de force dans la région, notamment au Bangladesh, de retourner dans l'État rakhine de façon durable et librement consentie, dans la dignité et en toute sécurité. À cette fin, l'Envoyée spéciale continuera de promouvoir une solution politique en consultation avec les Rohingyas, afin de veiller à ce que les solutions répondent à leurs besoins, et avec d'autres parties prenantes clés, afin d'améliorer les conditions de vie des Rohingyas sur le terrain, conformément aux recommandations de la Commission consultative sur l'État rakhine. L'Envoyée spéciale continuera également de faire entendre la voix des Rohingyas et d'appuyer le dialogue en cours avec les dirigeants des pays de la région et la communauté internationale afin de promouvoir la répartition des efforts, notamment en augmentant l'aide humanitaire, en offrant davantage de possibilités d'éducation et de développement des compétences, et en proposant des solutions durables pour les réfugiés.
214. Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :
- a) l'amélioration des conditions nécessaires au retour durable et librement consenti, en toute sécurité et dans la dignité, des personnes déplacées de force ;
 - b) la création de conditions propices à un apaisement des tensions et à un renforcement de la confiance entre les communautés ;
 - c) l'accroissement du soutien politique international et régional en faveur du renforcement de l'aide humanitaire fournie aux populations qui en ont besoin, et dont les conditions de vie se sont considérablement dégradées dans tout le pays depuis la prise du pouvoir par les militaires ;
 - d) la contribution à la mise en place d'un processus conduit par le Myanmar avec les principales parties prenantes en vue de faire avancer les discussions sur le rétablissement des normes en matière de démocratie et de droits humains dans le cadre d'une solution politique négociée.

215. En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2025 :
- a) Les lourdes conséquences pour les civils et les communautés du Myanmar de l'intensification continue des violences et de la répression depuis la prise du pouvoir par les militaires, les graves violations des droits humains et les besoins en matière de protection des civils font qu'il est encore très difficile d'adopter une politique cohérente, notamment pour réduire le manque de confiance dans la réconciliation nationale ;
 - b) Compte tenu de la situation toujours critique des réfugiés rohingya, des actes concrets sont nécessaires en vue de garantir leur retour et leur réintégration durables et librement consentis au Myanmar, dans la sécurité et dans la dignité. Les droits et la sécurité des Rohingyas doivent être garantis et faire partie intégrante des solutions mises en œuvre par le Myanmar en vue d'assurer un avenir pacifique, démocratique et inclusif ;
 - c) Les activités illicites et les flux financiers connexes, qui sont étroitement liés au conflit au Myanmar et à l'effondrement de l'économie formelle, continuent d'entraver le règlement du conflit, le renforcement de l'état de droit et des institutions, les mesures socioéconomiques et les activités de développement.
216. En ce qui concerne la coopération avec d'autres entités, la mission travaille en partenariat avec l'ASEAN, en particulier avec l'Envoyé spécial de l'Association, d'autres organisations régionales clés, telles que l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et l'Union européenne, les pays voisins et des donateurs internationaux pour mobiliser un appui constructif en vue de faciliter la fourniture d'une aide humanitaire par tous les moyens disponibles, de soutenir le dialogue entre toutes les parties concernées et de faciliter le retour des réfugiés.
217. En ce qui concerne la coordination et la liaison interorganisations, la mission coopère étroitement avec le système des Nations Unies par l'intermédiaire des canaux interinstitutions établis, en étroite consultation avec les coordonnateurs résidents au Myanmar et au Bangladesh. L'Envoyée spéciale du Secrétaire général continue de s'acquitter de sa mission de bons offices en étroite coopération avec l'équipe de pays des Nations Unies et le Siège, ainsi qu'avec les différents mécanismes relatifs aux droits humains au Myanmar mandatés par le Conseil des droits de l'homme.
218. La mission prend en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient, et appuie les initiatives visant à renforcer la capacité des femmes dirigeantes du Myanmar de participer, aux échelons régional et mondial, aux activités en faveur des femmes et de la paix et de la sécurité, afin d'amplifier les voix des femmes les plus marginalisées et de faire progresser l'action menée pour les protéger.

Exécution du programme en 2023

Rapatriement librement consenti dans la sécurité et la dignité

219. Jusqu'à la fin de son mandat en juin 2023, la précédente Envoyée spéciale avait entretenu des contacts étroits avec toutes les parties prenantes, y compris les communautés locales de l'État rakhine. L'Envoyée spéciale s'est régulièrement entretenue avec des membres de la société civile, des responsables locaux, des groupes de femmes, des défenseurs des droits humains et d'autres acteurs clés au Myanmar, y compris dans l'État rakhine. Elle a mobilisé l'appui des partenaires internationaux et régionaux pour s'attaquer aux causes profondes du conflit dans cet État afin de permettre le retour des réfugiés lorsque les conditions seraient favorables. Le conflit en cours et la crise humanitaire généralisée ont compliqué les perspectives de retour des réfugiés rohingya. La mission a poursuivi son étroite collaboration avec les principales organisations armées ethniques et d'autres parties prenantes en vue de promouvoir un processus inclusif conduit par le Myanmar. Alors que l'aggravation du conflit a continué de provoquer des déplacements de populations dans tout le pays, poussant de nombreuses personnes à se réfugier ailleurs dans la région, l'Envoyée spéciale a

plaidé activement en faveur de la fourniture d'une protection et d'une assistance aux personnes réfugiées.

220. Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 44).

Tableau 44

Mesure des résultats

<i>2021 (résultat effectif)</i>	<i>2022 (résultat effectif)</i>	<i>2023 (résultat effectif)</i>
La préparation du rapatriement a été perturbée par la prise du pouvoir par les militaires et les interventions ont dû être revues compte tenu de l'évolution de la situation politique	Le rapatriement a été encore retardé par la montée de la violence dans tout le Myanmar, y compris dans l'État rakhine	Le rapatriement a été encore retardé en raison des ravages causés par le cyclone Mocha en mai 2023 et de la montée de la violence dans tout le Myanmar, y compris dans l'État rakhine, où les combats entre l'Armée arakanaise et les forces armées du Myanmar ont repris en novembre 2023

Résultat escompté pour 2025

Progrès sur la voie de l'amélioration de la situation humanitaire et de la mise en place d'un processus inclusif, démocratique et pacifique conduit par le Myanmar aux fins de l'édification d'une nation

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

221. En 2023, le travail effectué par la mission a contribué aux initiatives de plaidoyer à l'appui de solutions durables pour les Rohingya, mais n'a pas permis d'atteindre la cible fixée, à savoir faciliter les initiatives locales en faveur de la cohésion sociale, en raison de la détérioration des conditions de sécurité au Myanmar, y compris dans l'État rakhine, où les combats entre l'Armée arakanaise et les forces armées du Myanmar ont repris en novembre 2023. La mission continue de mettre l'accent sur l'amélioration des conditions de vie des Rohingya restés dans l'État rakhine en engageant les principales parties prenantes à renforcer la confiance et à améliorer les perspectives de réintégration des réfugiés de retour dans le pays. En 2025, en étroite coopération avec l'ASEAN, la mission concentrera ses efforts sur l'amélioration des conditions de sécurité et de la situation humanitaire au Myanmar conformément au consensus en cinq points de l'Association.

Enseignements tirés et changements prévus

222. L'enseignement tiré est le suivant : il est important de coopérer étroitement et d'échanger avec les principales organisations régionales, à savoir l'ASEAN et l'OCI. À cette fin, la mission renforcera sa coopération avec l'ASEAN et l'Envoyé spécial de l'Association afin d'obtenir le soutien de la région pour mener des initiatives concrètes à l'appui de solutions prises en main par le Myanmar en vue d'un avenir pacifique, démocratique et inclusif pour le pays.
223. Les progrès escomptés concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 45).

Tableau 45
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
La prise du pouvoir par les militaires et l'élargissement du conflit et la crise humanitaire qui en ont découlé ont contraint l'Envoyée spéciale à reformuler sa stratégie relative au rapatriement des Rohingyas	L'Envoyée spéciale a fait progresser la mobilisation internationale en faveur des Rohingyas en se rendant au Bangladesh et en renforçant la coopération avec l'OCI	L'Envoyée spéciale a renforcé la coordination avec l'ASEAN et l'OCI, notamment en ce qui concerne les mesures visant à améliorer la situation des Rohingyas, et échangé avec les États voisins lors de ses visites en Inde et en Chine	L'Envoyée spéciale poursuit des initiatives concrètes sur la mise en place d'un forum humanitaire inclusif, les femmes et la paix et la sécurité, l'éducation pour les réfugiés rohingyas et les communautés d'accueil et les mécanismes régionaux de protection des réfugiés	L'Envoyée spéciale collabore avec les principaux acteurs pour mettre fin à la violence et améliorer l'accès et les conditions humanitaires, notamment dans l'État rakhine, afin de créer des conditions propices au retour des réfugiés

Produits

224. On trouvera dans le tableau 46 les produits retenus pour la mission.

Tableau 46
Produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	1	1	1	1
1. Rapports du Secrétaire général à l'Assemblée générale	1	1	1	1
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	4	4	4	4
2. Séances du Conseil de sécurité	2	2	2	2
3. Séances de l'Assemblée générale	2	2	2	2
B. Création et transfert de connaissances				
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	6	5	6	6
4. Ateliers organisés avec l'appui de la mission, consacrés aux questions suivantes : cohésion sociale et lutte contre la discrimination ; autonomisation politique des femmes ; renforcement de l'état de droit et de l'obligation de rendre des comptes dans les cas de violation grave des droits humains ; libertés fondamentales ; application des recommandations de la Commission consultative sur l'État rakhine	6	5	6	6
C. Activités de fond				
Bons offices : missions de bons offices auprès des parties prenantes du Myanmar, de la société civile, des organisations ethniques armées et des pays de la région, à l'appui de la reprise des réformes démocratiques, de l'instauration de la paix et de la stabilité aux niveaux national, infranational et local, et de l'accès humanitaire pour aider les plus de 18 millions de personnes				

Catégorie et sous-catégorie

Produits prévus : 2023 Produits livrés : 2023 Produits prévus : 2024 Produits prévus : 2025

qui ont besoin d'une assistance au Myanmar ; rapatriement durable et librement consenti des Rohingya, dans la dignité et en toute sécurité, recherche de solutions durables et réintégration des personnes déplacées de force.

Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : consultations avec les parties prenantes du Myanmar, la société civile, les principales organisations régionales, notamment l'ASEAN et l'OCI, et la communauté internationale, y compris tous les États membres de l'ASEAN, sur des questions électorales et constitutionnelles ; l'obligation de rendre des comptes dans les cas de violation grave des droits humains et la coopération avec les mécanismes internationaux d'établissement des responsabilités ; la bonne gouvernance et le renforcement de l'état de droit ; les questions relatives aux droits humains et notamment aux libertés fondamentales, à la protection des civils, aux droits des enfants, à l'élimination de la discrimination et à la violence à l'égard des minorités ; la promotion de l'égalité des genres ; la participation des femmes et des jeunes aux initiatives de paix.

D. Activités de communication

Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : activités de sensibilisation auprès des collectivités locales, des partenaires gouvernementaux, des leaders d'opinion, des médias, de la société civile et d'autres agents de changement en vue de soutenir l'exécution du mandat du Bureau.

Relations extérieures et relations avec les médias : conférences de presse, déclarations, avis, documents d'information, entretiens et autres activités de communication avec les médias liées aux objectifs du Bureau et au développement de capacités de communication supplémentaires, y compris un site Web dédié.

B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025**Ressources nécessaires (budget ordinaire)**

Tableau 47

Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	2023		2024	2025	Variation
	Crédits ouverts	Dépenses effectives	Crédits ouverts	Montant nécessaire	2025-2024 Augmentation/ (diminution)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (4) - (3)
Militaires et personnel de police	—	—	—	—	—
Personnel civil	1 116,6	794,4	1 089,4	694,3	(395,1)
Dépenses opérationnelles	292,0	290,3	275,9	275,9	—
Total (déduction faite des contributions du personnel)	1 408,6	1 084,7	1 365,3	970,2	(395,1)

Tableau 48

Ressources humaines

	Personnel recruté sur le plan international										Personnel recruté sur le plan national		Volontaires des Nations Unies			
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	Total partiel	AN	AL	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel
Effectif approuvé pour 2024	1	—	—	1	1	1	—	—	—	4	—	1	1	—	—	5

	Personnel recruté sur le plan international										Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	G	Total partiel	AN	AL	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total
Effectif proposé pour 2025	1	–	–	1	1	1	–	–	–	–	4	–	1 ^a	1	–	–	–	5
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

^a Dont un emploi d'agent(e) local(e) qu'il est proposé de créer en tant qu'emploi de temporaire (autre que pour les réunions) en 2025.

225. Le montant des ressources demandées pour 2025 pour la mission s'élève à 970 200 dollars (déduction faite des contributions du personnel) et permettrait de couvrir les traitements et les dépenses communes de personnel (694 300 dollars) correspondant aux quatre postes qu'il est proposé de maintenir (1 SGA, 1 D-1, 1 P-5 et 1 P-4), au poste d'agent(e) local(e) qu'il est proposé de supprimer et à l'emploi de temporaire (autre que pour les réunions) [agent(e) local(e)] qu'il est proposé de créer, comme indiqué ci-dessous, ainsi que les dépenses opérationnelles (275 900 dollars), qui se répartissent comme suit : voyages officiels (135 400 dollars), installations et infrastructures (20 700 dollars), transports terrestres (7 000 dollars), communications et informatique (25 500 dollars), santé (600 dollars) et fournitures, services et matériel divers (86 700 dollars).
226. À la suite d'une évaluation de la sécurité menée par le Département de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat début 2022, tous les membres du personnel recruté sur le plan international ont été temporairement transférés de Nay Pyi Taw à Bangkok et partagent actuellement des locaux avec le bureau régional du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix situé dans l'enceinte de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique.
227. Pour 2025, il est proposé d'apporter les changements ci-après au tableau d'effectifs :
- suppression d'un poste d'assistant(e) administratif(ive) [agent(e) local(e)] à Nay Pyi Taw, ce poste ne pouvant être pourvu au Myanmar à l'heure actuelle compte tenu des conditions de sécurité et des conditions opérationnelles ;
 - création d'un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) d'assistant(e) administratif(ive) [agent(e) local(e)] à Bangkok, qui permettrait de fournir l'appui administratif nécessaire au personnel de la mission recruté sur le plan international qui a été temporairement transféré à Bangkok.
228. Un taux de vacance de 25,0 % a été appliqué aux prévisions relatives aux postes soumis à recrutement international sur la base des taux effectifs moyens enregistrés en 2023. Un taux de vacance de 50,0 % a été appliqué à l'emploi de temporaire (autre que pour les réunions) [agent(e) local(e)] qu'il est proposé de créer.
229. La diminution des ressources demandées pour 2025 par rapport aux crédits ouverts en 2024 s'explique principalement par la baisse des dépenses prévues au titre du personnel civil, qui résulte de la diminution des dépenses communes de personnel et de l'application d'un taux de vacance de poste de 25,0 %, contre un taux budgétisé de 0 % en 2024.

Ressources extrabudgétaires

230. En 2024, des ressources extrabudgétaires d'un montant de 527 400 dollars serviront à financer des activités d'appui et des initiatives visant à promouvoir l'application de la résolution 76/180 de l'Assemblée générale, ainsi qu'un poste P-5 et un poste P-4. Ces activités et initiatives porteront sur : a) la coordination d'une intervention à l'échelle du système ayant pour but de remédier aux vulnérabilités des personnes touchées par la crise multiforme en cours et une collaboration étroite

avec l'ASEAN pour appuyer l'action visant à désamorcer la situation et à parvenir à une solution politique inclusive ; b) le soutien au retour des réfugiés et des déplacés rohingya ; c) le dialogue intercommunautaire ; d) la lutte contre la discrimination et les discours de haine ; e) la réconciliation nationale.

231. En 2025, la mission devrait disposer de ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 346 000 dollars, qui serviraient à appuyer les activités visant à consolider encore la démocratie et à promouvoir la justice, la paix et les droits humains au Myanmar.
232. La baisse attendue du montant des ressources extrabudgétaires en 2025 tient au fait que des accords définitifs devraient être conclus avec les donateurs au quatrième trimestre de 2024, conformément à la pratique de la mission consistant à conclure des accords avec les donateurs sur une base annuelle.

Annexe I

Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale ainsi qu'aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée

Résumé de la recommandation

Suite donnée à la recommandation

Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

[A/78/7/Add.2](#)

Le Comité consultatif compte que les emplois vacants, y compris ceux qui le sont depuis longtemps, seront pourvus dans les meilleurs délais, et que des informations actualisées sur l'état d'avancement des recrutements pour tous les emplois en question seront communiquées à l'Assemblée générale lorsqu'elle examinera le présent rapport et dans le prochain projet de budget. Il compte également que le Secrétaire général proposera dans le prochain projet de budget des mesures appropriées en ce qui concerne tous les emplois vacants de longue date qui n'ont pas été pourvus (par. 13).

Le Comité compte également que des informations actualisées sur la location des locaux du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen seront communiquées à l'Assemblée générale lorsqu'elle examinera le présent rapport et dans le prochain projet de budget (par. 18).

Le Comité consultatif compte que le Secrétaire général rendra compte de manière détaillée, dans le prochain projet de budget, des ressources consacrées à la lutte contre les discours de haine dans l'ensemble de l'Organisation des Nations Unies, et fournira une description des domaines de responsabilité des différentes entités et des mécanismes de coopération entre celles-ci (par. 22).

Des informations actualisées sur l'état d'avancement des recrutements pour les postes vacants de longue date sont présentées à l'annexe I du complément d'information sur les prévisions budgétaires pour chaque groupe thématique.

Les missions relevant du groupe thématique I s'efforcent de pourvoir les postes vacants conformément à la politique de sélection du personnel. Les processus de recrutement peuvent toutefois prendre plus de temps que prévu en raison de facteurs externes tels que des restrictions en matière de visas, la disponibilité de candidats qualifiés dans les lieux d'affectation concernés et le gel temporaire des recrutements destiné à atténuer les difficultés financières que rencontre l'Organisation (pression sur les liquidités), qui nuisent à la capacité des missions de pourvoir les postes vacants. En dépit de ces difficultés, les missions continueront de faire tout leur possible pour pourvoir dans les meilleurs délais tous les postes qui sont ou deviendront vacants.

Le projet de déménagement du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen dans de nouveaux locaux à Amman ne s'étant pas concrétisé, le montant budgétisé pour la location de locaux dans le projet de budget de la mission pour 2025 n'a pas été modifié.

Le Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide, qui est le centre de coordination de la lutte contre les discours de haine au sein du système des Nations Unies, coordonne la mise en œuvre de la Stratégie et du Plan d'action des Nations Unies pour la lutte contre les discours de haine lancés par le Secrétaire général en 2019. Le Bureau dirige également l'élaboration de politiques et d'orientations concernant la lutte contre les discours de haine et d'autres questions connexes.

En tant que centre de coordination, le Bureau a également pour mandat de fournir une assistance technique et un soutien en matière de renforcement

des capacités aux entités des Nations Unies présentes sur le terrain, en particulier les équipes de pays des Nations Unies et les opérations de paix, afin de les aider à élaborer des plans d'action adaptés au contexte pour mettre en œuvre la Stratégie. À cette fin, des membres du personnel du Bureau sont déployés dans les entités sur le terrain pour travailler avec les différentes équipes à l'élaboration de ces plans d'action. Au sein du Bureau, trois personnes sont chargées d'appuyer les efforts de lutte contre les discours de haine. Il s'agit d'un(e) spécialiste des questions politiques (hors classe) (P-5), qui est chargé(e) de coordonner les travaux du Bureau en matière de lutte contre les discours de haine, ainsi que de deux titulaires d'emplois de temporaire (autres que pour les réunions) [un de spécialiste des questions politiques (P-4) et un de spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 1^{re} classe) (P-2)], qui appuient l'action menée par le Bureau pour mettre en œuvre la Stratégie, notamment en fournissant une assistance technique et un soutien aux entités des Nations Unies présentes sur le terrain et aux États Membres. Les titulaires de ces emplois sont également chargés de la gestion du savoir et de la mise en commun des bonnes pratiques en matière de lutte contre les discours de haine à l'échelle du système des Nations Unies.

Les fonctions du Bureau en tant que centre de coordination mondial consistent en outre à organiser les activités du Groupe de travail sur les discours de haine, qui réunit une vingtaine d'entités des Nations Unies et est dirigé au niveau des responsables par la Conseillère spéciale pour la prévention du génocide. Bien que la lutte contre les discours de haine ne fasse pas l'objet d'un financement spécifique au sein du système des Nations Unies, différentes entités du système mettent en œuvre des initiatives dans ce domaine dans le cadre de leurs mandats respectifs, la coordination de ces activités incombant au Groupe de travail sur les discours de haine dirigé par le Bureau.

Au Secrétariat, il existe des personnes référentes pour les questions liées à la lutte contre les discours de haine dans des entités telles que le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, le Département des opérations de paix et le Département de la communication globale mais, dans la plupart des cas, ces entités ne disposent pas d'équipes se consacrant exclusivement à ces questions. Le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, par exemple, s'attache à lutter contre les discours de haine et la désinformation dans le cadre de ses mandats fondamentaux de

Le Comité compte que des informations actualisées sur les accords de partage des coûts figureront dans tous les futurs projets de budget (par. 24).

Le Comité consultatif espère que les missions politiques spéciales relevant du groupe thématique I tiendront compte des enseignements et des meilleures pratiques issus des stratégies de collecte de fonds qui ont fait leurs preuves dans d'autres entités des Nations Unies, en vue de renforcer les mesures prises pour obtenir un financement volontaire suffisant, prévisible et soutenu, y compris des fonds non affectés à des fins spécifiques, selon les besoins. Le Comité attend avec intérêt de recevoir des informations actualisées à ce sujet dans le prochain projet de budget (par. 25).

prévention des conflits et de consolidation de la paix, notamment en tenant compte des répercussions qu'ont ces discours sur les différentes questions dont il s'occupe, telles que l'assistance électorale, la diplomatie préventive et la médiation. Au Département de la communication globale, la personne référente qui assure la liaison avec le Groupe de travail sur les discours de haine participe à la direction de la campagne intitulée « #NoToHate », en coopération avec d'autres membres. Par ailleurs, d'autres entités des Nations Unies, telles que le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, mettent en œuvre des interventions spécifiques, dans le cadre de leurs mandats respectifs, pour lutter contre les discours de haine en élaborant des contenus destinés aux médias et des supports d'information, en menant des campagnes de sensibilisation et en apportant un soutien technique aux États Membres.

On trouvera des informations complémentaires sur les ressources consacrées à la lutte contre les discours de haine, les différents domaines de responsabilité et les mécanismes de coopération dans le complément d'information sur les prévisions budgétaires pour le groupe thématique I.

On trouvera aux annexes VI et VII du rapport sur les prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales ([A/79/6 \(Sect. 3\)/Add.1](#)) une synthèse de tous les accords de recouvrement et de partage des coûts en vigueur.

Les missions relevant du groupe thématique I organisent diverses campagnes de collecte de fonds pour encourager les donateurs à financer des initiatives phares visant à accélérer la mise en œuvre de leurs mandats respectifs, mais elles ont toutefois des difficultés à obtenir des résultats satisfaisants dans ce domaine.

À titre d'exemple, au cours des dernières années, le Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide a lancé des appels à contribution à l'échelle mondiale en mettant l'accent sur ses priorités et ses besoins, le plus récemment en janvier 2024. La mission poursuivra ses efforts en ce sens et continuera de dialoguer régulièrement avec les États Membres sur ses priorités et ses besoins en matière de contributions volontaires.

Le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs entretient un dialogue régulier avec ses principaux donateurs afin d'obtenir

*Résumé de la recommandation**Suite donnée à la recommandation*

Le Comité consultatif compte que des mesures supplémentaires seront prises pour parvenir à une représentation géographique plus équitable des États Membres et à un meilleur équilibre entre les genres au sein du personnel des missions politiques spéciales relevant du groupe thématique I, et que des informations actualisées à cet égard seront fournies dans les futurs projets de budget-programme (par. 26).

des contributions volontaires à l'appui de la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région. Parmi ces donateurs figurent le fonds d'affectation spéciale de l'ONU pour la paix et le développement, la Norvège, la Suisse, la Belgique, la France, la Chine et le Royaume des Pays-Bas. Ces partenaires dévoués jouent un rôle crucial dans la promotion de la paix et de la stabilité dans la région des Grands Lacs.

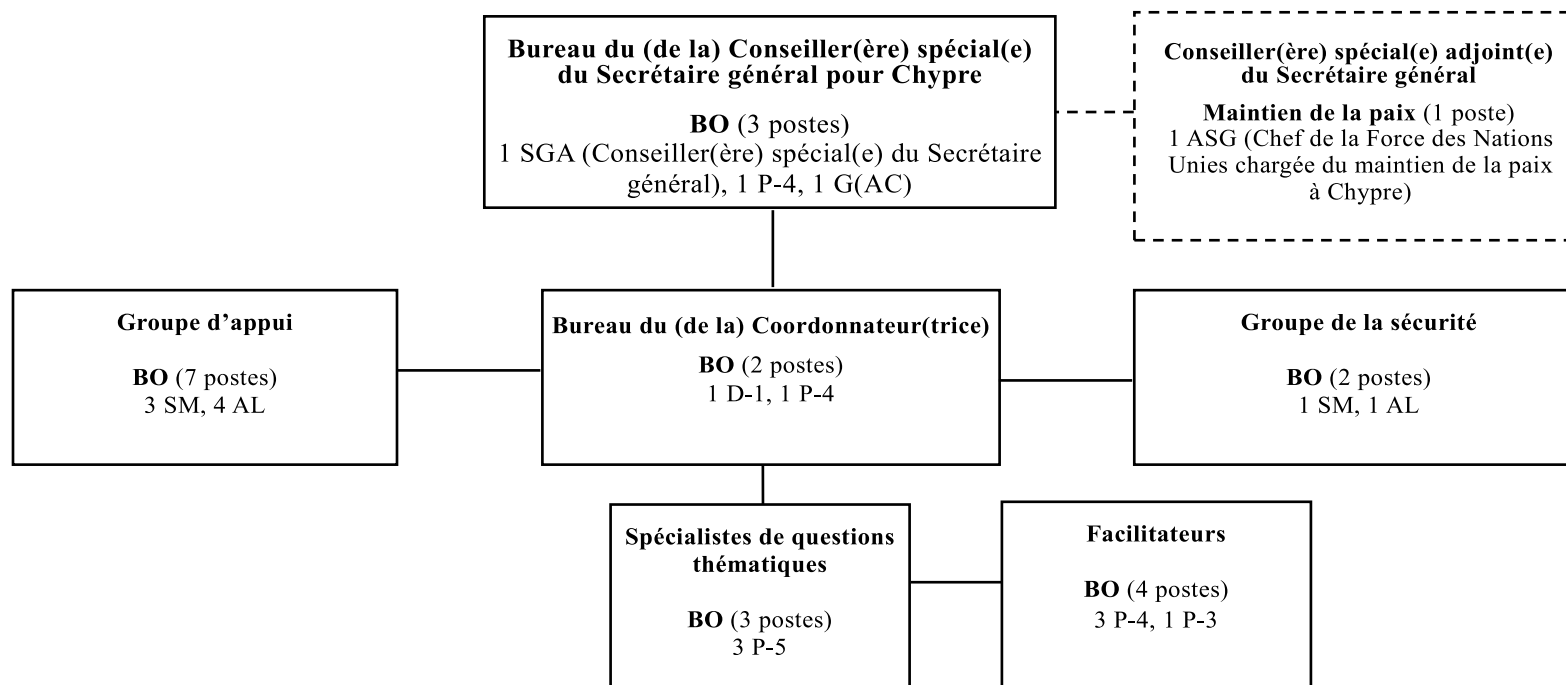
Les missions politiques spéciales ont pris des mesures pour renforcer les efforts visant à assurer une représentation géographique équitable au sein de leur personnel. Dans de nombreuses missions, les responsables des postes à pourvoir sont tenus de montrer, données à l'appui, que les recommandations formulées à cet égard ont été appliquées. Le modèle révisé des mémorandums relatifs à la sélection du personnel permet désormais aux responsables des postes à pourvoir d'examiner, avant de confirmer la sélection d'un ou d'une candidat(e), si le choix proposé améliore la représentation géographique de la mission. Les données font également l'objet d'un suivi trimestriel par l'intermédiaire du tableau de bord de gestion, ce qui permet d'orienter les décisions relatives au recrutement.

Les informations concernant la représentation géographique par pays des postes soumis à recrutement international dans toutes les missions politiques spéciales ont été regroupées à l'annexe XIX du document publié sous la cote [A/79/6 \(Sect. 3\)/Add.1](#).

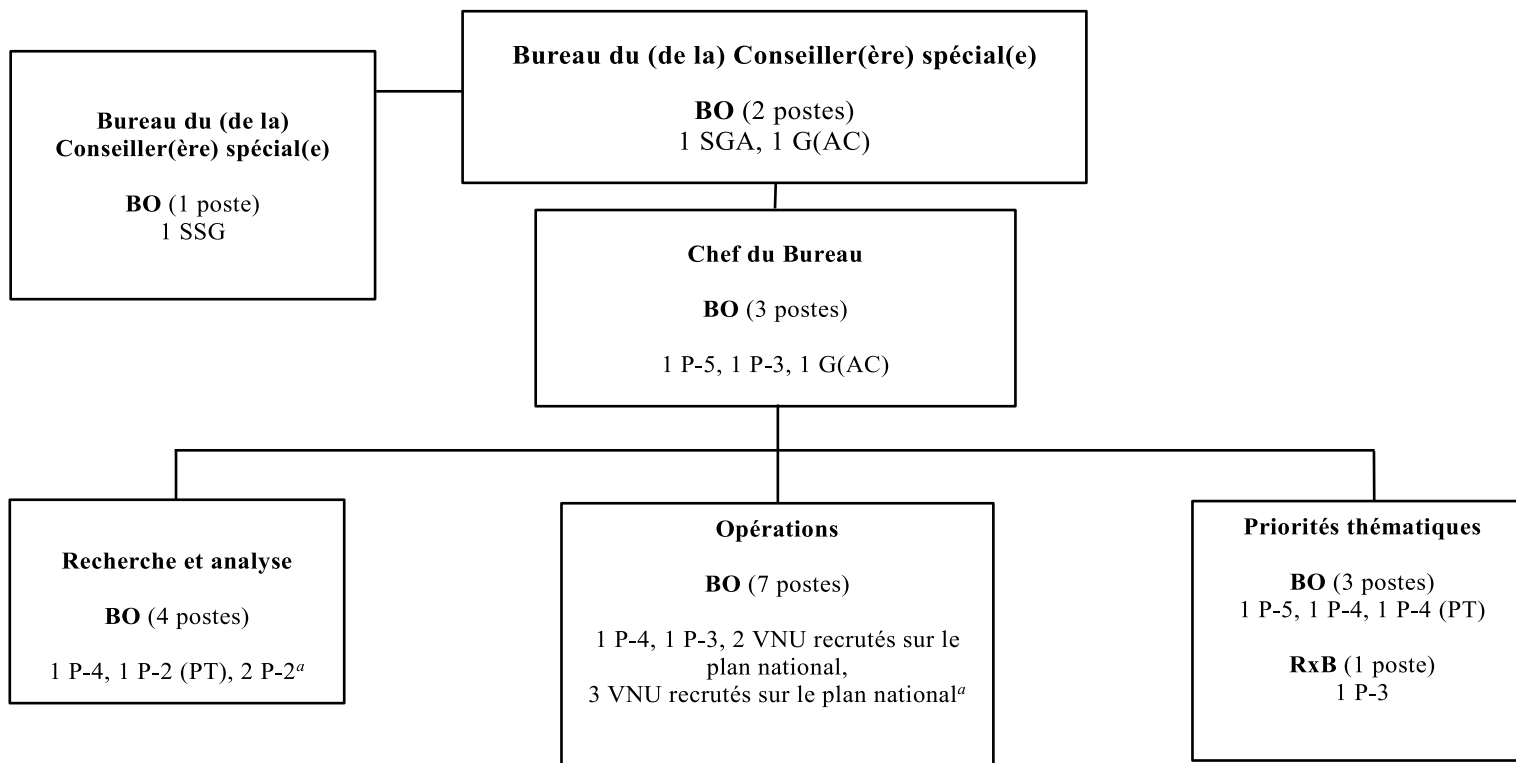
Annexe II

Organigramme et répartition des postes pour 2025

A. Bureau du (de la) Conseiller(ère) spécial(e) du Secrétaire général pour Chypre



B. Bureau du (de la) Conseiller(ère) spécial(e) du Secrétaire général pour la prévention du génocide



C. Envoyé(e) personnel(le) du Secrétaire général pour le Sahara occidental

Bureau de l'Envoyé(e) personnel(le)

BO (2 postes)

1 SGA, 1 P-3

D. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité

Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e)

BO (3 postes)

1 SGA, 1 P-4, 1 G(AC)

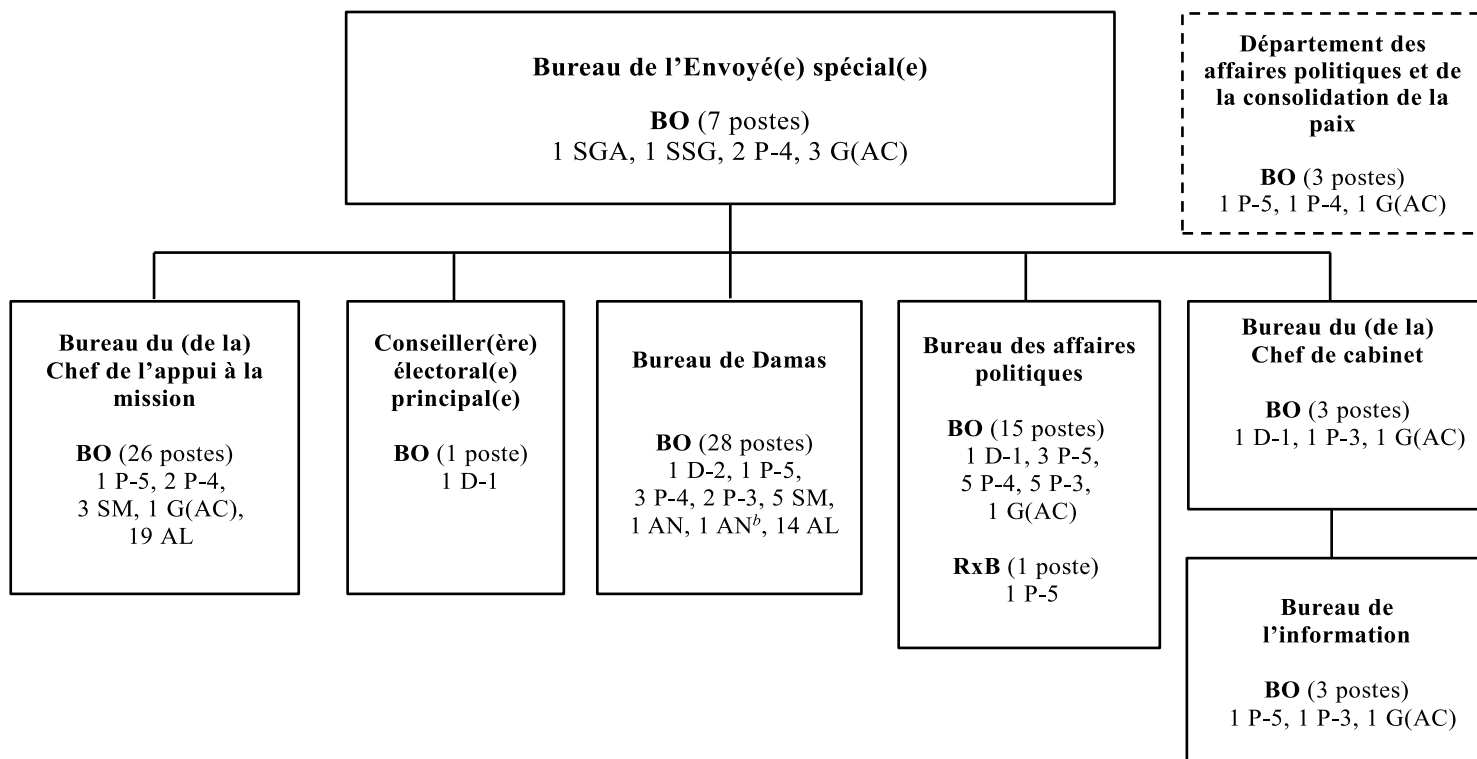
E. Bureau du (de la) Représentant(e) de l'ONU aux discussions internationales de Genève

**Bureau du (de la) Représentant(e)
de l'ONU**

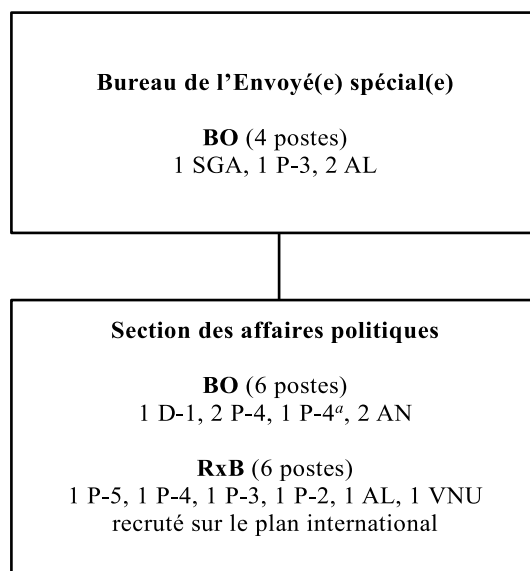
BO (7 postes)

1 SSG, 1 P-5, 2 P-4, 2 P-3, 1 G(AC)

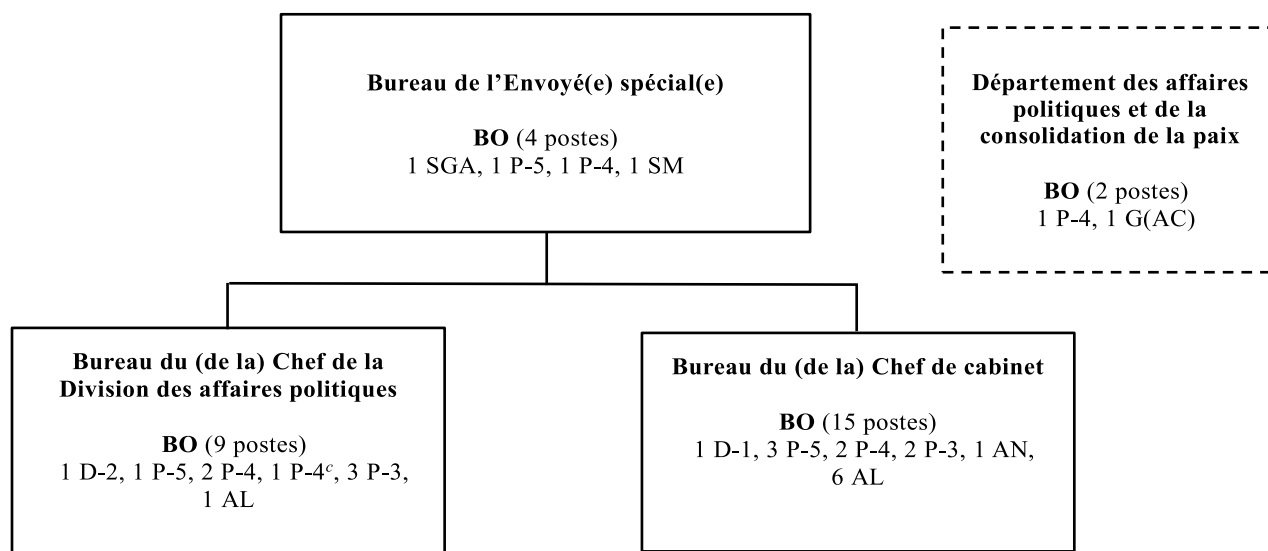
F. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour la Syrie



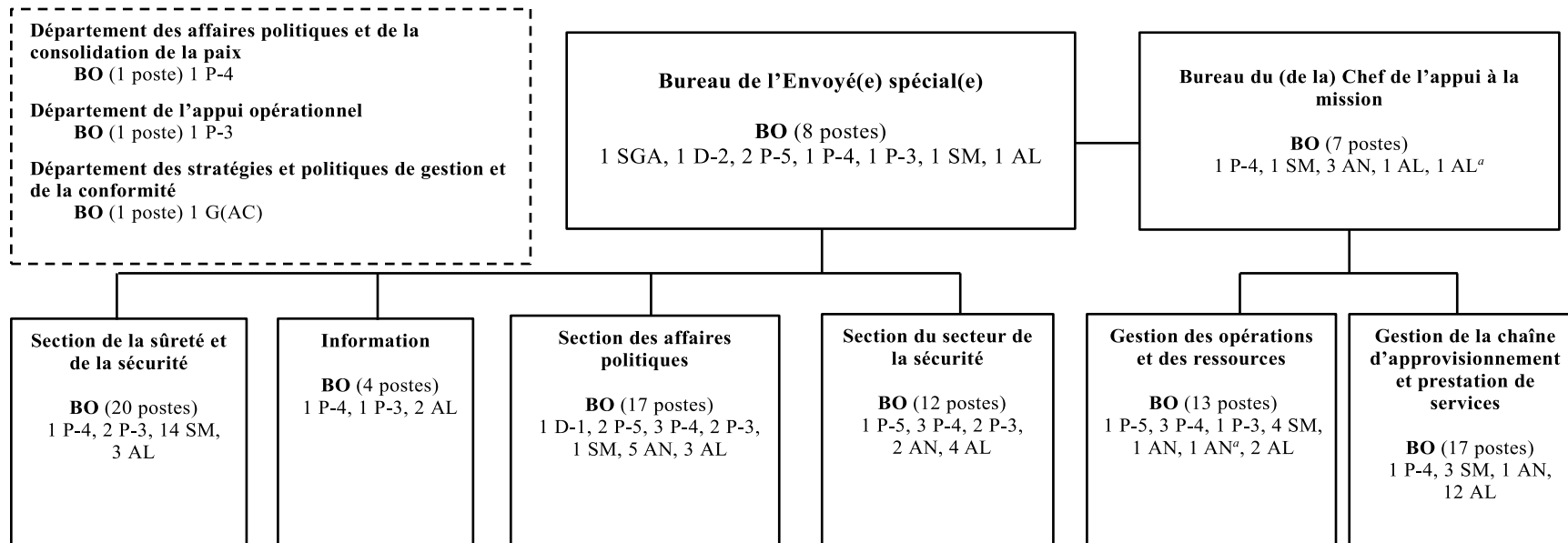
G. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique



H. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs



I. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Yémen



J. Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Myanmar

<p>Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e)</p>
--

<p>BO (5 postes)</p>

<p>1 SGA, 1 D-1, 1 P-5, 1 P-4, 1 AL (PT)^a</p>
--

Abréviations : AL = agent(e) local(e) ; AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ;
BO = budget ordinaire ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ;
PT = personnel temporaire (autre que pour les réunions) ; RxB = ressources extrabudgétaires ;
SGA = secrétaire général(e) adjoint(e) ; SM = agent(e) du Service mobile ; SSG = sous-
secrétaire général(e) ; VNU = Volontaire des Nations Unies. Ces abréviations valent pour tous
les organigrammes de l'annexe II.

^a Création.

^b Transformation.

^c Transfert.